



Fonds pour l'environnement mondial

FEM

15 avril 2008

**RAPPORT DU FEM À LA NEUVIÈME RÉUNION
DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
À LA CONVENTION
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le présent rapport rend compte des activités du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans le domaine de la diversité biologique pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007. Il couvre donc la fin de FEM-3 et le début de FEM-4.
2. Mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique (CDB), le FEM finance des activités lancées à l'initiative des pays conformément aux directives de la Conférence des parties. Le présent document décrit les activités entreprises par le FEM pour faire suite aux directives formulées par la Conférence des parties à sa huitième réunion, qui s'est tenue à Curitiba (Brésil) du 20 au 31 mars 2006, ainsi qu'à d'autres décisions antérieures de la Conférence. La décision VIII/18, prise à la huitième réunion de la Conférence, s'adresse au FEM et donne des directives au mécanisme financier.
3. Pendant la période examinée, le FEM a approuvé 54 projets de grande envergure, 19 projets de moyenne envergure et deux activités habilitantes dans le domaine de la diversité biologique (y compris la prévention des risques biotechnologiques). Le montant total de l'aide financière allouée par le FEM au cours de la période considérée s'élève à environ 306 millions de dollars¹. En outre, 1,536 milliard de dollars de cofinancement ont été mobilisés pour ces projets auprès des Entités d'exécution, des organismes d'aide bilatérale, des pays bénéficiaires et du secteur privé. Les ressources affectées à la diversité biologique ont également permis de financer partiellement 14 projets plurisectoriels à hauteur de 42 millions de dollars. Enfin, 23 financements ont été accordés au titre de la préparation de projets pendant cette même période, pour un montant total d'environ 4,3 millions de dollars.
4. Le présent rapport expose également les activités financées par le FEM dans les domaines d'intervention « eaux internationales » et « dégradation des sols », qui contribuent aussi, directement ou indirectement, aux objectifs et à l'application de la Convention sur la diversité biologique. Dans le domaine des eaux internationales, le FEM a engagé 61,82 millions de dollars à l'appui de 11 projets qui ont contribué directement ou indirectement à la préservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. Au total, 315,36 millions de dollars de cofinancement ont été mobilisés à l'appui de ces projets. Dans le domaine de la dégradation des sols, six projets financés à hauteur d'environ 30,14 millions de dollars par le FEM comportent des composantes consacrées à la préservation et/ou à l'utilisation durable de la biodiversité. Ces projets ont permis de réunir 194 millions de dollars de cofinancement.
5. Le présent rapport décrit aussi les activités du Bureau du suivi et de l'évaluation dans le domaine de la diversité biologique pendant la période examinée. Ces activités ont notamment donné lieu à trois rapports, l'Évaluation conjointe du programme de microfinancements du FEM, le Rapport annuel du FEM sur l'impact des projets et une actualisation de l'Évaluation à mi-parcours du dispositif d'allocation des ressources. Un premier bilan des secteurs sur lesquels portent les investissements du portefeuille « biodiversité » de FEM-3 est également dressé.

¹Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis.

6. La stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant FEM-4, le programme de gestion forestière durable, la collaboration avec le Secrétariat de la CDB sur la mise au point d'une stratégie de mobilisation des ressources à l'appui de la Convention et un nouveau bilan de l'état d'avancement des réformes du FEM figurent également au nombre des questions examinées dans le présent rapport.

Table des matières

Résumé analytique	2
I. Introduction.....	1
II. Activités financées dans le domaine de la diversité biologique.....	1
A. Stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant FEM-3	2
B. Stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant FEM-4	3
C. Gestion forestière durable pendant FEM-4	5
D. Récapitulatif des activités financées dans le domaine de la diversité biologique.....	6
Projets de grande envergure	7
Projets de moyenne envergure	8
Activités habilitantes.....	8
Financements accordés pour la préparation des projets	9
Programme de microfinancements.....	9
III. Activités résultant des directives formulées par la Conférence des parties.....	10
Zones protégées : Amélioration de la gestion des zones protégées par les approches systémiques	10
Utilisation durable de la diversité biologique par sa prise en compte systématique.....	14
Prévention des risques biotechnologiques	18
Biodiversité et changement climatique	21
Biodiversité marine/côtière et biodiversité des îles	23
Espèces invasives.....	25
Initiative taxinomique mondiale	27
Aide taxinomique dans le cadre d'activités habilitantes.....	28
Aide taxinomique dans le cadre de projets de moyenne ou grande envergure	28
Aide taxinomique dans le cadre du Programme de microfinancements	28
Plan stratégique de la Convention.....	28
Transfert de technologies et coopération technique.....	29
Rapports nationaux	30
Communication, éducation et sensibilisation du public	35
IV. Activité menées dans les autres domaines d'intervention du fem et intéressant le présent rapport.....	35
Eaux internationales.....	36
Dégradation des sols	37
V. Résultats de suivi et d'évaluation	39
A. Résultats de suivi du portefeuille du FEM-3	39
Résultats de suivi au niveau du portefeuille	39
Résultats de couverture de FEM-3.....	39
B. Résultats des études menées par le Bureau de l'évaluation	42

Évaluation conjointe du Programme de microfinancements du FEM	42
Rapport annuel du FEM sur l'impact des projets	43
Examens de portefeuilles-pays.....	45
Examen à mi-parcours du Dispositif d'allocation des ressources.....	45
VI. Autres activités intéressant la Conférence des Parties	46
Quatrième reconstitution de la Caisse du FEM	46
Ressources financières	47
Pacte de viabilité du FEM.....	47
Tableaux	
Tableau 1 : Objectifs à long terme et programmes stratégiques dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4 (exercices 07-10)	4
Tableau 2 : Objectifs à long terme et programmes stratégiques pour la gestion durable des forêts pendant FEM-4	5
Tableau 3 : Projets du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique », y compris la prévention des risques biotechnologiques, approuvés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2007.....	7
Tableau 4. Nombre de projets de grande envergure approuvés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2007 au titre de chacun des objectifs stratégiques du FEM.....	7
Tableau 5. Nombre de projets de moyenne envergure approuvés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2007 au titre de chacun des objectifs stratégiques du FEM.....	8
Tableau 6 : Projets sur la prévention des risques biotechnologiques approuvés durant la période examinée : 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007.....	20
Tableau 7: Contributions des projets aux objectifs du plan d'activité de FEM-3, ex. 03-06.....	39
Annex 1: Full-size projects in the biodiversity focal area approved during the reporting period	51
Annex 2: Medium-size projects in the biodiversity focal area approved during the reporting period	55
Annex 3: Enabling activities in the biodiversity focal area approved during the reporting period	56

Annex 4: Project Summaries.....	57
Annex 5: Summary of country grants of the GEF project “Supporting Country Action on the CBD Programme of Work on Protected Areas” under implementation	83
Annex 6: GEF Support to Taxonomy	85
Annex 6- Table 2 Project Details	93
Annex 6	101
Annex 7. Multi Focal Area Projects	102
Annex 8: List of GEF documents available at the Ninth Session of the Conference of Parties	
10303	
103	

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été rédigé pour la neuvième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. Il rend compte des activités du FEM dans le domaine de la diversité biologique et de la prévention des risques biotechnologiques pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007. Il décrit les principales activités du FEM et les questions auxquelles il s'est intéressé durant cette période dans les domaines visés par la Convention.
2. En complément du présent rapport, un certain nombre d'informations sont fournies dans des documents et publications du FEM qui seront mis à la disposition de la Conférence des parties à sa neuvième réunion. La liste de ces documents fait l'objet de l'annexe 8.

II. ACTIVITÉS FINANCIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

3. Mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique, le FEM finance des activités lancées à l'initiative des pays conformément aux directives de la Conférence des parties. Les projets financés par le FEM sont administrés par les dix organismes suivants : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) contrôle la qualité technique et scientifique des politiques et projets du FEM. Les informations sur tous les projets du Fonds sont disponibles sur le site du FEM (<http://gefweb.org>) à la rubrique *Projects*.
4. Depuis 1991, le FEM a fourni environ 2,3 milliards de dollars de financement et mobilisé approximativement 5,36 milliards de dollars de cofinancement à l'appui d'environ 790 projets exécutés dans plus de 155 pays.
5. Entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007, le Fonds a approuvé 75 projets consacrés à la diversité biologique et à la prévention des risques biotechnologiques. Le montant alloué par le FEM à ces projets s'est élevé à environ 306 millions de dollars, auxquels se sont ajoutés près de 1,536 milliard de dollars de cofinancement mobilisés auprès des Entités d'exécution, des organismes d'aide bilatérale, des pays bénéficiaires et du secteur privé. Les ressources affectées à la diversité biologique ont également permis de financer partiellement 14 projets plurisectoriels à hauteur de 42 millions de dollars². La période faisant l'objet du présent rapport couvrant la fin de FEM-3 et le début de FEM-4, il est utile d'examiner brièvement les stratégies qui ont orienté ces investissements pendant chacune de ces phases.

² Voir l'annexe 7 pour une liste de ces projets.

A. Stratégie dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant FEM-3

6. Jusqu'à ce que soient définies les priorités stratégiques à appliquer pendant FEM-3 (exercices 03-06), le portefeuille « biodiversité » du FEM s'articulait sur la stratégie opérationnelle et les programmes d'opération, et sur les directives reçues de la Conférence des parties. La stratégie opérationnelle définissait 10 principes qui sous-tendaient la préparation et l'exécution du programme de travail du FEM. Les programmes d'opérations dans le domaine d'intervention « diversité biologique » s'organisaient autour de la stratégie opérationnelle globale et définissaient, par type d'écosystème, les critères précis qui servaient à l'élaboration et à l'évaluation des projets. Au début de l'exécution du programme « biodiversité », les projets devraient correspondre à au moins un des cinq programmes d'opérations³ dans ce domaine pour ouvrir droit à financement.

7. Dans le sillage de deux évaluations indépendantes du programme « biodiversité » (Deuxième étude sectorielle sur la préservation de la biodiversité et Deuxième bilan global du FEM), le FEM a élaboré une stratégie pour FEM-3 qui axe les investissements de l'institution autour des quatre priorités stratégiques suivantes :

- a) Priorités stratégique 1 : Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées
- b) Priorité stratégique 2 : Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les paysages terrestres et marins et les secteurs d'activité économique
- c) Priorité stratégique 3 : Renforcer la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques
- d) Priorité stratégique 4 : Mettre au point et diffuser des méthodes de référence pour s'attaquer aux problèmes nouveaux et existants en matière de biodiversité.

8. Ce renforcement du ciblage des investissements du FEM visait plus particulièrement à utiliser les ressources limitées de l'institution d'une manière qui suscitait des actions optimisant les effets positifs sur l'environnement mondial. Les priorités stratégiques de FEM-3 ont internalisé les recommandations les plus pertinentes issues des exercices d'évaluation et ont placé l'ensemble du portefeuille dans un cadre qui:

- a) met davantage l'accent sur la viabilité des résultats et leur transposabilité ;
- b) s'appuie moins, lorsqu'il y a lieu, sur l'approche-projet pour privilégier des approches plus stratégiques qui visent systématiquement à créer des conditions propices à la préservation durable de la biodiversité ;

³ Écosystèmes arides et semi-arides, écosystèmes côtiers, marins et dulcicoles, écosystèmes forestiers, écosystèmes de montagne et biodiversité agricole.

- c) fait entrer la biodiversité dans d’autres secteurs en l’intégrant systématiquement au cadre plus large du développement durable et aux différents secteurs économiques ;
- d) mobilise plus efficacement le secteur privé ;
- e) contribue plus largement à la réalisation des objectifs de la CDB sur l’utilisation durable des ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent ;
- f) prend en compte plus systématiquement la participation des différents acteurs ;
- g) continue à renforcer le rôle relais des Agents d’exécution dans le cadre des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), des stratégies d’aide aux pays (CAS) et d’autres instruments ayant les pays pour moteur ; et
- h) améliore la diffusion des outils, des acquis et des méthodes de référence auprès d’un public plus large.

B. Stratégie dans le domaine d’intervention « diversité biologique » pendant FEM-4

9. Le FEM a révisé sa stratégie pour FEM-4 (exercices 07-10)⁴ à la lumière des enseignements tirés de ses activités pendant FEM-3 et de l’évolution du point de vue des milieux spécialisés sur les facteurs à l’origine de l’appauvrissement de la biodiversité. Selon l’Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, une étude financée par le FEM, la transformation des habitats, les changements climatiques, les espèces exotiques envahissantes, la surexploitation des espèces et la pollution sont les facteurs directs les plus importants de l’appauvrissement de la diversité biologique et des changements au niveau des biens et services dispensés par les écosystèmes⁵. Ces facteurs directs sont eux-mêmes influencés par un ensemble de facteurs indirects de changement, tels que la démographie, la conjoncture économique mondiale, la gouvernance, le cadre institutionnel et juridique, la science et la technologie, et les valeurs morales et religieuses. La stratégie pour FEM-4 dans le domaine d’intervention « diversité biologique » couvre un sous-ensemble de ces facteurs directs et indirects d’appauvrissement de la biodiversité et privilégie les méthodes qui, par leur effet d’entraînement, permettent au FEM de contribuer au mieux à une préservation durable de ce patrimoine.

10. Le but du programme du FEM dans ce domaine est la préservation et l’utilisation durable de la biodiversité, le maintien des biens et services écosystémiques qui en découlent pour la société, et le partage juste et équitable des avantages résultant de l’exploitation des ressources génétiques. Pour atteindre ce but, la stratégie comporte quatre objectifs complémentaires et

⁴ La version complète de la stratégie du FEM dans le domaine d’intervention « diversité biologique » pendant FEM-4 peut être consultée sur le site suivant :

http://gefweb.org/uploadedFiles/Focal_Areas/Biodiversity/GEF4%20strategy%20BD%20Oct%202007.pdf

⁵ Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, 2005, Les écosystèmes et le bien-être humain : Synthèse sur la diversité biologique.

indissociables : 1) améliorer la viabilité des dispositifs d'aires protégées, le mode d'utilisation des terres le plus répandu dans le monde pour contribuer directement à la préservation de la biodiversité; 2) prendre systématiquement en compte la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les secteurs d'activité économique ayant des effets sur ce patrimoine ; 3) sauvegarder la biodiversité par : a) le renforcement de la capacité des pays à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et b) la prévention et l'action sur les espèces invasives ; et 4) renforcer la capacité à contribuer à l'application des Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur exploitation. À l'appui de ces objectifs, le FEM aidera à renforcer les capacités institutionnelles et à élaborer les politiques publiques voulues pour préserver durablement la biodiversité.

11. Les objectifs stratégiques à long terme et les programmes stratégiques redéfinis à l'occasion de chaque cycle de refinancement remplacent l'ancienne structure composée de programmes d'opérations et de priorités stratégiques. Ils tiennent compte de la nécessaire continuité de la stratégie d'investissement tout en mettant plus directement l'accent sur les interventions qui visent à préserver la biodiversité sur le long terme. La nouvelle structure, présentée dans le domaine de la biodiversité au tableau 1 ci-dessous, allie continuité et souplesse, et vient à l'appui de la priorité donnée aux résultats.

Tableau 1 : Objectifs à long terme et programmes stratégiques dans le domaine d'intervention « diversité biologique » pour FEM-4 (exercices 07-10)

Objectifs à long terme	Programmes stratégiques pour FEM-4
1 : Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées	1. Financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national 2. Accroissement de la représentation des zones marines protégées et efficacement gérées dans les dispositifs d'aires protégées 3. Renforcement des réseaux d'aires terrestres protégées
2 : Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les zones marines et terrestres et les secteurs d'activité économique	4. Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité 5. Promotion des marchés des biens et services fournis par la biodiversité
3 : Sauvegarder la biodiversité	6. Renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques 7. Prévention et action sur les espèces invasives
4 : Renforcer la capacité à accéder aux ressources génétiques et partager les avantages résultant de leur exploitation	8. Renforcement de la capacité à accéder aux ressources génétiques à partager les avantages résultant de leur exploitation

12. La stratégie s'inscrit dans le droit fil d'une approche intégrée de la préservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, la démarche écosystémique qui constitue le principal cadre

d'action prévu par la Convention sur la diversité biologique (CDB)⁶. La réalisation de l'ensemble de ces objectifs stratégiques aidera beaucoup à atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment sur les fronts de la viabilité écologique et du recul de la pauvreté, tout en respectant les priorités fixées par la Conférence des parties à la CDB.

13. La stratégie suivie par le FEM en matière de biodiversité pendant FEM-3 et FEM-4 vise à préserver la diversité biologique en suivant une approche intégrée au niveau de l'écosystème. Une démarche de ce type a été adoptée par la Conférence des parties à sa cinquième réunion. Elle a pour finalité d'assurer un équilibre entre la préservation, l'utilisation durable et le partage équitable des ressources génétiques, dans une perspective qui dépasse le périmètre des zones protégées pour s'étendre à l'ensemble du paysage et qui place l'homme au centre des actions menées.

C. Gestion forestière durable pendant FEM-4

14. Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie pour FEM-4, le Fonds a créé une plateforme à l'appui de la gestion durable des forêts. Outre sa contribution à l'approche écosystémique, fil conducteur des projets indépendants, cette plateforme s'applique à l'échelle paysagère et encourage des activités qui réunissent les domaines d'intervention « diversité biologique », « changement climatique » et « dégradation des sols » pour avoir un plus grand impact positif sur l'environnement de la planète.

15. Le Programme de gestion durable des forêts (SFM) est l'une des plateformes-cadres qui sera utilisée pendant toute la durée de FEM-4 et, il faut l'espérer, au-delà de ce cycle de refinancement, en fonction des ressources disponibles. Au nombre des nouvelles plateformes destinées à accroître l'impact des projets, elle permettra d'affecter de manière plus structurée et mieux ciblée les ressources allouées aux différents domaines d'intervention en s'attaquant aux menaces de diverses origines qui pèsent sur les écosystèmes forestiers. Ce programme permettra donc de financer des interventions ayant simultanément de multiples effets positifs dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » (par la réduction des émissions résultant du déboisement) et « dégradation des sols » (en contribuant également aux moyens de subsistance en milieu rural).

16. Le but des investissements du FEM dans le domaine de la gestion forestière durable est de préserver et de renforcer la valeur économique, sociale et environnementale de tous les types de forêts au profit des générations actuelles et à venir. La gestion durable des forêts est un concept large qui recouvre la conservation et l'utilisation appropriée des forêts et des arbres à l'appui de moyens d'existence durables. Elle consiste notamment à préserver la biodiversité, à prévenir et combattre la dégradation des sols et en inverser la tendance, à utiliser les arbres et le couvert forestier pour lutter contre la désertification, atténuer le changement climatique et s'y adapter, et à permettre la production durable de bois et la fourniture de services et produits forestiers non ligneux. Pour promouvoir l'application de l'approche-programme à la gestion

⁶ Décision CBD COP V/6.

forestière durable, des programmes stratégiques ont été élaborés à l'appui d'objectifs à long terme (voir tableau 2).

Tableau 2 : Objectifs à long terme et programmes stratégiques pour la gestion durable des forêts pendant FEM-4

Objectifs à long terme	Programmes stratégiques pour FEM-4
1 : Préserver et utiliser durablement la biodiversité des forêts 2 : Promouvoir la gestion et l'utilisation durable des ressources forestières	1. Financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national 2. Renforcement des réseaux d'aires terrestres protégées 3. Gestion des activités dites LULUCF (utilisation des sols, changement d'affectation des terres et foresterie) au service de la protection des puits de carbone et de la prévention des émissions de GES 4. Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité 5. Promotion des marchés des biens et services fournis par la biodiversité 6. Promotion d'une production écocompatible d'énergie à partir de la biomasse 7. Appui à la gestion durable des forêts dans les zones d'activité économique

17. Le but d'un programme de gestion durable des forêts est de mettre en évidence des secteurs prioritaires d'investissement correspondant à la fois à l'objectif d'amélioration de l'environnement mondial du FEM et aux programmes stratégiques existant déjà dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « dégradation des sols ». Le programme vise à recenser les thèmes sur lesquels une contribution à la gestion forestière durable contribuerait le plus à la réalisation des objectifs dans les trois domaines d'intervention.

18. Le programme est une initiative pluridisciplinaire qui tire parti des enseignements, des acquis et des financements du FEM dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « dégradation des sols ». Plus de 44 millions de dollars ont déjà été investis pendant les six premiers mois du programme. Il s'agit donc d'un mécanisme déjà opérationnel et innovant, qui incite les pays à affecter à la gestion forestière durable une partie des ressources qui leur sont attribuées dans le cadre du Dispositif d'allocation des ressources.

D. Récapitulatif des activités financées dans le domaine de la diversité biologique

19. Le tableau 3 présente la répartition des projets approuvés par catégorie pendant la période considérée. Les annexes 1 à 4 donnent une liste et un descriptif succinct des projets approuvés.

Tableau 3 : Projets du FEM dans le domaine d'intervention « diversité biologique », y compris la prévention des risques biotechnologiques, approuvés entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007.

Nature des activités	Nombre	Financement du FEM (USD M)	Cofinancement (USD M)	Financement total (USD M)
Activités habilitantes ⁷	2	1,272186	0,76295	2,035136
Projets de moyenne envergure	19	14,10076	20,11249	34,21325
Projets de grande envergure	54	290,524	1 515,288	1805,8137
Total	75	305,896496	1536,16344	1842,062086

Projets de grande envergure

20. L'annexe 1 donne la liste des 55 projets de grande envergure approuvés pendant la période couverte par le présent rapport. Quarante-quatre d'entre eux sont des projets nationaux, cinq des projets régionaux et six des projets mondiaux. Le tableau 4 fait ressortir le nombre de projets réalisés au titre de chacun des objectifs stratégiques du programme « biodiversité » du FEM.

Tableau 4. Nombre de projets de grande envergure approuvés entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007 au titre de chacun des objectifs stratégiques du FEM

Objectifs stratégiques à long terme du programme « biodiversité » du FEM	Nombre de projets ⁸
• Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées (Financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national, Accroissement de la représentation des écosystèmes, dont les zones marines protégées, dans les dispositifs d'aires protégées, Renforcement des capacités)	26
• Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les zones marines et terrestres et les secteurs d'activité économique (Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité et promouvoir les marchés des biens et services fournis par ce patrimoine)	31
• Sauvegarder la biodiversité (Renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques)	2
• Sauvegarder la biodiversité (Prévention et action sur les espèces invasives)	1

⁷ Une « activité habilitante » a été financée dans le cadre d'un projet de moyenne envergure pour accélérer l'approbation des interventions à ce titre pendant le projet « Évaluation nationale de la réalisation des objectifs de 2010 sur la diversité biologique – Phase I : Aide aux Parties à la CDB pouvant prétendre à un financement du FEM ».

⁸ De par la nature de la stratégie d'intervention qui leur est applicable, un certain nombre de projets recoupent plus d'un objectif stratégique ; le total de la colonne peut donc être supérieur au nombre réel de projets financés.

• Renforcer la capacité à accéder aux ressources génétiques et à partager les avantages résultant de leur exploitation	0
--	---

Projets de moyenne envergure

21. La liste des 19 projets de moyenne envergure approuvés pendant la période considérée figure à l'annexe 2 (l'un d'entre eux correspond à une activité habilitante conduite dans le cadre d'un projet de moyenne envergure pour accélérer l'accès aux ressources nécessaires). Dix-sept d'entre eux sont des projets nationaux et deux des projets mondiaux. Le tableau 5 fait ressortir le nombre de projets réalisés au titre de chacun des objectifs stratégiques du programme « biodiversité » du FEM.

Tableau 5. Nombre de projets de moyenne envergure approuvés entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007 au titre de chacun des objectifs stratégiques du FEM

Objectifs stratégiques à long terme du programme « biodiversité » du FEM	Nombre de projets ⁹
• Renforcer la viabilité des dispositifs d'aires protégées (Financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national, Accroissement de la représentation des écosystèmes, dont les zones marines protégées, dans les dispositifs d'aires protégées, Renforcement des capacités)	6
• Prendre systématiquement en compte la biodiversité dans les zones marines et terrestres et les secteurs d'activité économique (Renforcement des politiques publiques et du cadre réglementaire pour internaliser la biodiversité et promouvoir les marchés des biens et services fournis par ce patrimoine)	5
• Sauvegarder la biodiversité (Renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques)	11
• Sauvegarder la biodiversité (Prévention et action sur les espèces invasives)	0
• Renforcer la capacité à accéder aux ressources génétiques et à partager les avantages résultant de leur exploitation	0

Activités habilitantes

22. À ce jour, le FEM a investi au total 93,7 millions de dollars et mobilisé près de 23 millions de dollars de cofinancement au profit de pays en développement ou en transition pour 292 activités habilitantes¹⁰. Ces activités visent à aider les pays à mettre en place les structures nécessaires pour élaborer et appliquer des mesures efficaces en vue d'atteindre les objectifs de la CDB au niveau national. Elles viennent prêter main-forte aux États répondant aux conditions requises pour leur permettre de définir leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, visés à l'article 6 de la Convention. Ces activités aident également les pays à autoévaluer les capacités qu'ils doivent renforcer, présenter des rapports en application de la

⁹ Voir note 10 de bas page.

¹⁰ Activités habilitantes financées selon la procédure accélérée ou ordinaire.

Convention sur la diversité biologique, et participer au Centre d'échange (CDE) de la Convention.

23. L'annexe 3 récapitule les deux activités habilitantes approuvées par le FEM pendant la période considérée. L'une d'elles, menée au niveau national, portait sur l'évaluation des capacités à renforcer pour pouvoir mener différentes actions en application de la Convention sur la diversité biologique, et préparer les deuxième et troisième rapports nationaux. L'autre, conduite à l'échelle mondiale, est décrite à la section « Rapports nationaux » (Évaluation nationale de la réalisation de l'objectif 2010 pour la biodiversité – Phase I : Aide aux Parties à la CDB pouvant prétendre à un financement du FEM ; financement du FEM : 1 million de dollars, cofinancement : 0,75 million de dollars).

Financements accordés pour la préparation des projets

24. Le FEM commence par accorder un financement pour aider les pays bénéficiaires à développer une idée de projet et à préparer la demande qu'ils présenteront. C'est selon cette formule qu'ont été préparés la plupart des projets de grande envergure et bon nombre de projets de moyenne envergure. Pendant la période objet du présent rapport, 23 financements ont ainsi été approuvés au titre de la préparation de projets pour un montant total de 4,3 millions de dollars. Quinze d'entre eux ont aidé à préparer des projets nationaux, sept des projets régionaux et un projet mondial.

Programme de microfinancements

25. Administré par le PNUD, le Programme de microfinancements du FEM a été lancé en 1992. Il appuie l'application de la Convention sur la diversité biologique et a été amélioré au fil des ans à la demande de la Conférence des parties¹¹ pour devenir un mécanisme d'aide souple et rapide permettant aux Parties de recevoir une assistance pour la mise en œuvre de la Convention à l'échelon national. Le Programme fait intervenir la société civile en proposant des financements à concurrence de 50 000 dollars à des organisations locales et non gouvernementales pour exécuter des projets environnementaux.

26. En 2007, à la fin de sa troisième phase d'opérations, le Programme avait financé plus de 9 500 projets à l'appui de plus de 7 000 groupes de la société civile dans 101 pays, dans tous les domaines d'intervention du FEM. S'agissant de la biodiversité, le Programme a financé plus de 5 230 projets de proximité, pour un montant total de 117 millions de dollars, qui a permis de mobiliser 80 millions de dollars de cofinancement en espèces et 81 millions de dollars de contributions en nature.

27. Pendant la période considérée (1^{er} janvier 2006 – 31 décembre 2007), le Programme de microfinancements a financé 444 nouveaux projets portant sur la préservation et l'utilisation

¹¹ Voir les décisions III/5, VI/17 et VII/20.

durable de la biodiversité dans plus de 90 pays. De plus, 1 636 projets sont toujours en cours dans ce domaine.

28. Le montant total des financements alloués par le Fonds à ces projets s'est élevé à 7 321 277 dollars, et 9 715 340 dollars de cofinancement (en espèces et en nature) ont été mobilisés auprès de différents partenaires dans le monde entier. D'autres informations sur le Programme de microfinancements sont disponibles sur le site web www.sgp.undp.org.

III. ACTIVITÉS RÉSULTANT DES DIRECTIVES FORMULÉES PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES

29. À toutes ses réunions, la Conférence des parties fournit au FEM des directives sur les politiques, stratégies, secteurs d'action prioritaires et critères d'attribution applicables à l'aide financière qu'il accorde aux pays en développement parties à la Convention en vue de l'application de cet instrument. Ces directives sont intégrées aux politiques et aux opérations du FEM. Dans chacun de ses rapports à la Conférence, le FEM rend compte de la suite donnée à ces directives.

30. À sa huitième réunion, la Conférence a donné au FEM des directives supplémentaires¹² par lesquelles elle l'invitait à fournir des informations sur les avancées de l'application du DAR, la rationalisation des procédures, les contributions au plan stratégique et la mobilisation des ressources en vue de la réduction du taux d'appauvrissement de la biodiversité. Les orientations concernant les activités et les secteurs d'action prioritaires se rapportent à la prévention des risques biotechnologiques, la biodiversité des îles, la communication et la sensibilisation, le transfert de technologies, les rapports nationaux, l'Initiative taxinomique mondiale, les espèces exotiques envahissantes et les zones protégées.

31. Cette section expose le travail déjà entrepris par le Fonds en réponse aux directives de la Conférence à sa huitième réunion, et fait le point des progrès enregistrés au regard de précédentes directives fournies au FEM dans les cas où la période considérée a été marquée par nombre d'activités notables. Chaque section propose des exemples de projets illustrant le type d'activités menées sur le terrain. L'annexe 4 présente un résumé de tous les projets approuvés durant la période considérée, et les exemples donnés ci-après en sont une illustration qui ne représente pas l'ensemble des activités conduites dans le domaine concerné. Le site web du FEM, à la page consacrée aux pays, offre des informations complémentaires sur le portefeuille du FEM dans chaque pays : <http://www.gefonline.org/Country/CountryProfile.cfm>.

Zones protégées : Amélioration de la gestion des zones protégées par les approches systémiques

32. Le FEM est la première source de financement des zones protégées dans le monde. Il a investi dans plus de 1 600 d'entre elles, couvrant plus de 360 millions d'hectares, soit une

¹² Décision VIII/18, *Orientations supplémentaires au mécanisme de financement*.

superficie égale à celle du Groenland et de la Mongolie réunis. Il a fourni plus de 1,56 milliard de dollars pour financer des zones protégées, ayant mobilisé 4,15 milliards de dollars de cofinancement auprès des partenaires des projets.

33. La Conférence des parties a fourni à plusieurs occasions des directives concernant les zones protégées. Les plus récentes sont récapitulées dans la décision VIII/18, paragraphes 28-30. Dans le droit fil de ces directives, le FEM a renforcé son appui aux zones protégées, en adoptant durant FEM-4 une stratégie plus complète visant à promouvoir la pérennité des systèmes de zones protégées. Pour le Fonds, un système durable de zones protégées présente les caractéristiques suivantes : a) il dispose de revenus suffisants et prévisibles, dont des financements extérieurs, permettant de couvrir les coûts de gestion ; b) il couvre des échantillons représentatifs d'écosystèmes écologiquement viables ; et, c) il a des capacités suffisantes au niveau individuel, institutionnel et systémique pour gérer les zones protégées de manière à ce qu'elles atteignent leurs objectifs de gestion. Le FEM finance des interventions globales abordant les trois aspects de la gestion des zones protégées afin de promouvoir la viabilité à long terme de ces systèmes. L'appui apporté à cet effet pendant FEM-4 passe par trois programmes stratégiques : a) financement durable des dispositifs d'aires protégées au niveau national ; b) accroissement de la représentation des zones marines protégées et efficacement gérées dans les dispositifs d'aires protégées ; et, c) renforcement des réseaux d'aires terrestres protégées.

34. Reconnaissant l'importance du rôle des populations autochtones dans la préservation de la biodiversité, et pour donner suite aux directives de la Conférence des parties, la stratégie accorde une place importante à la participation des populations autochtones et locales dans la conception, l'exécution, la gestion et le suivi des projets ayant pour objet la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité. La promotion du développement des capacités dans ces populations constitue un volet important de l'appui du FEM à la mise en place de dispositifs viables d'aires protégées. La stratégie appuie les zones faisant l'objet d'une gestion communautaire ou autochtone dans le cadre des dispositifs nationaux d'aires protégées, ce qui permet en outre de viabiliser la gestion de ces systèmes. Durant la période examinée, cette approche a été particulièrement bien illustrée par le projet Promotion de la contribution des terres des peuples autochtones à la préservation des écosystèmes forestiers du Brésil (financement du FEM : 6 millions de dollars ; cofinancement : 31,7 millions de dollars). Compte tenu de leur rôle capital pour la préservation des forêts et de la nécessité de remédier à la représentation insuffisante de certains écosystèmes dans son réseau d'aires protégées, le Brésil cherche à compléter la protection offerte par le système national d'unités de conservation en y ajoutant celle que peuvent offrir les terres autochtones. Le projet a pour objectif de rassembler ces terres dans un ensemble d'aires protégées essentielles pour la préservation des écosystèmes forestiers du Brésil qui sera lui-même intégré au Plan national pour les zones protégées.

35. Au cours de la période considérée, le FEM a alloué 155 millions de dollars à 30 projets ayant pour objet une meilleure gestion des zones protégées. Ces projets ont permis de mobiliser 658 millions de dollars de cofinancement, ce qui représente un apport supplémentaire de quatre dollars pour chaque dollar alloué par le FEM. Vingt-sept projets ont été individuellement financés par des pays, l'un d'eux était de portée régionale, et deux autres d'échelle mondiale. Sur

les 27 projets indépendants ayant trait à des dispositifs d'aires protégées, neuf portaient spécifiquement sur l'amélioration de la viabilité financière de ces systèmes.

36. Pendant FEM-3 et FEM-4, la stratégie du FEM à l'égard des zones protégées est passée de projets individuels visant à améliorer la gestion de sites uniques à des interventions plus systémiques visant à avoir une incidence importante sur le fonctionnement de l'ensemble du dispositif d'aires protégées. Cette démarche fait désormais partie intégrante des projets d'appui aux zones protégées financés par le FEM. Les deux projets brièvement présentés ci-dessous illustrent bien l'évolution de son approche.

37. Pendant la période considérée, le FEM a financé un projet de renforcement du dispositif d'aires protégées du Chili, un grand pays ($756,000 \text{ km}^2$) s'étalant sous un très grand nombre de latitudes, caractérisé par une exceptionnelle diversité en altitude et des obstacles naturels qui l'isolent des autres masses terrestres. Du fait de ces caractéristiques, le pays abrite une riche biodiversité d'importance mondiale, notamment une forte biodiversité bête et l'un des taux d'endémisme les plus élevés de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette diversité biologique est principalement menacée par la détérioration, l'élimination et la fragmentation des habitats ainsi que par la dégradation des fonctions écosystémiques.

38. Pour contrer cette menace, le Chili a créé diverses institutions, et s'est doté de normes visant à protéger ses ressources naturelles, et à réglementer l'impact des activités sectorielles. Citons particulièrement le système national des zones naturelles protégées (SNASPE) qui est administré par le service forestier national (CONAF), et qui regroupe 95 zones protégées, soit environ 14.3 millions d'hectares (19 % du territoire chilien hors Antarctique). Les financements sont toutefois insuffisants pour permettre une gestion efficace, et contrecarrer les menaces, notamment dans les zones protégées densément peuplées.

39. Le projet Constitution d'un réseau national de zones protégées au Chili : Cadre financier et opérationnel (financement du FEM : 5 millions de dollars ; cofinancement : 21,95 millions de dollars) permettra la mise en place d'un cadre global pour améliorer l'efficacité financière et opérationnelle et l'homogénéité du réseau actuel de zones protégées, ainsi que la création d'un système national de zones protégées fondé sur des règles de gestion et d'efficacité applicables dans l'ensemble du système pour contribuer à la viabilité de son financement à court terme, et servir de cadre à son expansion future. Le projet a trois grands objectifs : i) développer la création locale de revenus en levant les obstacles juridiques et réglementaires qui entravent plusieurs mécanismes générateurs de recettes, ou découragent leur exploitation sur place ; et mettre ses mécanismes à l'essai ; ii) réduire la charge financière qu'impose le système national de zones protégées en captant les ressources des organismes de développement et des secteurs productifs dans les communautés et les zones tampons pour tenter de faire obstacle aux menaces à la source, de réduire les coûts de gestion, et de répartir la charge financière des zones protégées ; iii) améliorer l'efficacité des opérations, et donc l'efficience économique de leur gestion en fixant des normes opérationnelles, des critères d'affectation des ressources, des systèmes de rapports, et en apportant une aide à la gestion, à la planification des activités et au

renforcement des capacités pour veiller à la bonne utilisation des investissements, et optimiser ainsi les retombées sur l'environnement.

40. En Amérique centrale, un projet du FEM a pour objet d'améliorer la gestion d'une zone protégée essentielle pour la bonne gestion d'un système plus vaste ainsi que du grand couloir biologique méso-américain. La réserve de biosphère maya a été créée en 1990 par le Gouvernement guatémaltèque en vue de : i) préserver la biodiversité, et maintenir l'intégrité écologique de la Selva Maya ; ii) préserver et utiliser de manière durable le patrimoine culturel et archéologique de la réserve ; et, iii) assurer la participation de la population à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles et du patrimoine culturel de la réserve. La réserve de biosphère maya, qui couvre 2 112 940 hectares dans le nord du Département de Petén, est la plus grande zone protégée d'Amérique centrale et le cœur de la plus vaste réserve forestière de feuillus tropicaux de la Mésoamérique (la Selva Maya). Elle a donc une fonction importante du fait qu'elle relie entre elles les zones naturelles qui la composent, contribuant ainsi à des processus écologiques uniques déterminant la survie d'espèces exigeant de vastes habitats. La réserve représente environ 75 % du dispositif d'aires protégées guatémaltèques (SIGAP) qui est administré par le Conseil national pour les zones protégées (Consejo Nacional de Areas Protegidas – CONAP). En conséquence, toute amélioration apportée à cette zone protégée se répercute sur l'ensemble du système national.

41. Le projet FEM Gestion plus efficace de la réserve de biosphère maya (financement du FEM : 4,1 millions de dollars ; cofinancement : 10,9 millions de dollars) reconnaît que pour maintenir l'intégrité écologique de cette réserve qui constitue une composante fondamentale de la Selva Maya, il faut impérativement en améliorer la gestion. À cette fin, la stratégie prévue présente plusieurs caractéristiques distinctives et novatrices, notamment : i) une approche régionale qui inscrit cette réserve dans le contexte global de développement du Département de Petén afin de mieux s'attaquer aux causes profondes de l'appauvrissement de la biodiversité ; ii) l'accent mis sur la participation des communautés installées dans la réserve ; iii) la participation accrue des municipalités aux activités de protection qui y sont conduites ; iv) le transfert horizontal de connaissances et d'expériences entre les communautés et les groupes d'utilisateurs pour leur permettre de gérer leurs territoires et leurs ressources tout en réduisant les causes de conflit, et en améliorant leur qualité de vie ; v) le renforcement et l'expansion du réseau d'organisations participant à la gestion dans des zones spécifiques de la réserve ; vi) le renforcement des capacités et la promotion de la direction institutionnelle pour les administrateurs de la réserve ; vii) la gestion intégrée de l'utilisation des terres pour instaurer un équilibre entre les activités visant à promouvoir une production durable, et celles destinées à protéger les zones de grande importance biologique ; et, viii) un système régional de suivi et d'évaluation rattaché à celui du SIGAP. Ces caractéristiques s'inscrivent dans le droit-fil de la vision stratégique du Gouvernement guatémaltèque pour la réserve, telle qu'énoncée dans la Stratégie de protection participative et intégrée.

42. Le seul projet mondial approuvé pendant la période considérée, Aide à des mesures nationales à l'appui du programme de travail de la CDB sur les zones protégées, apporte une réponse directe à une demande de la Conférence des parties. Le FEM a fourni 9,4 millions de

dollars qui ont permis de mobiliser de 4,04 millions de dollars de cofinancement. Les demandes d'aide formulées par les pays intéressés sont examinées à concurrence de 150 000 dollars en vue de la mise en œuvre d'une ou plusieurs des 13 activités relevant du projet. La moitié au moins des financements disponibles sera attribué aux pays les moins avancés (PMA) ainsi qu'aux petits États insulaires en développement (PEID). Le projet a officiellement démarré en juillet 2007. À ce jour, deux séries de demandes ont été traitées, et la troisième prendra fin en mai 2008.

43. Pendant la première série de demandes, 12 demandes nationales ayant trait à des activités relevant du projet ont été approuvées. Le montant moyen du financement accordé par le FEM est de 150 000 dollars. Dix-sept autres demandes sont examinées par le Comité international d'examen technique dans le cadre de la deuxième série de demandes. Cinquante-huit pour cent (58 %) des financements approuvés à ce jour appuient le programme de travail sur les zones protégées dans des PMA et/ou des PEID. Les ressources allouées par le FEM se portent à 1,6 million de dollars, qui ont permis de mobiliser 1,5 million de dollars de cofinancement auprès d'organismes publics et non gouvernementaux. On trouvera à l'Annexe 5 une brève description des demandes de financement approuvées et en cours de mise en œuvre.

44. Par ailleurs, 19 projets (dont 11 dans des PMA d'Afrique) sont en préparation en vue de leur présentation dans le cadre des deux séries de demandes restant pour 2008. Les projets en cours et en instance correspondent donc à 48 financements au titre du programme de travail sur les zones protégées. Les activités favorisées par les pays sont celles assorties de dates limites en 2007 et 2008, notamment des analyses d'écart écologique, les programmes de formation à la gestion des zones protégées, l'analyse ou la création de mécanismes de financement des zones protégées, l'évaluation économique et sociale des zones protégées, et la diversification des formulaires administratifs servant à leur gestion.

45. D'autres initiatives du FEM, telles que le Programme de microfinancements et le Fonds du partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux ont aussi apporté une contribution importante aux zones protégées. Sur les 444 nouveaux projets en rapport avec la biodiversité financés au titre du Programme de microfinancements pendant la période considérée, au moins 52 se rapportent directement à la priorité stratégique du FEM sur les zones protégées (1,029 million de dollars sur fonds propres, plus 1,149 million de cofinancement).

Utilisation durable de la diversité biologique par sa prise en compte systématique

46. La préservation et l'utilisation durable de la biodiversité exigeront une gestion à long terme des aires terrestres et marines qui englobent des zones protégées ainsi que des modes très divers d'utilisation des sols, d'autant que les pressions exercées sur les terres par les populations ne cessent de s'amplifier. Comme il est dit dans l'Évaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire, l'utilisation durable de la biodiversité ne deviendra réalité que le jour où les secteurs productifs en tiendront systématiquement compte.

47. Au cours de la période considérée, le FEM a approuvé 27 projets, et fourni 125 millions de dollars à des activités à l'appui de l'utilisation durable de la biodiversité dans les zones terrestres et marines d'activité économique en assurant la prise en compte systématique de ce patrimoine. Ces projets ont bénéficié de cofinancement à hauteur de 811 millions de dollars, ce qui représente 6,50 dollars pour chaque dollar fourni par le FEM. Vingt d'entre eux concernaient des pays individuels, deux projets étaient de portée régionale, et cinq autres d'envergure mondiale. Sur les 27 projets financés, 11 étaient axés sur l'agriculture et l'agrobiodiversité, et huit se rapportaient au secteur forestier. Les autres projets avaient trait à un vaste éventail de possibilités d'intégration, dont la gestion des pêches, la rémunération des services écosystémiques, la production de produits forestiers non ligneux ainsi que des interventions globales visant à lever les grands obstacles à l'information, à développer les capacités institutionnelles, et à mettre en place les politiques et les cadres législatifs et réglementaires nécessaires à l'intégration de la protection de la biodiversité et des objectifs d'utilisation durable dans les activités des secteurs productifs.

48. Ainsi, s'agissant de la préservation de l'agrobiodiversité, le projet Préservation et utilisation durable de la diversité des espèces cultivées et sauvages de fruits tropicaux par la promotion de moyens de subsistance viables, de la sécurité alimentaire et de services écosystémiques exécuté en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande (financement du FEM : 3,6 millions de dollars ; cofinancement : 6,7 millions de dollars) mettra à profit les connaissances locales et scientifiques sur la diversité des principaux fruitiers tropicaux afin de recenser, de développer et de mettre à l'essai des pratiques éprouvées qui contribueront à la protection de cette diversité et des services écosystémiques associés, tout en améliorant les moyens de subsistance des agriculteurs et des groupes d'utilisateurs. Les méthodes et les pratiques éprouvées résultant de ce projet fourniront les bases pratiques et scientifiques nécessaires à l'élaboration de régimes de certification environnementale qui contribueront à promouvoir la commercialisation de fruits tropicaux très divers. Le projet porte sur quatre espèces d'importance commerciale présentant une grande diversité dans la région, au niveau spécifique comme intraspécifique : les agrumes (*Citrus spp.*), les mangues (*Mangifera indica*), les mangoustans (*Garcinia mangostana*) et les ramboutans (*Nephelium lappaceum*) ainsi que sur leurs parents sauvages. Les quatre pays participant au projet sont situés dans les régions où ces espèces présentent le plus de diversité. Le projet viendra renforcer les capacités des agriculteurs, des groupes d'utilisateurs, des communautés locales et des institutions en vue de la préservation des ressources génétiques de fruitiers tropicaux, et de l'utilisation durable des ressources génétiques des cultures ciblées et de leurs parents sauvages.

49. La stratégie d'intervention qui conjugue la production forestière durable et la gestion des zones protégées est bien illustrée par le projet Développement forestier intégré et préservation de la diversité biologique dans le Guangxi qui est exécuté en Chine (financement du FEM : 5,6 millions de dollars ; cofinancement : 199,3 millions de dollars). Ce projet a pour objectif de mieux protéger la biodiversité d'importance mondiale de la région autonome du Guangxi Zhuang (GZAR) en assurant sur place la protection effective des habitats forestiers menacés d'importance mondiale, ainsi que des espèces rares et endémiques. Il vise à promouvoir la préservation des forêts naturelles et de la biodiversité associée ainsi qu'une meilleure gestion des

forêts de production. Pour ce faire, les activités auront pour objet de : a) soutenir l’élaboration et l’application de plans de gestion pour quelques réserves naturelles d’importance mondiale hautement prioritaires ; b) promouvoir une meilleure gestion de la biodiversité dans les bassins hydrographiques forestiers d’importance critique situés à proximité de ces réserves naturelles ; c) renforcer la relation entre les réserves naturelles et les communautés locales afin de mobiliser leur soutien pour les actions de protection ; e) dispenser des formations en cours d’emploi aux agents des réserves naturelles et des services provinciaux afin d’améliorer leurs prestations ; et, f) renforcer les capacités des institutions pour leur permettre de gérer durablement les forêts et les réserves naturelles. Le projet viendra financer des actions complémentaires et interdépendantes destinées à améliorer la gestion dans chacune des trois grandes catégories de forêt : les forêts de production, les forêts protégées, et celles faisant l’objet de mesures de préservation.

50. Un projet approuvé par le FEM en Afrique australe, « Gestion des conflits avec la faune et la flore sauvages et préservation de la biodiversité pour l’amélioration des moyens d’existence des populations rurales du Botswana » (financement du FEM : 5,32 millions de dollars ; cofinancement : 25 millions de dollars) a pour objectif de renforcer la préservation, l’utilisation durable et la prise en compte systématique de la faune et de la flore sauvages et des ressources de la biodiversité dans le développement économique du Botswana. Il est axé sur la protection de la biodiversité dans les zones humides du nord du pays qui abritent une diversité biologique aussi exceptionnelle que vulnérable. Ces zones humides servent d’oasis à des espèces de plus en plus menacées par la surexploitation, les conflits entre espèces sauvages et communautés et l’exploitation agricole. Les sites d’intervention correspondent aux communautés où les conflits avec les espèces sauvages sont les plus nombreux, qui vivent à proximité du réseau de zones protégées créées dans les zones humides recélant des habitats d’importance capitale, et participent dans une mesure ou une autre à la gestion communautaire des ressources naturelles. L’opération proposée permettra au Département de la vie sauvage et des parcs nationaux du Botswana (DWNP), en collaboration avec les ONG locales, les collectivités locales des districts de Ngamiland et de Chobe, et les principales institutions, de renforcer la protection, l’utilisation durable et la prise en compte systématique des espèces de faune et de flore sauvages dans le développement économique du pays au moyen de réformes politiques et institutionnelles (dont la préparation d’une politique et d’une stratégie nationales de gestion des conflits avec la faune et la flore, ainsi qu’un cadre national de préalerte et de gestion communautaire de ces conflits), de renforcer les politiques de gestion communautaire des ressources naturelles et leur application (notamment en développant les capacités des organisations communautaires et des ONG locales), et d’engager des interventions sur le terrain dans les zones sujettes à conflit et présentant une importante biodiversité, en favorisant la création de revenus par la participation des communautés à la gestion des espèces sauvages, à la résolution des conflits et aux actions de suivi et d’évaluation. Le projet réduira la fréquence des conflits avec les espèces sauvages dans les zones ciblées en aidant les communautés à les surveiller et à participer à leur gestion, tirant ainsi des avantages directs de l’utilisation durable des ressources de la biodiversité, ce qui permettra parallèlement de consolider les politiques publiques et le cadre institutionnel du Botswana pour les espèces sauvages.

51. Tous ces projets témoignent de l'aide apportée par le FEM à l'utilisation durable de la diversité biologique par sa prise en compte systématique ; en effet, ils rapprochent les principes d'utilisation durable de la biodiversité et l'impératif économique de maintien des moyens d'existence des communautés rurales qui dépendent de cette biodiversité.

Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation (régime APA)

52. Depuis sa création, le FEM a financé plus de 50 projets consacrés au régime APA dans le cadre de ses activités ordinaires, pour un montant total de 229 millions de dollars, et mobilisé quelque 580 millions de dollars de cofinancement pour ces projets. En revanche, aucun nouveau projet ayant trait à ce régime n'a été financé. Pendant FEM-3, des financements ont été accordés au titre de la préparation de plusieurs projets régionaux pour la phase pilote d'application des Lignes directrices de Bonn, sans aboutir sur des projets à part entière.

53. Des activités habilitantes relatives au régime APA ont également été financées dans le cadre des autoévaluations nationales des capacités à renforcer qui ont permis à de nombreux pays d'estimer leurs capacités en matière d'APA, dont l'Arménie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la République Centrafricaine, le Congo, la Dominique, El Salvador, l'Estonie, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Jamaïque, la République démocratique du Congo, les États fédérés de Micronésie, le Panama, le Samoa, le Soudan, l'Uruguay et le Zimbabwe.

54. Compte tenu du démarrage du régime APA dans le cadre de la CDB, et dans l'attente de l'adoption d'un régime international, le FEM a rajouté pendant FEM-4 un objectif et un programme stratégiques à sa stratégie pour la biodiversité intitulés Renforcement des capacités sur l'accès aux ressources génétiques et partage des avantages résultant de leur utilisation. Ce programme stratégique permettra au FEM de financer des actions de renforcement des capacités qui aideront les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 15 de la CDB, ainsi que des actions analogues au profit des principaux groupes concernés, en particulier les communautés autochtones et locales et les milieux scientifiques. Ce programme stratégique contribuera à l'instauration de mesures favorisant l'adoption d'accords tangibles en matière d'APA fondés sur ses principes fondamentaux : le consentement préalable en connaissance de cause, et les conditions convenues d'un commun accord, y compris le partage juste et équitable des avantages. Les projets relevant de ce programme stratégique doivent être conformes aux Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation, ainsi qu'au plan d'action connexe sur le renforcement des capacités en matière d'APA adopté dans le cadre de la Convention.

55. En dépit de la création de cette priorité stratégique, le Secrétariat du FEM n'avait toujours pas reçu de demandes de financement au 31 mars 2008. Ceci tient peut-être au fait que les négociations en vue de la définition d'un régime international sur l'APA se poursuivent, et que les pays donnent la priorité aux projets relevant d'autres programmes stratégiques du domaine

d'intervention « diversité biologique », laissant en attente les projets APA jusqu'à ce qu'ils aient une idée plus claire des besoins politiques et réglementaires en la matière. C'est probablement ce qui explique la demande limitée de projets au titre de ce régime durant les premières années d'existence du Fonds, y compris pendant FEM-3.

Prévention des risques biotechnologiques

56. Lors de sa troisième réunion, la Conférence des parties, siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, a approuvé la décision BS-III/5 concernant les ressources et le mécanisme financier. Cette décision comporte des recommandations destinées à la huitième Conférence des parties à la CDB, pour qu'elle donne des directives supplémentaires sur le mécanisme de financement de la prévention des risques biotechnologiques. La Conférence des parties a adressé des recommandations au FEM par les paragraphes 9 à 13 de sa décision VIII/18 sur les orientations relatives au mécanisme financier. Par cette décision, elle appelle le FEM à financer des bilans nationaux, régionaux et sous-régionaux afin de mieux planifier l'aide future ; elle invite le FEM à prêter son concours pour l'organisation de formations de longue durée sur l'évaluation et la gestion des risques, et les techniques de détection des organismes vivants modifiés ; d'actions de sensibilisation, et d'activités favorisant la participation du public et le partage de l'information ; la coordination et l'harmonisation des cadres nationaux de promotion de la biodiversité (CNB) à l'échelon régional et sous-régional ; la participation durable au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ; le transfert et la mise au point conjointe de technologies d'évaluation et de gestion des risques, de surveillance et de détection des organismes vivants modifiés ; la préparation et l'application des CNB ; le développement des capacités techniques, financières et humaines ; la mise en œuvre du Plan d'action révisé pour le renforcement de capacités propres à assurer la bonne mise en œuvre du Protocole de Cartagena ; et, l'aide au processus consultatif de collecte d'informations en vue de la préparation des rapports nationaux exigés aux termes du Protocole.

57. Par la décision BS-III/5, la Conférence des parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Cartagena encourage le FEM et le Secrétariat de la Convention à poursuivre leur coopération dynamique pour promouvoir l'appui à la mise en œuvre du Protocole et encourage le FEM à mieux définir ses modalités de financement pour organiser son appui au Protocole de manière systématique et flexible.

58. Pour donner suite à cette demande, le Secrétariat, en collaboration avec les Entités d'exécution du FEM, a préparé une stratégie sur la prévention des risques biotechnologiques fondée sur les directives reçues de la Conférence. La stratégie tient également compte du mandat du FEM et des enseignements tirés de l'expérience acquise à ce jour dans la mise en œuvre des projets financés au titre de la Stratégie initiale visant à aider les pays à se préparer à l'entrée en vigueur du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, des résultats de l'évaluation indépendante de l'aide fournie par le FEM à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Cartagena, réalisée par le Bureau du suivi et de l'évaluation, des observations formulées par le Conseil du FEM, ainsi que des commentaires reçus des participants aux

consultations organisées parallèlement à la troisième Conférence des parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, qui s'est tenue à Curitiba (Brésil).

59. À sa réunion de décembre 2006, le Conseil du FEM a examiné et approuvé la Stratégie de financement de la prévention des risques biotechnologiques (GEF/C.30/8/Rev.1¹³) qui servira de cadre provisoire à la préparation des projets pour l'application du Protocole de Cartagena, en attendant que le Conseil ait approuvé les stratégies des domaines d'intervention, et invité les Entités d'exécution à collaborer avec le FEM, sous la coordination du Secrétariat et selon leurs avantages respectifs, pour aider les pays à appliquer le Protocole.

60. En mars 2007, la DG a invité le PNUE à diriger, en étroite collaboration avec le Secrétariat du FEM, l'élaboration d'une approche stratégique pour la programmation des fonds affectés aux actions de renforcement des capacités dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques pendant FEM-4. En septembre 2007, le Conseil du FEM a approuvé la Stratégie de financement de la prévention des risques biotechnologiques en tant que partie intégrante de la stratégie pour le domaine d'intervention « diversité biologique » et de la programmation stratégique pour FEM-4.¹⁴

61. Un document de présentation du financement des projets de prévention des risques biotechnologiques par le Fonds au titre de FEM-4 a été préparé et soumis au Conseil pour examen à sa réunion d'avril 2008. La Stratégie du FEM pour la prévention des risques biotechnologiques fournira la trame d'un programme d'opérations, pendant FEM-4 et au-delà, grâce auquel les Entités d'exécution disposant d'un avantage comparatif dans ce domaine pourront apporter leur aide aux pays qui vont ou se sont déjà dotés de priorités en la matière au titre de leur Dispositif d'allocation des ressources. Les projets qui seront financés au titre du programme de prévention des risques biotechnologiques pendant FEM-4 n'entrent pas dans la période considérée.

62. Les projets sur la prévention des risques biotechnologiques approuvés entre janvier 2006 et décembre 2007 ont été préparés en fonction du mode de financement provisoire des activités de renforcement des capacités dans ce domaine, que le Conseil du FEM avait approuvé à sa réunion de juin 2005. Le mode de financement provisoire vise à aider les pays confrontés à des difficultés urgentes à progresser dans l'application de leur cadre national de promotion de la biosécurité et du Protocole de Cartagena en attendant l'achèvement de l'évaluation indépendante de l'aide fournie par le FEM pour la mise en œuvre du Protocole de Cartagena, réalisée par le Bureau du suivi et de l'évaluation, ainsi que la préparation d'une nouvelle stratégie de financement. Il a en outre été convenu qu'une assistance serait apportée sous la forme de deux projets régionaux de grande envergure et de 10 à 15 projets de moyenne envergure, visant l'application des CNB à l'échelon régional et national. Le tableau 6 montre que 13 projets relatifs à la biosécurité ont été approuvés au titre du mode de financement provisoire, soit un financement total du FEM de 16,82 millions de dollars, et de 32,17 millions de dollars de cofinancement.

¹³ http://www.gefweb.org/documents/council_documents/GEF_30/documents/C.30.8.Rev.1StrategyforFinancingBiosafety.pdf

¹⁴ http://www.gefweb.org/uploadedFiles/Focal_Areas/Biodiversity/GEF-4%20strategy%20BD%20Oct%202007.pdf

Tableau 6 : Projets sur la prévention des risques biotechnologiques approuvés durant la période examinée : 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2007

Pays	Agent d'exécution	Intitulé du projet	Catégorie de projet	Financement du FEM (USD M)	Cofinancement (USD M)	Total (USD M)
Cambodge	PNUE	Mise en place du cadre national de promotion de la biosécurité du Cambodge	Moyenne envergure	0,64128	0,459125	1,100405
République tchèque	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,4524	1,4326	1,885
Égypte	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,9081	1,389	2,2971
Estonie	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,669	0,284	0,953
Lituanie	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,6874	0,404	1,0914
Maurice	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,4278	0,2079	0,6357
Moldova	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,54235	0,147	0,68935
Projet régional (Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Togo)	Banque mondiale	Prévention des risques biotechnologiques en Afrique de l'Ouest	Grande envergure	5,4	15,54	20,94
Projet régional (Brésil, Colombie, Costa Rica, Pérou)	Banque mondiale	Amérique latine : Projet multinational de renforcement des capacités pour l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	Grande envergure	4	10	14
République slovaque	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité de la Slovaquie.	Moyenne envergure	0,466	0,139	0,605
Tanzanie	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,7773	0,6143	1,3916
Tunisie	PNUE	Renforcement des capacités pour la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité.	Moyenne envergure	0,8489	0,91926	1,76816

Pays	Agent d'exécution	Intitulé du projet	Catégorie de projet	Financement du FEM (USD M)	Cofinancement (USD M)	Total (USD M)
Viet Nam	PNUE	Aide à la mise en œuvre du cadre national de promotion de la biosécurité	Moyenne envergure	0,9978	0,637	1,6348
		BUDGET TOTAL		16,81833	32,17319	48,99152

Biodiversité et changement climatique

63. D'autres modifications de l'environnement mondial telles que le changement climatique continuent de faire peser une lourde menace sur la diversité biologique mondiale en raison des effets négatifs qu'elles ont sur la biodiversité d'écosystèmes aussi fragiles que les montagnes, les récifs coralliens ou les forêts. Conscient de cette situation, le FEM intervient ici en finançant des projets sur la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique menacée par les changements climatiques, ainsi que sur le partage des avantages qui y sont liés. La stratégie opérationnelle indique que « la stratégie suivie pour les activités financées par le FEM dans le domaine des changements climatiques est axée principalement sur un soutien à des mesures durables, qui limitent le plus possible les dommages causés par les changements climatiques en réduisant le risque de tels changements ou leurs effets néfastes. Le FEM financera des activités convenues et admissibles d'encouragement, d'atténuation et d'adaptation dans les pays bénéficiaires répondant aux critères d'agrément. » Le FEM prête son concours financier aux Phases I et II des activités d'adaptation au changement climatique (telles que définies par la Conférence des parties à la CCNUCC) dans le contexte de la préparation des communications nationales en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Conformément aux directives de la Conférence, le Conseil a décidé en novembre 2004 de faire de l'adaptation au changement climatique une nouvelle priorité stratégique. Celle-ci permettra d'expérimenter les complémentarités et les synergies entre les domaines d'intervention du FEM et les conventions correspondantes, au moyen de projets témoins concrets visant à faire face aux effets du dérèglement climatique.

64. Le paragraphe 6 de la décision VII/20 adoptée par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à sa septième réunion fait expressément référence au lien entre la modification du climat et la préservation de la diversité biologique, et appelle à la recherche de synergies entre les différentes conventions. En élaborant les critères applicables aux activités d'adaptation, le FEM a mis en évidence les effets positifs sur l'environnement mondial que peut avoir la prise en compte des changements climatiques dans chacun de ses domaines d'intervention. Dans le domaine d'intervention « diversité biologique », ces retombées positives seront : une diminution des risques d'appauvrissement de la biodiversité mondiale, une meilleure protection des écosystèmes et des espèces qu'ils abritent, et une utilisation plus durable des éléments constitutifs de ce capital. La gestion de l'adaptation au changement climatique portera en priorité sur les récifs coralliens, les forêts et les dispositifs d'aires protégées, notamment ceux situés dans des écosystèmes et des régions très vulnérables.

65. Un projet approuvé au titre de la priorité stratégique « adaptation » pendant la période considérée est en cours d'exécution en République du Yémen. Intitulé « Adaptation aux changements climatiques par l'utilisation de la biodiversité des cultures pluviales des hauts plateaux » (financement du FEM : 4,62 millions de dollars ; cofinancement : 4,18 millions de dollars), ce projet vise à doter les agriculteurs dépendants des cultures pluviales des hauts plateaux du Yémen de stratégies d'adaptation au changement climatique fondées sur la protection et l'utilisation de la diversité biologique d'importance agricole (notamment les cultivars traditionnels locaux et leurs parents sauvages) ainsi que sur la sauvegarde des savoirs traditionnels connexes. La stratégie globale du projet consiste à intégrer les activités d'adaptation au changement climatique à celles ayant trait à la protection et à l'utilisation de l'agrobiodiversité en : i) associant les savoirs locaux/traditionnels, notamment ceux des agricultrices, aux méthodes et façons culturelles modernes ; ii) dressant, à l'échelon requis, des profils de vulnérabilité (communauté/district/région) d'espèces et de variétés cibles ; et, iii) en appliquant des stratégies d'adaptation appropriées (par exemple le recours à des variétés tolérantes à la sécheresse, à des systèmes d'assoulement, à la gestion des cultures en terrasses, aux systèmes de préalerte, etc.) ainsi que des mesures politiques, institutionnelles et technologiques.

66. La stratégie du FEM pour les zones protégées, qui s'inscrit dans la stratégie en matière de biodiversité suivie pour FEM-4, fait spécifiquement état de l'impact potentiel du changement climatique sur la biodiversité des zones protégées. Elle met en évidence des possibilités de renforcement des capacités pour contribuer à la mise en place de dispositifs d'aires protégées restant à même d'atteindre leurs objectifs de préservation de la biodiversité face au dérèglement climatique attendu. Ceci permettra de conforter les investissements du FEM, et de contribuer à la viabilité des zones protégées. Bien que nombre de gestionnaires de zones protégées soient tout acquis à la nécessité d'incorporer les scénarios du changement climatique à leur structure d'opérations, il reste encore à définir les fondements scientifiques de cette intégration. Chaque fois que nécessaire, le FEM financera les composantes « adaptation » de tous les projets dans le cadre du domaine d'intervention « changements climatiques ».

67. Pendant FEM-4, un nouveau programme stratégique intitulé Gestion de l'utilisation des sols, changement d'affectation des terres et foresterie (LULUCF) en vue de la protection des stocks de carbone et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, a été mis au point dans le cadre du Programme de gestion forestière durable. Ce programme stratégique qui relève des domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « dégradation des sols » permettra au FEM de promouvoir la réduction des émissions dues à l'utilisation des sols, aux changements d'affectation des terres et à la foresterie. Les activités financées à ce titre couvriront notamment l'amélioration des méthodes de mesure du CO₂ stocké/émis du fait des activités dites LULUCF ; le renforcement des capacités nationales ; et les investissements visant à favoriser l'adoption de pratiques et de systèmes qui réduisent les émissions, augmentent le piégeage du carbone, et contribuent au suivi et à la mesure précise des retombées de ces efforts dans le secteur forestier. L'un des premiers projets approuvés au titre de ce programme stratégique, Accroissement des stocks de carbone : Modélisation, mesure et suivi (financement du FEM : 5,5 millions de dollars ; cofinancement : 10,5 millions de dollars) fournira aux utilisateurs une méthode économique et efficace leur permettant d'estimer et de modéliser les

stocks et les flux de carbone, puis de mesurer, de surveiller et de gérer le carbone dans les projets financés par le FEM sur une vaste gamme de systèmes d'utilisation des sols. Il permettra d'estimer et de modéliser l'impact des projets du FEM sur les stocks aériens, terrestres et souterrains de carbone dans des zones, des climats et des types de sols différents. Durant la première phase, le potentiel initial de fixation du carbone (ex ante) sera évalué, ce qui permettra aux responsables du projet de déterminer dans quelle mesure différents régimes de gestion des sols pourraient contribuer à la constitution des stocks de carbone pendant l'exécution du projet et au-delà. La deuxième phase (basée sur l'étude approfondie d'un bassin hydrographique à l'ouest du Kenya, puis élargie à d'autres projets du FEM) donnera lieu à l'élaboration d'un protocole de mesure et de suivi des stocks de carbone dans cinq réservoirs (biomasse terrestre, biomasse souterraine, matières organiques du sol, litière végétale et bois mort) pendant toute la durée d'exécution du projet. Une méthode convenue et fiable de mesure du carbone fixé dans les forêts sur pied permettra également aux promoteurs de futurs projets du FEM de quantifier le CO₂ de manière fiable et normalisée, une retombée utile des projets forestiers sur l'environnement mondial.

68. Par ailleurs, un autre programme stratégique a été annoncé pour FEM-4 au titre du Programme de gestion forestière durable ; intitulé Promotion de la production énergétique durable à partir de la biomasse, il tire lui aussi profit des liens entre changement climatique, biodiversité et dégradation des sols. Le FEM financera à ce titre un projet de recherche ciblé qui contribuera à garantir la viabilité environnementale du portefeuille de projets ayant trait à la production durable d'énergie à partir de la biomasse. Des critères de viabilité adaptés seront définis pour s'assurer que ces projets n'aient pas d'impact négatif sur les objectifs des autres domaines d'intervention du FEM, et que la production de biomasse en elle-même est écologiquement durable.

69. En bref, les stratégies en matière de biodiversité, de changement climatique et de dégradation des sols pendant FEM-4 fournissent aux pays des possibilités concrètes de s'atteler aux problèmes transsectoriels d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de gestion durable des sols et de protection et d'utilisation durable de la diversité biologique.

Biodiversité marine/côtière et biodiversité des îles

70. Au cours de la période considérée, le FEM a alloué 9,5 millions de dollars à deux projets nationaux relevant du domaine d'intervention « diversité biologique » et concernant principalement ou partiellement les écosystèmes marins et côtiers, et mobilisé 38,7 millions de dollars supplémentaires de cofinancement. Dans le domaine d'intervention « eaux internationales », il a fourni 61,45 millions de dollars pour 10 projets (deux projets nationaux, sept projets régionaux et un projet mondial) ayant trait directement ou partiellement aux écosystèmes marins et côtiers, et mobilisé 302,93 millions de dollars de cofinancement à ce titre.

71. Pendant FEM-4, le Fonds jouera un rôle de catalyseur pour accroître la représentation des écosystèmes marins dans les dispositifs nationaux d'aires protégées au moyen d'un programme stratégique spécifique : « Accroissement de la représentation des zones marines protégées et

efficacement gérées dans les dispositifs d'aires protégées ». Il pourra ainsi encourager les efforts menés par les pays pour développer la représentation des écosystèmes marins dans les dispositifs nationaux. Il appuiera la création et la gestion de réseaux nationaux de zones côtières et marines protégées (à proximité du littoral), en particulier de réserves de pêche, afin de préserver la biodiversité marine, d'améliorer la gestion halieutique à long terme, de promouvoir des moyens de subsistance locaux, contribuer à la protection contre les catastrophes naturelles, et d'atténuer les effets du changement climatique mondial. Six pays ont décidé de saisir l'occasion offerte par ce programme stratégique, et présenté des projets axés sur les réseaux de zones marines protégées qui ont déjà été approuvés, ou sont inscrits au programme de travail du FEM pour avril 2008.

72. Deux des projets inscrits au programme de travail d'avril 2008 pour examen par le Conseil du FEM présentent un intérêt particulier, car ils s'inscrivent dans le programme de travail de la CDB sur la biodiversité des îles et des zones marines et côtières.

73. Le projet d'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Timor Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) dirigée par la Banque mondiale avec la participation de la BAD, du PNUE et du PNUD, se compose de 25 projets relevant de divers domaines d'intervention (biodiversité, changements climatiques, eaux internationales et polluants organiques persistants (POP). Cette alliance a pour objet de contribuer au développement durable de la région des îles du Pacifique par une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Ce projet régional qui fait intervenir plusieurs organisations repose sur l'exécution nationale de projets financés par le FEM à hauteur de 98,6 millions de dollars (biodiversité : 38,2 millions de dollars ; adaptation au changement climatique : 30,4 millions de dollars ; atténuation des effets des changements climatiques : 14,7 millions de dollars ; eaux internationales : 10 millions de dollars ; POP : 5,3 millions de dollars), et a d'ores et déjà mobilisé environ 108 millions de cofinancement. Il a été conçu pour favoriser à la fois la protection de l'environnement mondial et les objectifs nationaux de développement durable en aidant les petits États insulaires en développement du Pacifique à tirer plus facilement profit des ressources du FEM, et à améliorer l'efficience et l'efficacité de son soutien au Pacifique. Ce projet d'alliance viendra consolider les efforts déjà engagés en mettant l'accent sur des projets nationaux, tout en veillant à atteindre les objectifs régionaux communs. Il offrira par ailleurs un cadre plus solide pour la mobilisation d'investissements supplémentaires en vue du développement durable de la région.

74. Le Secrétariat du FEM examine la possibilité de mettre en place une approche-programme semblable à celle adoptée dans ses opérations auprès des pays des Caraïbes.

75. L'initiative du Triangle de corail (États fédérés de Micronésie, Îles Fidji, Îles Salomon, Indonésie, Malaisie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Timor Leste et Vanuatu) vise la protection et l'utilisation durable de zones côtières et océaniques de plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Pacifique. Cette zone s'étend au cœur de la plus grande diversité biologique mondiale associée aux récifs coralliens, où vivent quelque 75 % des espèces coraliennes

connues de la planète et plus de 3 000 espèces de poissons récifaux. Les écosystèmes marins du Triangle de corail présentent un fort intérêt économique pour les petits États insulaires en développement du Pacifique, car ils servent de zone de reproduction aux précieuses espèces thonières qui y séjournent au stade juvénile avant de migrer en direction des pays insulaires océaniens. Le changement climatique et la surpêche seraient une menace pour leurs migrations transfrontières et, partant, pour l'économie de ces pays.

76. La préparation de cette initiative qui intéresse 10 pays a été coordonnée par la BAD, avec la participation du PNUD, de la FAO et de la Banque mondiale. Elle se rapporte à trois des domaines d'intervention du FEM (diversité biologique, eaux internationales, et changements climatiques — volet adaptation. (financement du FEM : 72,545 millions de dollars – diversité biologique : 26,5 525 millions de dollars ; eaux internationales : 24,0 2 millions de dollars ; adaptation : 22 millions de dollars – et cofinancement : 398,86 millions de dollars). Outre les gouvernements bénéficiaires et les Entités d'exécution du FEM, l'exécution du projet repose également sur les ONG (Conservation international, TNC, et le WWF), le secteur privé, d'autres gouvernements et bailleurs de fonds. Le programme permettra de financer les travaux de définition de la stratégie, les essais sur le terrain, les activités pilotes et la constitution des partenariats nécessaires pour asseoir cette initiative qui aura de solides liens avec les administrations des pays participants et les ONG. Les 11 projets relevant de ce programme ouvrent sur de multiples opérations connexes concernant notamment les zones marines protégées, l'amélioration de la gouvernance transnationale en vue de la gestion des grands écosystèmes marins, les réformes nationales dans divers secteurs, les actions de proximité, les méthodes pratiques de gestion intégrée des zones côtières, la maîtrise des polluants d'origine terrestre qui endommagent les coraux, et l'adhésion à des cadres juridiques multinationaux de gestion durable des pêcheries partagées par les pays insulaires océaniens.

77. Le FEM fait également partie du Partenariat insulaire mondial (GLISPA) qui regroupe des États insulaires et des nations grandes et petites, développées ou non, mais comptant des îles dans leur territoire, afin de mobiliser leurs dirigeants, d'accroître les ressources et de mettre en commun les compétences, les connaissances, les technologies et les innovations de manière rentable et durable, et servir ainsi de catalyseur aux actions visant à préserver durablement les moyens de subsistance dans les îles. Le FEM appuie les efforts engagés par le Partenariat pour favoriser la réalisation de l'objectif de 2010 sur la diversité biologique, et faire progresser les travaux concernant la biodiversité des îles.

Espèces invasives

78. Selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, la propagation des espèces exotiques envahissantes est l'un des cinq principaux facteurs de modification de la diversité biologique et des écosystèmes, tout particulièrement ceux des îles. Par ailleurs, ces espèces peuvent réduire considérablement le rendement des systèmes productifs (par exemple, dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche) dès lors qu'elles deviennent des adventices, des

ravageurs et des maladies¹⁵. Conscient de l'importance du travail à mener pour contrer cette menace, le FEM a appuyé depuis sa création 52 projets de lutte contre les espèces invasives, qu'il finance à hauteur de 313 millions de dollars. Ces projets sont de deux types : ceux qui comportent une composante de cette nature, et ceux qui sont des programmes nationaux expressément conçus pour combattre et éradiquer les espèces invasives.

79. Dans la stratégie pour le domaine d'intervention « diversité biologique » pendant FEM-4, le programme stratégique 7, Prévention et action sur les espèces invasives et mesures de gestion connexes, a été créé pour fournir une structure de financement aux projets visant à a) renforcer les politiques publiques et les institutions qui favorisent la prévention intersectorielle et la gestion de la prolifération des espèces invasives ; b) appliquer des stratégies de communication et de prévention axées sur les modes d'introduction et les écosystèmes pour éviter les invasions biologiques ; c) concevoir et appliquer les procédures voulues d'analyse des risques pour les importations d'espèces exogènes ; d) concevoir et appliquer des procédures de détection précoce et de riposte rapide pour combattre les premiers signes de prolifération ; et e) gérer les invasions des espèces exotiques les plus importantes sur des sites pilotes pour assurer la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

80. Pendant la période considérée, un projet concernant les espèces exotiques envahissantes a été approuvé par le FEM au titre du domaine d'intervention « diversité biologique » à hauteur de 2 millions de dollars qui ont permis de mobiliser 4,9 millions de dollars de cofinancement. Intitulé « Prise en compte systématique dans tous les secteurs d'activité de mesures visant à prévenir et à combattre l'introduction d'espèces exotiques envahissantes par le commerce, le transport et le tourisme », ce projet est exécuté aux Seychelles, et pourrait livrer de multiples enseignements aux autres nations insulaires qui s'attellent à la gestion des espèces invasives. Cette opération novatrice s'appuie sur la démarche systémique intégrée que le Fonds s'attachera à soutenir durant FEM-4.

81. Ce projet, ainsi qu'une autre initiative, a pour objet de favoriser l'application des principaux éléments du Programme de gestion intégrée des écosystèmes des Seychelles ayant trait à la gestion de la biodiversité. Ce programme vise à intégrer la gestion de la biodiversité dans les principaux secteurs de production, et faire obstacle aux menaces auxquelles est confrontée la biodiversité dans tous les secteurs d'activité. L'objectif est d'accroître les capacités de prévention et de contrôle des introductions et de propagation des espèces invasives par le commerce, le transport et le tourisme dans l'ensemble des secteurs productifs. Le projet porte globalement sur les menaces d'introduction et de propagation d'espèces exotiques envahissantes dans l'archipel des Seychelles. Ces risques trouvent leur origine dans les échanges, le commerce, les transports et les mouvements de population, et sont dus aux activités économiques transsectorielles, dont les services, le tourisme, la pêche et l'agriculture. Les activités seront axées sur la consolidation des contrôles à l'importation afin de réduire ces risques, l'instauration

¹⁵ Figure 4.3 Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, 2005 ; Synthèse générale : Les écosystèmes et le bien-être humain. Autres rapports produits dans le cadre de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (EEM), tels que Vivre au-dessus de nos moyens : Déclaration du Conseil d'administration de l'EEM, 2005, Washington.

de mesures de contrôle visant à prévenir la propagation des espèces nuisibles dans le pays, et l'adoption de mesures facultatives allant dans le même sens par les entreprises et les citoyens. Le projet est fondé sur une démarche novatrice de la gestion des espèces exotiques envahissantes dans les secteurs de production et à l'échelle paysagère, tout en mettant l'accent sur les activités de contrôle et de « prévention visées par le concept de prévention des risques biotechnologiques ». Il s'appuie sur les stratégies habituellement mises en œuvre dans l'agriculture (mesures de quarantaine phyto et zoosanitaire). Cette démarche devrait aboutir à de nouvelles connaissances et à des pratiques éprouvées qui pourront être transposées dans d'autres pays, notamment les petits États insulaires en développement qui sont confrontés à des menaces analogues.

82. Par ailleurs, un important projet portant sur les espèces invasives dans le milieu marin a également été approuvé pendant la période considérée au titre du domaine d'intervention « eaux internationales ». Le projet mondial « Création de partenariats pour aider les pays en développement à limiter l'introduction d'organismes aquatiques nuisibles due au déballastage des navires » (financement du FEM : 5,69 millions de dollars ; cofinancement : 17,7 millions de dollars) aidera les pays en développement à limiter les risques de bioproliférations aquatiques par les sédiments et les eaux de ballast des navires ; il s'inspirera d'un projet pilote concluant précédemment financé par le FEM (GloBallast), et en élargira la portée. Il viendra stimuler les efforts engagés dans le monde pour mettre au point et tester des solutions technologiques au problème, et favorisera la gestion des connaissances et les communications électroniques en mer, contribuant ainsi à résoudre le problème. Le partenariat fait intervenir des partenaires à trois niveaux (mondial, régional et national), et regroupe des organismes publics, des entreprises du secteur privé et des organisations non gouvernementales. La participation du secteur privé sera facilitée par la création d'une Alliance industrielle GloBallast avec les grandes compagnies maritimes. Quatorze pays (Argentine, Bahamas, Chili, Colombie, Croatie, Égypte, Ghana, Jamaïque, Jordanie, Soudan, Trinité-et-Tobago, Turquie, Venezuela, Yémen) appartenant à six régions prioritaires (Méditerranée ; Pacifique sud ; Caraïbes ; côtes africaines centrales et occidentales ; courants des Canaries, du Benguela et de Guinée ; mer Rouge et golfe d'Aden) sont prêts à être des partenaires clés, notamment pour les réformes juridiques, politiques et institutionnelles. Au total, plus de 70 pays appartenant à 14 régions du monde participeront à ce projet, dont six pays où seront conduits des projets pilotes (Brésil/port de Sepetiba, Chine/port de Dalian, Inde/port de Mumbai (Bombay), Iran/Île de Kharg, Afrique du Sud/port de Soldanha, et Ukraine/port d'Odessa) et dont l'expertise et les capacités seront mises à contribution pour cette nouvelle initiative d'envergure.

Initiative taxinomique mondiale

83. Donnant suite aux directives de la CDB, le FEM a toujours financé des activités de renforcement des capacités taxinomiques dans les projets où l'information de cette nature contribuerait directement à la protection et/ou l'utilisation durable de la diversité biologique. Au cours de FEM-4, le Fonds continuera de financer les projets présentés à l'initiative des pays faisant clairement le lien entre la taxinomie et la préservation et l'utilisation durable de la

biodiversité, et allant dans le sens du mandat du FEM et de sa stratégie pour la diversité biologique.

84. En application de la décision VIII/18, paragraphe 26, de la Conférence des parties, le Fonds a réalisé une analyse des projets présentant des volets taxinomiques approuvés durant les exercices 91-06. Les grands points de cette analyse sont récapitulés ci-après, et une liste complète des projets figure à l'annexe 6.

Aide taxinomique dans le cadre d'activités habilitantes

85. Le FEM a financé 57 projets comportant un volet « taxinomie » dans le cadre d'activités habilitantes. La majorité d'entre eux portaient sur l'évaluation générale des capacités nationales à renforcer, dont celles en matière de taxinomie. Certains étaient plus particulièrement consacrés à cet aspect et comportaient un volet spécifique relatif à l'évaluation des besoins nationaux en la matière. On trouvera au tableau 1 de l'annexe 6 une liste des projets ainsi qu'un récapitulatif des activités sur la taxinomie menées dans le cadre d'activités habilitantes.

Aide taxinomique dans le cadre de projets de moyenne ou grande envergure

86. Le FEM a financé 33 projets de moyenne ou grande envergure dont certaines composantes étaient explicitement consacrées à la taxinomie. Le financement total alloué à ces projets s'élève à 175 millions qui ont permis de mobiliser 282 millions de cofinancement. Le tableau 2 de l'annexe 6 présente la liste des projets, ainsi que leurs objectifs et activités. Signalons également que le suivi de nombreux projets du FEM dans le domaine de la biodiversité peut comprendre des aspects taxinomiques ; ces projets n'ont toutefois pas été pris en compte dans cette liste s'ils ne reposaient pas explicitement sur l'utilisation des informations et des analyses taxinomiques¹⁶.

Aide taxinomique dans le cadre du Programme de microfinancements

87. Enfin, quelques projets relevant du Programme de microfinancements présentaient des activités ayant trait à la taxinomie ; ils sont répertoriés au Tableau 3 de l'Annexe 6.

Plan stratégique de la Convention

88. À sa septième réunion, la Conférence des parties a élaboré un cadre de travail pour renforcer l'évaluation des progrès et acquis dans la mise en œuvre du Plan stratégique et, en particulier, de son objectif de réduction sensible du rythme actuel de l'appauvrissement de la diversité biologique aux plans mondial, régional et national. Elle a également identifié des indicateurs provisoires pour évaluer les progrès accomplis dans la poursuite de l'objectif 2010

¹⁶ Dans cette liste figurent les projets du FEM présentant des activités spécifiques concernant ; 1) les bases de données taxinomiques, les systèmes d'information, les inventaires, le renforcement des capacités, les recensements et les études taxinomiques; 2) la création et/ou le développement de banques de gènes; 3) la collecte, le stockage et la classification de spécimens ; ainsi que d'autres activités reconnues comme touchant à la taxinomie.

pour la biodiversité. Ce plan contient quatre buts et objectifs stratégiques formulés dans les termes suivants à l'annexe à la décision VI/26 : a) la Convention joue son rôle de chef de file pour les questions touchant à la diversité biologique au niveau international ; b) les Parties ont amélioré leurs capacités financières, humaines, scientifiques, techniques et technologiques pour l'application de la Convention ; c) Les stratégies et les plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique et l'intégration des préoccupations touchant à la diversité biologique dans les secteurs pertinents servent de cadre efficace pour la mise en œuvre des objectifs de la Convention ; et, d) l'importance de la diversité biologique et de la Convention est mieux comprise, ce qui s'est traduit par un engagement plus large dans toute la société en faveur de la mise en œuvre.

89. À sa septième réunion, la Conférence des parties a fourni au FEM des directives sur cette question au paragraphe 11 de sa décision VII/20. En conséquence, le FEM a financé le projet Mise en place d'un partenariat pour le suivi de la réalisation de l'objectif 2010 pour la biodiversité au niveau mondial. Ce projet (financement du FEM : 3,95 millions de dollars ; cofinancement : 1,38 million de dollars) a été approuvé pendant la période couverte par ce rapport. Le projet de partenariat sur les indicateurs de la diversité biologique à l'horizon 2010 contribuera à la production coordonnée de la gamme complète des indicateurs de la biodiversité dans le monde par des organisations très diverses. Des produits et des analyses élaborés à partir de ces indicateurs seront fournis à divers utilisateurs, notamment aux parties aux différentes conventions sur la diversité biologique et à d'autres instruments, afin d'appuyer les interventions touchant aux politiques publiques, et d'évaluer les progrès accomplis dans la poursuite de l'objectif 2010. L'ensemble des indicateurs ayant trait à cet objectif et les analyses connexes mettant en évidence le taux de disparition de la biodiversité et ses conséquences pour la pauvreté et le bien-être des populations seront diffusés à un très large public. Un guide sera préparé pour promouvoir et faciliter l'élaboration des indicateurs 2010 sur la situation de la biodiversité à l'échelon national et régional, et pour renforcer les liens entre les organisations responsables au niveau mondial, national et régional. Des modalités d'application seront également formulées pour encourager l'utilisation des indicateurs mondiaux de la biodiversité dans les politiques nationales et régionales d'intervention.

90. Le Fonds a également rattaché son portefeuille de projets sur la biodiversité et ses indicateurs de résultats pour FEM-3 et FEM-4 aux objectifs 2010 de la CDB.

Transfert de technologies et coopération technique

91. Les transferts de technologies et la coopération technique occupent souvent une place de choix dans les projets du domaine d'intervention « diversité biologique », comme en témoignent les activités conduites pendant la période considérée, notamment : a) l'élaboration de systèmes d'information communautaires participatifs reposant sur les systèmes d'information géographique (SIG), dont les formes de conflit avec la faune et la flore, la cartographie communautaire et sociale des zones humides et des autres ressources naturelles d'importance majeure dans le projet Gestion des conflits avec la faune et la flore sauvages et préservation de la biodiversité pour l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales du Botswana ;

b) la création d'environnements nationaux plus porteurs, notamment au moyen de l'aide fournie pour la préparation des cadres nationaux de promotion de la biosécurité ; c) la transposabilité des modèles de rémunération des services écologiques dans certains bassins hydrographiques de petite taille du páramo équatorien où la biodiversité est menacée, et où la ressource en eau est vitale pour les utilisateurs vivant en aval, dans le cadre du projet Gestion des ressources naturelles du Chimborazo, exécuté en Équateur ; et, d) la promotion des technologies appropriées, y compris les technologies de la communication, pour aider les communautés de pêcheurs à améliorer leurs produits et l'accès aux marchés, dans le projet Relance de la pêche en Indonésie. Au cours de la période considérée, au moins 52 projets — dont ceux présentés ci-dessus à titre d'exemple — comportaient une composante de transfert de technologies et de coopération. Le FEM continuera de satisfaire les besoins prioritaires en matière de transfert de technologies en finançant des projets proposés par les pays, selon les modalités actuellement en vigueur.

92. Conformément à sa stratégie de mobilisation du secteur privé, et conscient que beaucoup plus pourrait être fait dans ce domaine, le Conseil du FEM a approuvé en 2007 l'Initiative de promotion des partenariats public-privé, rebaptisée Fonds pour la terre. Ce fonds a pour objet de mobiliser les financements, la créativité et la dynamique du secteur privé pour avoir des effets positifs sur l'environnement mondial par des activités viables et efficaces par rapport à leurs coûts. Pour le FEM, ce pourrait être un premier pas qui l'amènerait à faire systématiquement appel au secteur privé, dépassant ainsi ses propres limites, et favorisant l'innovation et l'ouverture de nouveaux marchés à l'origine de retombées positives sur l'environnement, notamment dans le domaine d'intervention « diversité biologique ». La proposition relative au Fonds pour la terre a été soumise à la DG pour agrément ; à compter du 7 avril 2008, elle sera placée pendant quatre semaines sur le site web du FEM pour permettre aux membres du Conseil de donner leur avis.

93. Au cours de la période considérée, le FEM a financé un projet novateur qui fait largement appel au secteur privé, et partage certains des objectifs énoncés pour le Fonds pour la terre. L'expansion de l'agriculture et l'utilisation accrue des sols, des ressources en eau et des intrants agricoles que cela implique constituent l'une des principales causes de destruction des habitats et d'appauvrissement de la biodiversité. La production mondiale de quatre produits tropicaux d'exportation, à savoir l'huile de palme, le cacao, le soja et la canne à sucre, s'est considérablement développée au cours de la dernière décennie, les superficies plantées représentant aujourd'hui quelque 125 millions d'hectares. Le projet mondial intitulé Programme sur la biodiversité et les produits agricoles (financement du FEM. 7 millions de dollars ; cofinancement : 11,7 millions de dollars) emploiera des méthodes novatrices pour atténuer ces menaces à grande échelle en mobilisant les forces du marché à tous les niveaux de la chaîne des valeurs ajoutées, assurant ainsi la prise en compte systématique de meilleures pratiques de gestion qui réduiront l'impact de ces productions sur la diversité biologique d'importance mondiale. L'objectif premier de ce programme est de préserver la diversité génétique, spécifique et écosystémique au niveau mondial dans les zones de production agricole en transformant les marchés de certains produits agricoles. Il vise spécifiquement à lever les obstacles liés aux marchés qui découragent ou empêchent les producteurs privés d'opter pour des méthodes de

production commercialement viables, mais néanmoins respectueuses de la biodiversité. Les produits ont été sélectionnés en vue de ce programme sur la base des volumes de production, de l'impact de la production sur la biodiversité d'importance mondiale et de la possibilité d'atténuer cet impact.

Rapports nationaux

94. Les rapports présentés en application de l'article 26 de la Convention visent à fournir des informations sur les dispositions adoptées pour mettre en œuvre la Convention et sur les résultats que ces mesures ont permis d'obtenir. Cette procédure est donc essentielle pour permettre à la Conférence des parties d'évaluer l'état d'avancement général de l'application de la Convention¹⁷. La présentation de ces rapports aide également les pays à suivre la manière dont ils s'acquittent de leurs engagements en tant que Parties contractantes.

95. Comme il est dit à la section sur les activités habilitantes, le FEM a approuvé pendant la période considérée un projet mondial intitulé Évaluation nationale de la réalisation de l'objectif 2010 pour la biodiversité – Phase I : Aide aux Parties à la CDB pouvant prétendre à un financement du FEM. Ce projet couvre la première des deux phases d'un projet mondial d'envergure moyenne relevant de la catégorie des activités habilitantes qui a pour objet d'apporter un soutien financier et technique aux pays pouvant prétendre au soutien du FEM pour les aider à atteindre l'objectif 2010 par un processus d'évaluation nationale en participation, fondé sur le cadre provisoire des cibles et objectifs énoncés dans la décision VIII/15 de la Conférence des parties à la CDB. Les directives pour la préparation du quatrième rapport national à la CDB serviront de référence pour la réalisation de ces évaluations nationales.

96. Le projet fournit un mécanisme accéléré de financement pour la préparation, la présentation et l'approbation des propositions soumises par les pays (demandes individuelles de financement à hauteur de 20 000 dollars) en vue de la réalisation des évaluations nationales sur l'objectif 2010. Le partenariat et l'approche générique retenue dans le cadre de ce projet visent à réduire les coûts de transaction liés aux demandes des pays, permettant ainsi au FEM, au PNUD et au PNUE de gérer stratégiquement les activités habilitantes concernant la biodiversité et en partenariat étroit avec la CDB et les autres grands acteurs mondiaux. Au 31 mars 2008, des financements avaient été accordés aux pays suivants : Afghanistan, Arménie, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Liberia, Mauritanie, République démocratique du Congo, République de Moldova, Maroc, Niger, Philippines, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan et Viet Nam. Les demandes des pays suivants sont en cours d'instruction :

Bénin, Bosnie-Herzégovine, Chili, Guatemala, Guinée, Inde et Népal.

Communication, éducation et sensibilisation du public

¹⁷ Voir le site web de la CDB : <http://www.biodiv.org/world/intro.asp>.

97. Les plans de mise en œuvre des projets financés par le FEM ont souvent une composante ou des activités en rapport avec l'éducation, la sensibilisation du public et les stratégies de communication. Plus de 50 % des projets approuvés pendant la période examinée comprennent une composante ou des activités axées sur l'éducation et l'information du public visant une meilleure prise de conscience des valeurs à la fois écologiques et économiques associées à la diversité biologique.

98. Pendant la période considérée, les projets portant sur des aspects nouveaux de la protection de la biodiversité ont souvent mis l'accent sur l'éducation et la sensibilisation plus que ne le faisaient les initiatives habituelles, strictement axées sur les activités de protection.

99. Par exemple, dans le cadre du projet mondial Approche écosystémique appliquée à la protection et à la gestion des pollinisateurs pour une agriculture écologiquement viable (financement du FEM : 7,8 millions de dollars ; cofinancement : 18,66 millions de dollars), sept pays (Afrique du Sud, Brésil, Ghana, Inde, Kenya, Népal et Pakistan) ont conjointement identifié les activités qui pourraient contribuer à contrer les menaces pesant sur les pollinisateurs, et à développer dans le monde une meilleure compréhension des enjeux de leur protection et de leur utilisation durable pour l'agriculture, ainsi que des capacités nécessaires à cet effet. Un volet entier du projet est consacré à la diffusion d'enseignements tirés du monde entier sur le rôle et l'importance de la pollinisation, et à la sensibilisation des populations à ces services écologiques ; ce volet représente 15 % de l'action menée auprès de groupes cibles au voisinage des sites d'exécution, et des campagnes de sensibilisation sont prévues d'ici la fin du projet.

100. Le FEM a également appuyé des activités concernant un autre aspect méconnu de la protection de l'agrobiodiversité, à savoir la préservation et l'utilisation durable des parents sauvages d'espèces cultivées. Le projet Conservation et exploitation durable de parents sauvages d'espèces cultivées (financement du FEM. 7,85 millions de dollars ; cofinancement : 12,84 millions de dollars) exécuté en Chine favorisera la prise en compte systématique de la protection des parents sauvages des espèces cultivées de riz, de soja et de blé. L'un des aspects majeurs de la composante de renforcement des capacités des parties concernées prend la forme d'une campagne d'information et de sensibilisation destinée aux services de vulgarisation agricole, aux agriculteurs et aux agents administratifs à l'échelon local et national ; elle portera sur l'importance des parents sauvages de ces espèces, sur les menaces auxquelles ils sont confrontés, et sur la nécessité d'intégrer leur protection dans les interventions ordinaires de vulgarisation et d'assistance technique.

Transfert de technologies et coopération technique

101. Les transferts de technologies et la coopération technique occupent souvent une place de choix dans les projets du domaine d'intervention « diversité biologique », comme en témoignent les activités conduites pendant la période considérée, notamment : a) l'élaboration de systèmes d'information communautaires participatifs reposant sur les systèmes d'information géographique (SIG), dont les formes de conflit avec la faune et la flore, la cartographie communautaire et sociale des zones humides et des autres ressources naturelles d'importance

majeure dans le projet Gestion des conflits avec la faune et la flore sauvages et préservation de la biodiversité pour l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales du Botswana ; b) la création d'environnements nationaux plus porteurs, notamment au moyen de l'aide fournie pour la préparation des cadres nationaux de promotion de la biosécurité ; c) la transposabilité des modèles de rémunération des services écologiques dans certains bassins hydrographiques de petite taille du páramo équatorien où la biodiversité est menacée, et où la ressource en eau est vitale pour les utilisateurs vivant en aval, dans le cadre du projet Gestion des ressources naturelles du Chimborazo, exécuté en Équateur ; et, d) la promotion des technologies appropriées, y compris les technologies de la communication, pour aider les communautés de pêcheurs à améliorer leurs produits et l'accès aux marchés, dans le projet Relance de la pêche en Indonésie. Au cours de la période considérée, au moins 52 projets — dont ceux présentés ci-dessus à titre d'exemple — comportaient une composante de transfert de technologies et de coopération. Le FEM continuera de satisfaire les besoins prioritaires en matière de transfert de technologies en finançant des projets proposés par les pays, selon les modalités actuellement en vigueur.

102. Conformément à sa stratégie de mobilisation du secteur privé, et conscient que beaucoup plus pourrait être fait dans ce domaine, le Conseil du FEM a approuvé en 2007 l'Initiative de promotion des partenariats public-privé, rebaptisée Fonds pour la terre. Ce fonds a pour objet de mobiliser les financements, la créativité et la dynamique du secteur privé pour avoir des effets positifs sur l'environnement mondial par des activités viables et efficaces par rapport à leurs coûts. Pour le FEM, ce pourrait être un premier pas qui l'amènerait à faire systématiquement appel au secteur privé, dépassant ainsi ses propres limites, et favorisant l'innovation et l'ouverture de nouveaux marchés à l'origine de retombées positives sur l'environnement, notamment dans le domaine d'intervention « diversité biologique ». La proposition relative au Fonds pour la terre a été soumise à la DG pour agrément ; à compter du 7 avril 2008, elle sera placée pendant quatre semaines sur le site web du FEM pour permettre aux membres du Conseil de donner leur avis.

103. Au cours de la période considérée, le FEM a financé un projet novateur qui fait largement appel au secteur privé, et partage certains des objectifs énoncés pour le Fonds pour la terre. L'expansion de l'agriculture et l'utilisation accrue des sols, des ressources en eau et des intrants agricoles que cela implique constituent l'une des principales causes de destruction des habitats et d'appauvrissement de la biodiversité. La production mondiale de quatre produits tropicaux d'exportation, à savoir l'huile de palme, le cacao, le soja et la canne à sucre, s'est considérablement développée au cours de la dernière décennie, les superficies plantées représentant aujourd'hui quelque 125 millions d'hectares. Le projet mondial intitulé Programme sur la biodiversité et les produits agricoles (financement du FEM. 7 millions de dollars ; cofinancement : 11,7 millions de dollars) emploiera des méthodes novatrices pour atténuer ces menaces à grande échelle en mobilisant les forces du marché à tous les niveaux de la chaîne des valeurs ajoutées, assurant ainsi la prise en compte systématique de meilleures pratiques de gestion qui réduiront l'impact de ces productions sur la diversité biologique d'importance mondiale. L'objectif premier de ce programme est de préserver la diversité génétique, spécifique et écosystémique au niveau mondial dans les zones de production agricole en transformant les

marchés de certains produits agricoles. Il vise spécifiquement à lever les obstacles liés aux marchés qui découragent ou empêchent les producteurs privés d'opter pour des méthodes de production commercialement viables, mais néanmoins respectueuses de la biodiversité. Les produits ont été sélectionnés en vue de ce programme sur la base des volumes de production, de l'impact de la production sur la biodiversité d'importance mondiale et de la possibilité d'atténuer cet impact.

Rapports nationaux

104. Les rapports présentés en application de l'article 26 de la Convention visent à fournir des informations sur les dispositions adoptées pour mettre en œuvre la Convention et sur les résultats que ces mesures ont permis d'obtenir. Cette procédure est donc essentielle pour permettre à la Conférence des parties d'évaluer l'état d'avancement général de l'application de la Convention¹⁸. La présentation de ces rapports aide également les pays à suivre la manière dont ils s'acquittent de leurs engagements en tant que Parties contractantes.

105. Comme il est dit à la section sur les activités habilitantes, le FEM a approuvé pendant la période considérée un projet mondial intitulé Évaluation nationale de la réalisation de l'objectif 2010 pour la biodiversité – Phase I : Aide aux Parties à la CDB pouvant prétendre à un financement du FEM. Ce projet couvre la première des deux phases d'un projet mondial d'envergure moyenne relevant de la catégorie des activités habilitantes qui a pour objet d'apporter un soutien financier et technique aux pays pouvant prétendre au soutien du FEM pour les aider à atteindre l'objectif 2010 par un processus d'évaluation nationale en participation, fondé sur le cadre provisoire des cibles et objectifs énoncés dans la décision VIII/15 de la Conférence des parties à la CDB. Les directives pour la préparation du quatrième rapport national à la CDB serviront de référence pour la réalisation de ces évaluations nationales.

106. Le projet fournit un mécanisme accéléré de financement pour la préparation, la présentation et l'approbation des propositions soumises par les pays (demandes individuelles de financement à hauteur de 20 000 dollars) en vue de la réalisation des évaluations nationales sur l'objectif 2010. Le partenariat et l'approche générique retenue dans le cadre de ce projet visent à réduire les coûts de transaction liés aux demandes des pays, permettant ainsi au FEM, au PNUD et au PNUE de gérer stratégiquement les activités habilitantes concernant la biodiversité et en partenariat étroit avec la CDB et les autres grands acteurs mondiaux. Au 31 mars 2008, des financements avaient été accordés aux pays suivants : Afghanistan, Arménie, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Liberia, Mauritanie, République démocratique du Congo, République de Moldova, Maroc, Niger, Philippines, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan et Viet Nam. Les demandes des pays suivants sont en cours d'instruction :

Bénin, Bosnie-Herzégovine, Chili, Guatemala, Guinée, Inde et Népal.

¹⁸ Voir le site web de la CDB : <http://www.biodiv.org/world/intro.asp>.

Communication, éducation et sensibilisation du public

107. Les plans de mise en œuvre des projets financés par le FEM ont souvent une composante ou des activités en rapport avec l'éducation, la sensibilisation du public et les stratégies de communication. Plus de 50 % des projets approuvés pendant la période examinée comprennent une composante ou des activités axées sur l'éducation et l'information du public visant une meilleure prise de conscience des valeurs à la fois écologiques et économiques associées à la diversité biologique.

108. Pendant la période considérée, les projets portant sur des aspects nouveaux de la protection de la biodiversité ont souvent mis l'accent sur l'éducation et la sensibilisation plus que ne le faisaient les initiatives habituelles, strictement axées sur les activités de protection.

109. Par exemple, dans le cadre du projet mondial Approche écosystémique appliquée à la protection et à la gestion des pollinisateurs pour une agriculture écologiquement viable (financement du FEM : 7,8 millions de dollars ; cofinancement : 18,66 millions de dollars), sept pays (Afrique du Sud, Brésil, Ghana, Inde, Kenya, Népal et Pakistan) ont conjointement identifié les activités qui pourraient contribuer à contrer les menaces pesant sur les pollinisateurs, et à développer dans le monde une meilleure compréhension des enjeux de leur protection et de leur utilisation durable pour l'agriculture, ainsi que des capacités nécessaires à cet effet. Un volet entier du projet est consacré à la diffusion d'enseignements tirés du monde entier sur le rôle et l'importance de la pollinisation, et à la sensibilisation des populations à ces services écologiques ; ce volet représente 15 % de l'action menée auprès de groupes cibles au voisinage des sites d'exécution, et des campagnes de sensibilisation sont prévues d'ici la fin du projet.

110. Le FEM a également appuyé des activités concernant un autre aspect méconnu de la protection de l'agrobiodiversité, à savoir la préservation et l'utilisation durable des parents sauvages d'espèces cultivées. Le projet Conservation et exploitation durable de parents sauvages d'espèces cultivées (financement du FEM. 7,85 millions de dollars ; cofinancement : 12,84 millions de dollars) exécuté en Chine favorisera la prise en compte systématique de la protection des parents sauvages des espèces cultivées de riz, de soja et de blé. L'un des aspects majeurs de la composante de renforcement des capacités des parties concernées prend la forme d'une campagne d'information et de sensibilisation destinée aux services de vulgarisation agricole, aux agriculteurs et aux agents administratifs à l'échelon local et national ; elle portera sur l'importance des parents sauvages de ces espèces, sur les menaces auxquelles ils sont confrontés, et sur la nécessité d'intégrer leur protection dans les interventions ordinaires de vulgarisation et d'assistance technique.

IV. ACTIVITE MENEES DANS LES AUTRES DOMAINES D'INTERVENTION DU FEM ET INTERESSANT LE PRESENT RAPPORT¹⁹

¹⁹Il s'agit ici de projets dont les activités principales s'inscrivent dans un programme d'opérations relevant d'un autre domaine d'intervention du FEM.

111. Les activités menées dans d’autres domaines d’intervention du FEM contribuent également à la mise en œuvre de la stratégie et à la réalisation des objectifs énoncés dans la Convention sur la diversité biologique, en particulier celles engagées dans les cadres d’intervention « eaux internationales » et « dégradation des sols ».

Eaux internationales

112. Pendant la période examinée, le FEM a engagé, au titre du domaine d’intervention « eaux internationales », un montant de 61,82 millions de dollars pour 11 projets (3 nationaux, 7 régionaux et 1 mondial) qui a financé directement ou indirectement la conservation et l’utilisation viable de la biodiversité. Un montant supplémentaire de 315,36 millions de dollars a été mobilisé pour cofinancer ces projets portant sur les eaux internationales. Un projet du FEM de moyenne envergure, exécuté en Asie, illustre les types de contributions que le portefeuille de projets pour les eaux internationales du FEM apporte à la conservation de la biodiversité marine et côtière.

113. En Indonésie, le FEM finance le projet « Demonstration of Community-based Management of Seagrass Habitats in Trikora Beach East Bintan, Riau Archipelago Province » (FEM : 0,40 million de dollars, Cofinancement : 0,39 million de dollars). L’île de Bintan est située dans la Province de Kepulauan Riau en Indonésie. L’Est de Bintan jouit encore d’une riche diversité écologique, mais est également soumis à la pression du développement. Dans la région on trouve 10 espèces d’herbes marines, contre 12 en Indonésie et 18 dans la région de la Mer de Chine méridionale. Les lits d’herbes marines du site témoin proposé revêtent une grande importance, car ils servent pour l’alimentation et la reproduction des poissons d’importance économique et des espèces menacées, notamment le dugon et la tortue marine. Le casio à ventre rouge et à queue jaune (*Caesio cuning*), la saumonée léopard (*Plectropomus leopardus*) et la saumonée mouchetée (*Plectropomus maculates*) revêtent une importance spéciale, sont associés à ce site et ont été identifiés comme poissons d’importance transnationale et régionale. En raison de la situation géographique, à proximité de Djakarta, Tanjung Pinang, ville de Batam et même plus proche de Singapour, l’Est de Bintan et d’autres régions de l’île sont soumises à des pressions considérables exercées par le développement et l’exploitation des ressources. Le projet mettra en place un système de gestion intégrée sur une superficie totale de 1 500 ha d’herbes marines servant d’habitat d’importance régionale, notamment en adoptant et en mettant en œuvre un plan de gestion.

114. En Afrique, l’aide du FEM permet de faire face aux menaces qui pèsent sur la biodiversité marine, dans le cadre d’un projet régional en Afrique de l’Ouest (Cap-Vert, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Maroc, Sénégal et Gambie), intitulé « Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries » (FEM : 8,97 millions de dollars, Cofinancement : 22,42 millions de dollars). Le grand écosystème marin du courant des Canaries (CCLME) est l’espace océanique (y compris les estuaires se jetant dans le grand écosystème marin) qui s’étend vers le Sud de la côte atlantique du Maroc à l’archipel de Bijagos de la Guinée-Bissau et vers l’Ouest aux îles Canaries (Espagne) et le prolongement occidental du plateau continental du

Nord-ouest de l’Afrique (correspondant approximativement aux zones économiques exclusives des États côtiers).

115. Le CCLME est l’un des principaux courants ascendants froids de bord est du monde : il occupe le troisième rang mondial pour la productivité primaire, après les courants de Humboldt et de Benguela et vient au premier rang parmi les grands écosystèmes marins africains pour la pêche. La zone côtière du CCLME fournit également d’importants biens et services aux États côtiers, notamment l’habitat des poissons, l’eau douce des estuaires côtiers, le bois des mangroves et l’espace côtier et marin pour l’agriculture, l’aquaculture, de développement urbain, le tourisme et le transport. Le CCLME fournit une alimentation et des ressources économiques vitales non seulement aux populations vivant aux alentours du GEM, mais aussi à la majeure partie de l’Afrique de l’Ouest. Le projet du FEM permettra d’élaborer des accords multinationaux sur les questions prioritaires de gestion transfrontalière et un mécanisme juridique multipays pour le CCLME, financera des investissements pour faire face aux menaces sur l’habitat, l’eau et les ressources marines vivantes et renforcera les institutions consacrées aux eaux internationales ainsi que tout un ensemble d’outils d’orientation et de gestion.

Dégradation des sols

116. Le domaine d’intervention « dégradation des sols » englobe des projets visant à lutter contre la dégradation des sols, dans le cadre d’une démarche intégrée qui contribue au développement durable²⁰. Au cours de la période considérée, on a recensé dans le domaine d’intervention « dégradation des sols » six projets représentant un engagement total du FEM de l’ordre de 30,14 millions de dollars avec des composantes consacrées à la préservation et/ou à l’utilisation durable de la biodiversité. Un montant supplémentaire de 194 millions de dollars a été mobilisé à titre de cofinancement pour ces projets de lutte contre la dégradation des sols.

117. Un projet digne d’être mentionné, qui a été approuvé pendant la période examinée, est en cours d’exécution dans le cadre du Programme de gestion durable des sols et des écosystèmes (SLEM) en Inde. Le projet offre l’exemple de méthodes intégrées de gestion de ressources naturelles qui appuient les objectifs tant de la CBD que de la CNULD et contribuent à la réalisation des ODM. Le projet « Sustainable Land Management in Shifting Cultivation Areas of Nagaland for ecological and livelihood security » (FEM : 3,96 millions de dollars, Cofinancement : 20 millions de dollars) propose d’élaborer, de faire la démonstration et de transposer à l’échelle supérieure des pratiques de gestion durable des sols pour la préservation des terrains de culture itinérante ou *jhum* dans l’État du Nord-Est de Nagaland par le biais d’une approche écosystémique. L’aide du FEM viendra compléter les efforts déployés par le Gouvernement de Nagaland en vue de limiter les effets environnementaux néfastes de l’agriculture itinérante sur la fertilité et la productivité du sol et sur la biodiversité, aussi l’augmentation du nombre d’espèces sur l’exploitation et le renforcement de l’hétérogénéité écosystémique que par la réduction de la coupe rase de la forêt naturelle pour obtenir de nouvelles parcelles consacrées à l’agriculture itinérante. Afin de faire face aux problèmes

²⁰ Voir CNULD, article 2, paragraphe 1.

apparentés posés par la dégradation des sols, la perte de la biodiversité et des moyens d'existence en milieu rural, le projet fera la démonstration et transposera à plus grande échelle les modèles agro-silvo-pastoraux qui associent les cultures vivrières, les pâturages pour le bétail et les arbres et la participation active du conseil villageois et du comité de développement villageois. Le projet permettra d'élaborer un cadre approprié de lois et de mesures pour la gestion durable des écosystèmes et des sols.

V. RESULTATS DE SUIVI ET D'EVALUATION

A. Résultats de suivi du portefeuille du FEM-3

Résultats de suivi au niveau du portefeuille

118. Le Bureau de l'évaluation du FEM élabore les politiques, les directives connexes et les procédures administratives pour le suivi et l'évaluation au sein du FEM. Les politiques et les directives permettent aux directeurs de projets et au personnel des Agents et Organismes d'exécution et du Secrétariat du FEM de prévoir et d'effectuer le suivi et l'évaluation. La politique de suivi et d'évaluation du FEM définit les normes et les critères pour le Secrétariat du FEM et le Bureau de l'évaluation du FEM²¹. La politique explique la notion, le rôle et l'utilisation du suivi et de l'évaluation au sein du FEM ; établit les normes minimales pour le suivi et l'évaluation des projets conformément aux normes internationales ; et assigne les rôles et les responsabilités pour ces tâches. Les Agents et Organismes d'exécution du FEM préparent et mettent en œuvre le suivi et l'évaluation de leurs projets, conformément à leurs propres systèmes et procédures et sur la base de ces normes minimales.

119. Les outils de suivi de la biodiversité ont été adoptés dans le cadre de FEM-3 pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des produits et des résultats établis au niveau du portefeuille pour FEM-3, dans le domaine d'intervention « diversité biologique »²². Suite à de légères modifications intervenues dans la stratégie de la biodiversité du FEM dans le cadre de FEM-4, des outils de suivi modifiés sont appliqués aux projets de FEM-4.

120. Les outils de suivi s'appliquent à trois stades : lors de l'approbation par le directeur général, à mi-parcours et en fin d'exécution. Les résultats des projets de FEM-3 et FEM-4 sont regroupés aux fins d'analyse des tendances et schémas d'évolution au niveau de l'ensemble du portefeuille en vue d'enrichir l'élaboration des futures stratégies du FEM et de rendre compte au Conseil du FEM des résultats du portefeuille dans le domaine de la diversité biologique, à mesure que se terminent les projets et que s'effectuent les évaluations.

Résultats de couverture de FEM-3

121. Pendant FEM-3, un montant de 974 millions de dollars a été alloué au domaine d'intervention « diversité biologique ». Environ 50 % de ces fonds ont été consacrés aux zones protégées (Première priorité stratégique), environ 40 % à l'utilisation durable de la biodiversité par la prise en compte systématique (Deuxième priorité stratégique) et les 10 % restants au renforcement des capacités pour le Protocole de Cartagena sur la biosécurité (Troisième priorité stratégique) et l'élaboration et la diffusion des pratiques optimales pour régler les problèmes actuels et émergents liés à la biodiversité (Quatrième priorité stratégique).

²¹ http://gefweb.org/uploadedFiles/Policies_and_Guidelines-me_policy-english.pdf

²² Les outils de suivi de la biodiversité pour les projets de FEM-3 et FEM-4, respectivement, figurent sur le site web du FEM à la section intitulée Biodiversity-Tracking Tools.

122. À la fin du cycle de reconstitution de FEM-3, les résultats des projets approuvés au titre de FEM-3 concernant la réalisation des objectifs prioritaires de la stratégie de FEM-3 ont été établis (voir Tableau 7). À mesure que seront exécutés les projets de FEM-3, les résultats du portefeuille de ces investissements seront regroupés et feront l'objet d'un rapport périodique.

Tableau 7: Contributions des projets aux objectifs du plan d'activité de FEM-3, ex. 03-06

Première priorité stratégique de FEM-3	Objectifs pour l'ensemble de FEM-3 (couverture)	Objectifs de couverture de FEM-3 réalisés
Servir de catalyseur à la pérennisation des réseaux de zones protégées	<p>Au moins 15 pays reçoivent une aide pour renforcer les réseaux de zones protégées afin d'assurer leur pérennité à long terme.</p> <p>Au moins 400 zones protégées reçoivent une aide, dont au moins 20 % devraient être de nouvelles zones.</p> <p>Au moins 70 millions d'hectares de zones protégées sont bénéficiaires d'une aide.</p> <p>Nombre de zones protégées et nombre total d'hectares figurant sur toute liste de sites prioritaires d'importance mondiale.</p>	<p>Quarante-et-un (41) pays ont bénéficié d'une aide pour renforcer les réseaux de zones protégées.</p> <p>566 zones protégées.</p> <p>137 234 149 hectares reçoivent une aide. Aide à l'appui de 63 nouvelles zones protégées, représentant au total 20 004 213 hectares, ou 11 % du total des zones protégées ayant bénéficié d'une aide.</p> <p>10 sites du patrimoine mondial (5 868 817 hectares) 47 écosystèmes hautement prioritaires pour la biodiversité de la planète (41 314 416 hectares) 32 réserves de biosphère (26 389 842 hectares) 40 sites Ramsar (3 060 447 hectares)</p> <p>Nombre total d'hectares figurant sur les listes des sites d'importance mondiale : 76 633 522 hectares, ou environ 56 % de la couverture totale.</p>
Deuxième priorité stratégique de FEM-3	Objectifs pour l'ensemble de FEM-3 (couverture)	Objectifs de couverture de FEM-3 réalisés
Prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans les secteurs et zones terrestres/marines d'activité productive	<p>Au moins cinq projets dans chacun des secteurs ciblés visaient la prise en compte systématique de la biodiversité dans le secteur.</p> <p>Au moins 20 millions d'hectares dans les zones terrestres et marines contribuent à la préservation ou l'utilisation viable de la biodiversité.</p> <p>Au moins cinq pays favorisent la préservation et l'utilisation viable d'espèces sauvages et de variétés naturelles.</p>	<p>Agriculture : 43 projets Pêche : 21 projets Foresterie : 26 projets Tourisme : 23 projets Mines : 3 projets</p> <p>98 596 081 hectares dans les zones terrestres et marines contribuent à la préservation ou l'utilisation viable de la biodiversité</p> <p>33 pays ayant des projets sur la préservation et l'utilisation durable d'espèces sauvages et de variétés naturelles.</p>
Troisième priorité stratégique de FEM-3	Objectifs pour l'ensemble de FEM-3 (couverture)	Objectifs de couverture de FEM-3 réalisés
Renforcement de la capacité à appliquer le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechniques	Toutes les parties (remplissant les critères du FEM) à la CDB qui sont signataires du Protocole ou ont exprimé l'intention d'en devenir parties, pour un niveau de base de renforcement de la capacité à se préparer pour l'entrée en vigueur du Protocole.	<p>Le projet mondial « Préparation de cadres nationaux de promotion de la biosécurité » a aidé 122 pays à élaborer leurs CNB et à réaliser des activités régionales de promotion de la collaboration et des échanges régionaux.</p> <p>À ce jour, 98 pays ont terminé les CNB.</p>

	<p>Toutes les parties (remplissant les critères du FEM) au Protocole pour un renforcement plus poussé des capacités pour la mise en œuvre du Protocole.</p>	<p>12 pays participant à l'exécution du projet de CNB (11 Parties). 11 nouveaux projets de mise en œuvre ont été approuvés avec le PNUE jusqu'en octobre 2006 pour les parties au Protocole de Cartagena qui ont des projets de CNB terminés. Le projet mondial « Renforcement des capacités pour une participation efficace des Parties au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques » (BCH) a aidé 119 pays à participer au mécanisme du BCH.</p>
--	---	---

B. Résultats des études menées par le Bureau de l'évaluation

123. Pendant la période considérée, le Bureau de l'évaluation du FEM a participé aux quatre études suivantes intéressant le domaine de la diversité biologique : Évaluation conjointe du Programme de microfinancements du FEM, Rapport annuel du FEM sur l'impact des projets, Examens de portefeuilles-pays, et Évaluation à mi-parcours du Dispositif d'allocation de ressources.

124. Le Bureau de l'évaluation du FEM a résumé ci-dessous les aspects les plus pertinents de chaque rapport. Les copies de ces documents sont actuellement disponibles sur le site web du FEM (<http://gefweb.org/gefevaluation.aspx>). La réponse de la direction du FEM à chacune des évaluations figure dans les documents du Conseil pour chaque réunion du Conseil ; les résultats de l'évaluation ont été officiellement présentés au Conseil du FEM en novembre 2007 et avril 2008. Les documents du Conseil figurent sur le site web du FEM, <http://gefweb.org/interior.aspx?id=17146>.

Évaluation conjointe du Programme de microfinancements du FEM

125. Cette évaluation porte essentiellement sur la pertinence, l'efficience (résultats) et l'efficacité des objectifs du Programme de microfinancements du FEM ainsi que sur les méthodes utilisées par le Programme pour réaliser ses objectifs. L'évaluation consistait en un examen du portefeuille pour présenter les grandes lignes des activités et des résultats du Programme et en études-pays comprenant des examens sur dossiers, des visites sur le terrain ou des téléconférences pour réaliser un examen approfondi des résultats et des méthodes. L'évaluation comprenait également des études thématiques mettant en évidence des questions précises tels que les expériences, le suivi et l'évaluation comparables autres que ceux du FEM. Le Programme a été conjointement évalué par le Bureau de l'évaluation du FEM et le Bureau de l'évaluation du PNUD.

126. Les conclusions et les recommandations de l'évaluation ont été présentées à la réunion du Conseil du FEM de novembre 2007. Le Conseil a demandé au comité directeur du Programme de microfinancements de déterminer un niveau de frais de gestion sur la base des services rendus et du coût-efficacité plutôt que sur la base d'un pourcentage déclaré ; d'engager un processus visant à modifier le système central de gestion du Programme de microfinancements pour tenir compte de la nouvelle phase de croissance et faire face aux risques de complexité croissante ; de renforcer la supervision des programmes nationaux ; de consolider davantage le suivi et l'évaluation ; de proposer une révision des critères actuels d'accès aux ressources du Programme de microfinancements afin de maintenir le coût-efficacité ; et d'élaborer plus avant une politique de reclassement des programmes nationaux relevant du Programme de microfinancements qui tienne compte des risques identifiés pesant sur les réalisations du FEM et leur efficience économique, en particulier dans les PEID et les PMA. Le Comité directeur du Programme présentera un rapport sur cette décision à la réunion du Conseil d'avril 2008.

127. Concernant la diversité biologique, l'évaluation a constaté que 54 % environ des projets du Programme ont été approuvés avec des objectifs de diversité biologique à travers le monde et depuis le début du Programme. En outre, l'évaluation a conclu que le Programme de microfinancements a eu des effets bénéfiques directs pour l'environnement de la planète tout en favorisant les moyens de subsistance des populations locales. Tous les 22 programmes nationaux examinés ont des activités dans le secteur de la biodiversité. Dans ce domaine d'intervention, les programmes nationaux contribuent à la préservation des espèces menacées d'extinction, à la réduction des risques pesant sur les écosystèmes menacés et à la préservation des zones protégées. En Turquie, un don du Programme de microfinancements a permis de réduire sensiblement la pêche illégale du mullet perlé. Ce poisson figure sur la Liste rouge de l'IUCN et est endémique au lac Van. Le rapport entre la pêche à la saison du frai et les prises à la saison d'hiver, hors période de reproduction, s'est inversé. Au Ghana, le Programme a placé sous la gestion communautaire effective 250 000 ha de terre en dehors des forêts classées protégées. Ces zones comprennent des aires de biodiversité d'intérêt mondial, des aires de peuplement avien importantes, des couloirs biologiques et des aires protégées traditionnelles. En Roumanie, plusieurs projets améliorent la protection d'espèces clés (par exemple, le dauphin de la Mer Noire, la cigogne blanche et l'aigle royal) et les réserves locales/zones protégées. Les activités de préservation du Programme de microfinancements font normalement intervenir des groupes locaux et se traduisent par des avantages directs pour les populations locales. Par exemple, les programmes nationaux ont financé la gestion des zones tampons forestières des aires protégées et favorisé la préservation de la biodiversité agricole, entraînant des avantages économiques pour les populations locales. Les programmes nationaux relevant du Programme de microfinancements ont également financé des mesures visant à ajouter la valeur économique à la préservation de la biodiversité par le biais de l'écotourisme ou le développement de marchés de spécialités. D'autres projets à Cuba, en Équateur, en Malaisie, au Mexique, au Niger, en Roumanie et au Vietnam contribuent à la lutte contre les espèces envahissantes qui compromettent la production locale ou appuient la préservation de la biodiversité agricole ou des plantes médicinales.

Rapport annuel du FEM sur l'impact des projets

128. Le Bureau de l'évaluation a inclus un nouveau rapport annuel à son programme de travail, le Rapport annuel sur l'impact des projets du FEM. Dans le premier de la série, présenté au Conseil du FEM à sa réunion de novembre 2007, figuraient deux évaluations différentes. La première évaluation portait sur l'impact à long terme de trois projets de zones protégées en Afrique de l'Est (Conservation du parc national de la forêt dense de Bwindi et du parc national de gorilles de Mgahinga, en Ouganda ; Lewa Wildlife Conservancy, au Kenya ; et Lutte contre l'appauvrissement de la biodiversité sur des sites transnationaux, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda). La deuxième évaluation de l'impact consistait en une analyse statistique de données chronologiques sur le déboisement et les zones protégées au Costa Rica. Des comparaisons ont été effectuées entre les zones protégées et non protégées sur plusieurs années, afin de déterminer les différences dans l'étendue du déboisement. Dans les zones protégées, d'autres comparaisons

ont été effectuées entre les projets appuyés par le FEM et ceux bénéficiant d'une aide d'autres sources.

129. Les principales conclusions des évaluations de l'impact sont les suivantes :

- (a) Il y a une amélioration mesurable et constatée de la situation des deux principales espèces menacées de Bwindi (le gorille de montagne) et de Lewa (le rhinocéros blanc) ;
- (b) Les projets de Bwindi et de Lewa ont contribué à une réduction durable des menaces pesant sur la réalisation de deux grands objectifs de préservation de la biodiversité, représentés respectivement par le gorille et le rhinocéros ;
- (c) Le projet transnational n'a pas été en mesure de continuer à appliquer efficacement ses dispositifs de réduction des menaces après la fin de l'aide du FEM. Certes le projet a obtenu les résultats visés, mais aucun dispositif efficace n'a été mis en place pour contribuer à pérenniser les acquis du projet ;
- (d) L'existence, dès le départ, dans les projets de Bwindi et de Lewa d'un plan visant expressément à garantir la continuité institutionnelle des mécanismes mis en place a permis d'obtenir les résultats escomptés ;
- (e) Grâce à leur effet catalyseur, les projets de Bwindi et de Lewa ont également eu d'autres retombées positives importantes ;
- (f) Le projet de Bwindi n'a pas encore trouvé une solution satisfaisante au problème posé par certaines répercussions négatives des zones protégées sur le peuple autochtone Batwa ;
- (g) Certes la politique des zones protégées du Costa Rica ne visait par avant tout à éviter le déboisement dans un délai déterminé, mais il a eu un impact mesurable, évitant le déboisement de quelque 110 000 hectares entre 1960 et 1997. La prévention du déboisement résultant de projets financés par le FEM dans les zones protégées du Costa Rica a été de 2 % à 7 % plus efficace que celle attribuable à d'autres projets similaires financés par d'autres sources ; et
- (h) Le mode d'évaluation de l'impact le plus économique et le plus réaliste à utiliser par le Bureau de l'évaluation du FEM consiste à combiner une analyse opportuniste quasi-expérimentale, utilisant les données disponibles et des études de cas ciblées, faisant appel à une approche fondée sur la théorie.

130. L'unique recommandation par le Bureau de l'évaluation du FEM découlant de ce rapport est que les projets sur les zones protégées s'accompagnent d'un plan visant expressément à garantir la continuité institutionnelle des mécanismes mis en place, qui doit être intégré aux outils de suivi des résultats dans le domaine de la diversité biologique, ou qu'il faut mettre au point un autre mécanisme, sous la direction du Secrétariat du FEM.

Examens de portefeuilles-pays

131. Pendant la période considérée, le Bureau de l'évaluation a effectué six évaluations des activités financées par le FEM en utilisant un pays comme unité d'analyse : Afrique du Sud, Bénin, Madagascar, Philippines et Samoa. Ces évaluations tentent de répondre à trois questions essentielles : i) quelle est la pertinence de la contribution du FEM aux programmes de développement durable et aux priorités environnementales d'un pays ainsi que la pertinence pour la mission du FEM à l'échelle mondiale ? ii) quelle est l'efficacité de l'exécution des activités financées par le FEM dans le pays ? et iii) quels sont les résultats de l'aide du FEM ? Ces évaluations couvrent tous les projets financés par le FEM dans tous les domaines d'intervention et tous les Agents et Organismes d'exécution.

132. Concernant le domaine d'intervention « diversité biologique », ces évaluations ont formulé des conclusions précises :

- a) dans cinq pays, les activités financées par le FEM dans le domaine de la diversité biologique ont été pertinentes pour l'élaboration par le pays des politiques et des stratégies en matière de diversité biologique ;
- b) les activités financées par le FEM ont eu des répercussions importantes au plan mondial, particulièrement concernant la préservation de la diversité biologique (par le financement à grande échelle des programmes de gestion des zones protégées) et son utilisation durable (par exemple, en menant des activités en dehors des zones protégées et en aidant les pays à prendre systématiquement en compte les questions de diversité biologique dans d'autres secteurs de production, telles que l'agriculture et la foresterie) ;
- c) le FEM s'intéresse à des écosystèmes d'importance mondiale tels que la région Floristique du Cap et la région de Succulent Karoo en Afrique du Sud, les environnements uniques de Madagascar et les parcs nationaux de Pendjari et de W au Bénin ; et
- d) l'action du FEM a également permis de développer des institutions de réputation internationale tels que l'Instituto Nacional de Biodiversidad (INBIO) du Costa Rica, le National Biodiversity Institute (SANBI) de l'Afrique du Sud et le Centre national de gestion des réserves de faune (CENAGREF) au Bénin.

Examen à mi-parcours du Dispositif d'allocation des ressources

133. En septembre 2005, le Conseil a adopté le Dispositif d'allocation des ressources (DAR) en tant que nouveau système d'allocation des ressources du FEM aux pays bénéficiaires dans les domaines de la diversité biologique et du changement climatique, pendant la période de FEM-4. Le Conseil a également demandé au Bureau de l'évaluation de procéder à un examen à mi-parcours du DAR après deux années de mise en œuvre. En novembre 2007, le Conseil a

approuvé les termes de référence et le budget de l'examen à mi-parcours du DAR. Le rapport devrait être présenté au Conseil lors de sa réunion de novembre 2008. Des mises à jour sur les résultats de l'examen sont disponibles sur le site web du Bureau de l'évaluation à la section « RAF mid-term review », y compris la Matrice d'évaluation en cours d'élaboration, la composition de l'équipe et la foire aux questions sur l'examen à mi-parcours.

134. L'examen consistera à i) évaluer la mesure dans laquelle la conception du DAR peut permettre de maximiser l'impact des ressources limitées du FEM pour améliorer l'état environnemental de la planète ; ii) évaluer la mesure dans laquelle l'application du DAR à un stade embryonnaire est source de prévisibilité et de transparence pour les pays, mais permet aussi de renforcer les approches impulsées par les pays pour consolider leur capacité à contribuer à l'amélioration de l'environnement mondial ; et iii) comparer la conception et l'application du DAR à celles des systèmes d'allocation de ressources d'autres organismes multilatéraux.

135. Les travaux ont commencé et se poursuivent de manière satisfaisante. Une équipe de consultants indépendants a été recrutée et s'est mise au travail avec le personnel du Bureau de l'évaluation. Des consultations à grande échelle et des interviews semi-structurées ont été lancées en avril 2008, avec les organisations fournissant les données pour les indices ; les Agents d'exécution et les coordinateurs régionaux, le Secrétariat du FEM ; le STAP et les membres des anciens groupes spéciaux et groupes de travail du DAR. Au cours des prochains mois s'achèveront l'examen de la documentation, l'analyse statistique des données des indices initiaux obtenus du Secrétariat du FEM et l'examen du portefeuille. L'équipe a fait une proposition de coopération au réseau des ONG du FEM et a établi un calendrier de consultations et d'activités de sensibilisation de la communauté des ONG. Une enquête électronique entre tout un ensemble d'acteurs sera effectuée au cours du mois de mai 2008. Des consultations à grande échelle sont prévues sur le projet de rapport en septembre 2008.

VI. AUTRES ACTIVITES INTERESSANT LA CONFERENCE DES PARTIES

136. Au cours de la période considérée, le FEM a exécuté d'autres activités concernant les projets en instance dans le domaine de la diversité biologique et intéressant la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Quatrième reconstitution de la Caisse du FEM

137. À l'issue de la négociation de la quatrième reconstitution de la Caisse du FEM, en juin 2006, 31 pays donateurs ont décidé de reconstituer les ressources à hauteur de 3,13 milliards de dollars pour les quatre années de la période comprise entre les exercices 07 et 10. Les Recommandations pratiques à appliquer pendant FEM-4 ont également été approuvées. Ayant examiné le document GEF/C.29/3, intitulé Quatrième reconstitution de la Caisse du FEM — Résumé des négociations, à sa réunion du 28 août 2006 au Cap, le Conseil a approuvé la résolution relative à FEM-4, les Recommandations pratiques et la répartition des ressources entre les domaines d'intervention, qui est présentée dans le document de programmation. Ainsi qu'elle

en a été chargée par le Conseil, la directrice et présidente du FEM a fait parvenir le résumé des négociations à la Banque mondiale en invitant les Administrateurs de cette institution à approuver la résolution adoptée à l'issue des réunions de négociation. Administrateur de la Caisse, la Banque mondiale serait ainsi autorisée à gérer les ressources affectées à FEM-4. Les Administrateurs de la Banque mondiale ont approuvé, le 19 octobre 2006, la résolution autorisant la reconstitution des ressources de la Caisse du FEM.

Ressources financières

138. Le Secrétariat du FEM a accordé de l'assistance technique au Secrétariat de la CDB et contribué à son projet de « Stratégie de mobilisation des ressources à l'appui de la réalisation des objectifs de la Convention ». Cette stratégie sera examinée à la neuvième Conférence des Parties (COP 9), qui se tiendra du 19 au 30 mai 2008 à Bonn en Allemagne. Le Secrétariat du FEM a participé à trois consultations informelles avec les Parties à la CDB, le 13 octobre 2007 au siège du Secrétariat à Montréal au Canada, le 20 janvier 2008 à Genève en Suisse et le 16 février 2008 à Rome en Italie. À la troisième consultation, le FEM a présenté un document de stratégie sur la mobilisation des ressources pour la préservation de la biodiversité à titre de document d'information et le FEM a contribué au document sur la neuvième réunion de la Conférence des Parties, publié sous la cote UNEP/CBD/COP/9/INF/14.

Pacte de viabilité du FEM

139. Le FEM se trouve pratiquement à mi-chemin de la fin de la période de sa quatrième reconstitution (FEM-4). Les recommandations pratiques de la reconstitution donnent des directives concernant les priorités et les activités pour la période de 4 ans de FEM-4 (exercices 07-10). Pour mieux recentrer et intégrer la réponse du FEM aux recommandations pratiques, la directrice générale a présenté au Conseil, à la réunion de décembre 2006, un pacte de viabilité en cinq points clés (stratégie, innovation, équité, accessibilité, et recadrage) qui permettra de renforcer les résultats des investissements du FEM en les portant à un autre niveau, de faire de l'institution une force motrice du développement durable et de faire face aux problèmes de l'environnement mondial.

140. Les résultats obtenus jusqu'en avril 2008 par le FEM dans le domaine de la réalisation des objectifs du Pacte de viabilité sont présentés au tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8. Résultats de la mise en œuvre du Pacte de viabilité du FEM

Composante	Plan d'action initial	Résultats obtenus jusqu'à la fin de l'exercice 08
Stratégie	<ul style="list-style-type: none"> Axer les stratégies pour les domaines d'intervention sur un ensemble précis de questions prioritaires pour l'environnement mondial, en créant des synergies pour les problèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Les stratégies pour les domaines d'intervention approuvées par le Conseil en juin 2007 comprennent un ensemble précis d'objectifs par domaine d'intervention et problème transsectoriel.

Composante	Plan d'action initial	Résultats obtenus jusqu'à la fin de l'exercice 08
	<p>transsectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> Évoluer vers une approche axé sur les programmes en s'écartant de l'approche axée sur les projets. Appliquer à tous les projets du FEM les mécanismes de suivi et les indicateurs quantifiables des résultats et de l'impact des interventions à l'échelle mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Conseil a approuvé un certain nombre d'approches par programme au cours de l'exercice 08 et des programmes plus stratégiques seront approuvés au cours des exercices 09-10. Un ensemble d'indicateurs qui sont intégrés aux stratégies pour les domaines d'intervention seront utilisés pour l'élaboration des projets et feront l'objet de suivi dans le cadre du Mécanisme intégré de gestion à objectifs de résultat.
Innovation	<ul style="list-style-type: none"> Financer les entreprises et les technologies pour lesquelles il n'existe pas encore de marché. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Conseil a approuvé, dans le programme de travail de juin 2007, la proposition de projet pour la création d'un fonds de partenariat public-privé.
Équité	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays les plus vulnérables en assurant des résultats concrets pour l'environnement mondial et le développement durable. S'assurer que les bénéficiaires actuels aient la possibilité d'apporter une contribution financière. 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures nécessaires prises pour que les pays les plus vulnérables, notamment les PMA/PEID et les pays africains, ne soient pas désavantagés dans la composition des programmes de travail.
Accessibilité	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue direct avec les pays. Création d'un poste de médiateur. Accroître l'efficacité des programmes institutionnels (Programmes de microfinancements, Initiative pour l'organisation d'ateliers de dialogue national, Programme d'aide aux points focaux nationaux) Renforcer l'image de marque de l'institution et les communications publiques. Renforcer la capacité du FEM à tirer parti de sa base de connaissances et à la partager. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Secrétariat a engagé le dialogue direct avec les pays dans le cadre de la programmation des ressources au titre du Dispositif d'allocation de ressources. Le Commissaire au règlement des conflits en poste au Secrétariat du FEM. Des directives ont été élaborées sur la programmation des ressources dans le cadre du Programme de microfinancements. Le Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de renforcement des capacités a été présenté au Conseil aux fins d'examen à sa réunion du 28 avril. Le Conseil a approuvé une stratégie en matière de communication en novembre 2007.
Recadrage	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à profit l'avantage comparatif de chaque partenaire du FEM Supprimer le budget de fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> Le Conseil a approuvé en juin 2007 les directives sur les avantages comparés des Agents et Organismes d'exécution, qui servent à orienter la programmation des ressources à travers ces Agents et Organismes.

Composante	Plan d'action initial	Résultats obtenus jusqu'à la fin de l'exercice 08
	<p>des Agents d'exécution à compter de l'exercice 08 et porter à 10 % leurs allocations pour frais de gestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Simplifier le processus d'approbation 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil a approuvé ces réformes recommandées par la directrice générale à la réunion de décembre 2006. • Le Conseil a adopté en décembre 2006 un ensemble de règles et procédures pour la sélection de projets, la gestion des projets en instance et l'annulation de projets. • Réduction des projets en instance à 700 millions de dollars • Qualité initiale assurée par un examen rigoureux de la FIP • Modèles adaptés d'examen des projets pour accorder une plus grande attention aux frais administratifs et aux rapports coût-efficacité • Le PDF remplacé par le PPG, fondé sur le don effectif pour la préparation du projet. • Proposition de nouveau cycle de projet au Conseil pour examen en juin 2007, qui réduira le délai entre l'identification et le début de l'exécution du projet à une moyenne de 22 mois. • Mise au point d'un système d'alerte interne pour veiller au respect des normes de travail dans le cycle du projet au sein du Secrétariat.

**ANNEX 1: FULL-SIZE PROJECTS IN THE BIODIVERSITY FOCAL AREA
APPROVED DURING THE REPORTING PERIOD**

Country	GEF Agency	Project Title	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
Argentina	World Bank	Biodiversity Conservation in Productive Forestry Landscapes	7	7.22275	14.22275
Bosnia-Herzegovina	World Bank	Forest and Mountain Protected Areas Project	3.4	3.5	6.9
Botswana	World Bank	Wildlife Conflict Management and Biodiversity Conservation for Improved Rural Livelihoods	5.5	25	30.5
Brazil	UNDP	Effective Conservation and Sustainable Use of Mangrove Ecosystems in Brazil	5	15.34569	20.34569
Brazil	World Bank	Rio Grande Do Sul Biodiversity Conservation	5	6.1	11.1
Brazil	World Bank	Espirito Santo Biodiversity and Watershed Conservation and Restoration Project	4	8	12
Brazil	UNDP	SFM Catalyzing the Contribution of Indigenous Lands to the Conservation of Brazil's Forest Ecosystems	6	31.7	37.7
Chile	UNDP	Regional System of Protected Areas for Sustainable Conservation and Use of Valdivian Temperate Rainforest	4.707	15.61177	20.31877
Chile	UNDP	Building a Comprehensive National Protected Areas System: A Financial and Operational Framework	5	21.95	26.95
China	UNDP	Conservation and Sustainable Utilization of Wild Relatives of Crops (resubmission from Feb 2006 IWP)	7.85	12.842	20.692
China	World Bank	Guangxi Integrated Forestry Development and Biodiversity Conservation	5.25	199.33	204.58
China	ADB	Ningxia Integrated Ecosystem and Agricultural Development Project	5	210.73	215.73
China	UNDP	CBPF Priority Institutional Strengthening and Capacity Development to Implement the China Biodiversity Partnership and Framework for Action	4.54	15.1	19.64
China	ADB	CBPF Shaanxi Qinling Mountains Integrated Ecosystem Development	4.27	126.2	130.47
China	UNDP	CBPF Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in the Headwaters of the Huaihe River Basin	2.7272	10.355	13.0822

Country	GEF Agency	Project Title	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
Congo DR	World Bank	Support to ICCN's Program for the Rehabilitation of the National Parks Network	7	48.6	55.6
Costa Rica	World Bank	Mainstreaming Market-based Instruments for Environmental Management Project	10	80.3035	90.3035
Costa Rica	UNDP	Overcoming Barriers to Sustainability of Costa Rica's Protected Areas System	4.8	20.30978	25.10978
Cuba	UNDP	Mainstreaming and Sustaining Biodiversity Conservation in Three Productive Sectors of the Sabana Camaguey Ecosystem	4.119498	23.35318	27.47268
Ecuador	World Bank	Management of Chimborazo's Natural Resources	3.9	7.5	11.4
Ethiopia	UNDP	Sustainable Development of the Protected Area System	9	22.4295	31.4295
Global	UNDP	Supporting Country Early Action on Protected Areas	9.4	4.036	13.436
Global	UNEP	Building the Partnership to Track Progress at the Global Level in Achieving the 2010 Biodiversity Target (Phase I)	3.639	10.3808	14.0198
Global	UNDP	Institutionalizing Payments for Ecosystem Services	5.690939	12.027	17.71794
Global	World Bank	Critical Ecosystems Partnership Fund (CEPF), Phase 2	20	80	100
Global (China, Ecuador, Morocco, Uganda)	UNEP	Conservation and Use of Crop Genetic Diversity to Control Pests and Diseases in Support of Sustainable Agriculture (Phase 1)	3.411148	4.274344	7.685492
Global (Ghana, Kenya, South Africa, India, Nepal, Pakistan, Brazil)	UNEP	Conservation & Management of Pollinators for Sustainable Agriculture through an Ecosystem Approach	7.810682	18.64732	26.458
Global (Indonesia, Malaysia, Cote d'Ivoire, Ghana, Brazil)	World Bank/IFC	Biodiversity and Agricultural Commodities Program (BACP), Phase 1	7	11.674	18.674
Global (Peru, Chile, China, Tunisia, Philippines, Algeria)	FAO	Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS)	3.5	14.5	18
Guatemala	IADB	Improvement of Management Effectiveness in the Maya Biosphere Reserve (MBR)	4.06	10.94	15

Country	GEF Agency	Project Title	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
India	World Bank	Biodiversity Conservation and Rural Livelihoods Improvement	11.5	35.6	47.1
Indonesia	World Bank	Fisheries Revitalization Project (FRP)	8	87	95
Indonesia	ADB	Citarum Watershed Management and Biodiversity Conservation Project	3.75	69.98	73.73
Jordan	World Bank	Integrated Ecosystem and Natural Resource Management in the Jordan Rift Valley	6.15	6.1	12.25
Kazakhstan	UNDP	Conservation and Sustainable use of Biodiversity in the Kazakhstani Sector of the Altai-Sayan Mountain Ecoregion	2.3957	16.3387	18.7344
Mexico	World Bank	Consolidation of the Protected Area System (SINAP II) - Third Tranche	7.35	7.35	14.7
Mongolia	World Bank	SFM Forest Landscapes Development and Conservation	1.73	3.2	4.93
Nicaragua	UNDP	Strengthening and Catalyzing the Sustainability of Nicaragua's Protected Areas System	1.8	3.82	5.62
Peru	World Bank	Strengthening Biodiversity Conservation through the National Protected Areas Program	8.891	22.9	31.791
Regional (Brazil, Colombia, Costa Rica, Peru)	World Bank	Latin America: Multi-country Capacity-building for Compliance with the Cartagena Protocol on Biosafety	4	10	14
Regional (Benin, Burkina Faso, Mali, Senegal, Togo)	World Bank	West African Regional Biosafety Program	5.4	15.54	20.94
Regional (El Salvador, Guatemala, Honduras)	IADB	Integrated Management of the Montecristo Trinational Protected Area	3.5	5.6	9.1
Regional (India, Indonesia, Malaysia, Thailand)	UNEP	Conservation and Sustainable Use of Cultivated and Wild Tropical Fruit Diversity: Promoting Sustainable Livelihoods, Food Security and Ecosystem Services	3.649994	6.714074	10.36407
Regional (Pakistan, Sri Lanka, Vietnam, Bangladesh)	UNEP	Development and Application of Decision-support Tools to Conserve and Sustainably use Genetic Diversity in Indigenous Livestock and Wild Relatives	1.98277	3.781	5.76377

Country	GEF Agency	Project Title	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
Russian Federation	UNDP	SFM Strengthening Protected Area System of the Komi Republic to Conserve Virgin Forest Biodiversity in the Pechora River Headwaters Region	4.5	15.90345	20.40345
Serbia	World Bank	Transitional Agriculture Reform	4.5	32.31	36.81
Seychelles	UNDP	Mainstreaming Biodiversity Management into Production Sector Activities	3.7	7.59336	11.29336
Seychelles	UNDP	Mainstreaming Prevention and Control Measures for Invasive Alien Species into Trade, Transport and Travel Across the Production Landscape	2	4.605	6.605
Sierra Leone	World Bank	Wildlife Protection and Biodiversity Conservation Project	5	11.6	16.6
South Africa	UNDP	National Grasslands Biodiversity Program	8.3	37.26176	45.56176
Tanzania	UNDP	SFM Extending the Coastal Forest Protected Area Subsystem	3.55	6.2	9.75
Ukraine	UNDP	Strengthening Governance and Financial Sustainability of the National Protected Area System	1.8	4.506	6.306
Uruguay	UNDP	Catalyzing the Implementation of Uruguay's National Protected Area System	2.5	4.903	7.403
Venezuela	World Bank	Expanding Partnerships for the National Parks System	6	18.52	24.52
Budget Totals			290.5249	1515.2888	1805.8137

**ANNEX 2: MEDIUM-SIZE PROJECTS IN THE BIODIVERSITY FOCAL AREA
APPROVED DURING THE REPORTING PERIOD**

Country	GEF Agency	Project Title	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
Albania	World Bank	Butrint National Park: Biodiversity and Global Heritage Conservation	0.95	1.20816	2.15816
Bhutan	UNDP	Integrated Livestock and Crop Conservation Program	0.897485	2	2.897485
Bulgaria	UNDP	Conservation of Globally Important Biodiversity in High Nature Value Semi-natural Grasslands through Support for the Traditional Local Economy	0.95	1.203	2.153
Cambodia	UNEP	Implementation of the National Biosafety Framework of Cambodia	0.64128	0.459125	1.100405
Czech Republic	UNEP	Support for the Implementation of the National Biosafety Framework	0.4524	1.4326	1.885
Egypt	UNEP	Support the Implementation of the National Biosafety Framework	0.9081	1.389	2.2971
Estonia	UNEP	Support the Implementation of the National Biosafety Framework	0.669	0.284	0.953
Global	World Bank	Assessment and Recommendations on Improving Access of Indigenous Peoples to Conservation Funding	0.25	0.36	0.61
Indonesia	World Bank	Partnerships for Conservation Management of the Aketajawe-Lolobata National Park, North Maluku Province	0.999954	1.085596	2.08555
Kenya	UNDP	Improved Conservation and Governance for Kenya Coastal Forest Protected Area System	0.8	2.29	3.09
Lithuania	UNEP	Support for the Implementation of the National Biosafety Framework	0.6874	0.404	1.0914
Macedonia	UNDP	Strengthening the Ecological, Institutional & Financial Sustainability of Macedonia's National Protected Areas System	1	4.1614	5.1614
Mauritius	UNEP	Support the Implementation of the National Biosafety Framework	0.4278	0.2079	0.6357
Mexico	World Bank	Sacred Orchids of Chiapas: Cultural and Religious Values in Conservation	0.837392	1.173746	2.011138
Moldova	UNEP	Support to the Implementation of the National Biosafety Framework	0.54235	0.147	0.68935
Slovak Republic	UNEP	Support to the Implementation of the National Biosafety Framework of Slovakia	0.466	0.139	0.605
Tanzania	UNEP	Support the Implementation of the National Biosafety Framework	0.7773	0.6143	1.3916
Tunisia	UNEP	Capacity Building for the Implementation of the National Biosafety Framework	0.8489	0.91926	1.76816
Vietnam	UNEP	Implementation of the National Biosafety Framework	0.9978	0.637	1.6348
		Budget Totals	14.10076	20.11249	34.21325

**ANNEX 3: ENABLING ACTIVITIES IN THE BIODIVERSITY FOCAL AREA
APPROVED DURING THE REPORTING PERIOD**

Country	GEF Agency	Project Title	Project Type	GEF Amount (\$ million)	Cofinancing Amount (\$ million)	Total Amount (\$ million)
Georgia	UNDP	Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity Conservation and Sustainable Use, Participation in Clearing House Mechanism and Preparation of a Second and Third National Reports to CBD	EA	0.272186	0.01	0.28219
Global	UNDP/UNEP	Support to GEF Eligible CBD Parties for Carrying Out 2010 Biodiversity Targets National Assessments – Phase I.	MSP ²³	1	0.75295	1.75295
		Budget Totals		1.272186	0.76295	2.035136

²³ This project was approved through the MSP modality to expedite enabling activity support to aid in preparation of the fourth national report.

ANNEX 4: PROJECT SUMMARIES

Summary of Full-Size Projects Approved Between January, 2006-December, 2007

Argentina: Biodiversity Conservation in Productive Forest Landscapes. The project is partially-blended with a WB loan for the Sustainable Forestry which seeks to improve plantation productivity and management, foster rural development, and enhance the environmental values of plantation forestry in Argentina by updating the policy framework, strengthening institutional capacity at provincial level, improving public and private information delivery services, improving the efficiency of research, facilitating the involvement of small and medium-scale farmers in plantation forestry and agro forestry, and institutionalizing environmental safeguards and best practice into plantation management. The GEF project will integrate biodiversity-responsible practices and policies into the plantation-forestry sector at the national level and in seven provinces in Northern Patagonia and Mesopotamia region. The GEF project will support advanced education and training programs for government officials who work directly with plantation forests, researchers who generate the knowledge necessary for technological advancement, and extension agents who bring these advances to the producers. The project will also work to improve the legal, policy, and economic frameworks which influence the establishment and management of plantations and support environmental education activities designed to sensitize producers to the need for, and benefits of, conserving biodiversity and ecosystems. The project will also support creation of protected areas and buffer zones to conserve critical areas and species in zones with high pressure for conversion. (WB, GEF: \$ 7 m, Total project: 14.22 m).

Bosnia-Herzegovina: Forest and Mountain Protected Areas Project.

The project will increase the area in forest and mountain ecosystems under formal protection status, and develop mechanisms to conserve these ecosystems while ensuring that these natural assets provide a basis for improved livelihoods in rural areas and for increased tourism revenues. The project will achieve these objectives through: (a) the expansion and strengthening of the protected areas network; (b) the restoration or enhancement of the capacity of national institutions and other actors to manage protected areas and to preserve biodiversity within production landscapes (forest and agricultural land); (c) more sustainable management of resources outside protected areas (integrated land-use of productive landscapes); and (d) the integration of Bosnia-Herzegovina into transnational biodiversity conservation initiatives. This will provide benefits to local communities through improved livelihoods and increased revenues from tourism. (WB, GEF: \$3.4 m, Total project: \$6.9 m).

Botswana: Wildlife Conflict Management and Biodiversity Conservation for Improved Rural Livelihoods in Botswana. This project has been designed to strengthen conservation, sustainable use and mainstreaming of wildlife and biodiversity resources in Botswana's economic development. The project seeks to enhance biodiversity conservation in Botswana's Northern Wetland areas given their exceptional but highly vulnerable biodiversity richness. As a semi arid savannah ecosystem, biodiversity is concentrated in critical wetlands habitat found only in northern part of the country in three primary wetlands: the Okavango Delta, Chobe Linyanti and the Makgadikgadi Wetlands system. These wetlands identify an oasis of biodiversity resources increasingly under threat from over exploitation, wildlife conflict with communities and agricultural transformation. Project sites focus on communities experiencing the highest level of wildlife conflict, engaged at some level in community based natural resource management and

living adjacent to the protected area network in critical wetlands habitat. The proposed project will assist the Botswana Department of Wildlife and National Parks (DWNP), in collaboration with local NGOs, Ngamiland and Chobe District governments, and key agencies, in strengthening conservation, sustainable use and mainstreaming wildlife and biodiversity in Botswana's economic development, through policy and institutional reforms (including development of a National Wildlife Conflict Management Policy and Strategy, and a national community-based Wildlife Conflict Management and Early Warning System Framework), strengthening CBNRM policy and implementation (including development of the capacity of local CBOs and NGOs), and on-the-ground interventions in high biodiversity and conflict areas, focused on livelihood-enhancing community participation in wildlife management, conflict resolution, and monitoring and evaluation. The project's objective is to reduce the incidence of wildlife conflict within the project areas, by assisting communities monitor, co-manage, and directly benefit from the sustainable use of biodiversity resources, as well as strengthen Botswana's overall wildlife policy and institutional framework. (GEF: \$ 5.5 m, Total project: \$30.5 million)

Brazil: Effective Conservation and Sustainable Use of Mangrove Ecosystems in Brazil. Mangrove ecosystems are among the most productive on earth, supporting globally significant biodiversity and providing resources and environmental services that underpin economic activities and ensure the environmental integrity of coastal areas. Moreover, their role in increasing the resilience of coastal ecosystems, communities and economic activities to climate change is increasingly recognized. While Brazil has put in place a comprehensive framework for ensuring that mangrove ecosystems are conserved, there are a number of weaknesses in the systems that undermine the delivery of effective protection. The result is the loss of mangrove habitats and the provision of resources on which many communities and sectors depend. This project will directly address this problem by tailoring existing protected area management tools in the National System of Conservation Units (SNUC) to address the specific characteristics of mangrove ecosystems and increase capacities for their implementation, thus establishing minimum standards and improved approaches to mangrove conservation and sustainable use across the country. In doing so it would provide the operational consolidation of a sub-set of mangroves PA based on field-tested innovative management approaches in both sustainable use and strict conservation categories thus advancing the maturation of the SNUC. The result would be direct conservation benefits to 568,000 ha of globally significant mangroves, positive impacts on the livelihoods of some of the poorest segments of Brazilian society and a framework through which lessons learnt could be replicated to all of Brazil's mangrove ecosystems and others globally. (UNDP, GEF: \$ 5 m, Total project: \$20.35).

Brazil: Rio Grande Do Sul Biodiversity Conservation. Within Brazil, the grassland biome is unique to the state of Rio Grande do Sul and is home to a rich and unique fauna and flora of global significance with high levels of biodiversity, e.g. 3,000 vascular plants (and 400 grasses), more than 60 mammal species, 210 birds, 30 reptiles, 20 amphibians and 40 inland waters fish. This grassland biome is considered one of the world centers for endemic birds and holds 17 species of birds that are globally threatened and another 11 are near threatened. The key threats to the grassland biome are: a) accelerated land conversion due to agriculture, forestry production plantations, and livestock production; b) lack of knowledge and technical capacity for farmers to adopt conservation practices; and, c) deficient regulatory framework to promote sustainable practices integrated with biodiversity conservation. The State of Rio Grande do Sul has developed a series of programs for the economic development of the grasslands; one of these

programs is aimed at promoting biodiversity conservation within policies. The proposed project would promote a biodiversity-friendly conversion process under this program.

The objective of the proposed project is to promote the conservation and restoration of biodiversity in the state's grassland ecosystem through mainstreaming biodiversity conservation within the forestry, agriculture, and livestock productive landscapes. This project would be based on two primary pillars: a) helping private landowners in rural areas to adopt biodiversity-friendly conservation practices, and b) providing the public sector with the tools needed to promote conservation and to create an enabling environment for biodiversity integration. By the end of the project, it is expected that through demonstration, dissemination, and technical assistance, a significant number of landowners in priority areas of the grasslands would have adopted biodiversity conservation practices. It is also expected that government institutions will have developed an improved policy framework conducive to biodiversity conservation co-existing with sound economic development of the grasslands. (WB, GEF: \$5 m, Total project: \$ 11.1 m)

Brazil: Espírito Santo Biodiversity And Watershed Conservation And Restoration.

The Atlantic Forest biome is one of the world's most biologically diverse areas, but has been reduced to less than 8% of its original forest cover. Farming by smallholders and some larger scale producers has reduced and fragmented forest cover and poses a continuing threat to the area's globally significant biodiversity. It has also resulted in severe erosion, substantially increasing silt loads and reducing the quality and timing of water supplies. The project watersheds provide about 95% of water supplies for the Vitória metropolitan area, which has 1.4 million inhabitants and generates 62% of state GDP, and also generate hydroelectricity. The project area – two watersheds in south-central Espírito Santo, one of the Brazil's poorest states, covering 400,000 ha – has some of the largest clusters of Atlantic Forest remnants, but biodiversity is under constant threat because of a combination of three main problems: (1) inadequate capacity to plan and implement appropriate NRM policies; (2) obstacles to the landholders adopting sustainable land management (SLM) practices; and (3) the fact that many of the benefits provided by Atlantic forests are externalities from the landholders' perspective, so that they have no incentive to preserve them. The project ("*Florestas para Vida*") will address each of these issues by a) strengthening the participatory institutions responsible for planning and implementing NRM strategies in the watersheds, including technical agencies capable of monitoring conditions and developing responses to problems and governance mechanisms that bring stakeholders together in participatory ways to agree on appropriate responses; b) undertaking targeted intervention to restore and enhance the protection of critical areas for biodiversity conservation, and support the PA system in the watersheds, including assistance to landowners in the creation of private nature reserves; c) adopting a two-pronged approach to helping induce an increased adoption of SLM practices: development of a system to provide technical assistance on SLM to landholders, as well as a program of short-term PES payments for activities that are particularly beneficial for biodiversity conservation; and by developing a PES mechanism for critical areas for water service delivery (which are in many cases also important for biodiversity) in cooperation with water users such as state water agency CESAN. (WB, GEF: \$4 m, Total project: \$ 12 m)

Brazil: SFM: Catalyzing the Contribution of Indigenous Lands to the Conservation of Brazil's Forest Ecosystems. The predominant type of PA in Brazil is a Conservation Unit (UC). Since 2002, the 256 federal, state, and municipal UC have been bought under a National System of Conservation Units (SNUC). SNUC-PAs cover 12% of the territory but do not include Brazils Indigenous Lands (ILs), which cover a further 12% of the country. Given their crucial role in forest conservation and to address ecosystem under-representativity in the PA estate, Brazil is seeking to complement SNUC-PAs protection with that afforded by ILs. The project objective is that Indigenous Lands (ILs) are consolidated as protected areas critical to the conservation of Brazil's forest ecosystems and as an integral part of the National Protected Area Plan. This will be achieved through three main approaches. At the systemic level mechanisms, tools and strategies will be developed to inform policy and recognize ILs as PA, thereby providing the support needed for their continued role in conservation over the long-term. To inform this systemic level, on-site demonstrations will be undertaken in selected pilot ILs to (a) model and test different approaches to increase the management effectiveness of conservation set asides in ILs for biodiversity conservation and (b) remove barriers that currently hamper sustainable use strategies in some ILs, increasing access to markets and determining sustainability thresholds appropriate for each forest type. Thus, while the project will work at a demonstration level and in pilot ILs, targeted systemic intervention will remove key barriers so as to unlock the potential of ILs as PAs in the long-term. By triggering this change the project will thus ultimately contribute to a larger goal of increasing global benefits in all ILs. The project will capture direct benefits in those ILs selected as pilots (initially estimated at between 10-20% of ILs). These will be in areas of high priority for forest biodiversity conservation and with all land regularization processes complete. (UNDP, GEF: \$6 m, Total project: \$37.7)

Chile: Regional System of Protected Areas for Sustainable Conservation and Use of Valdivian Temperate Rainforest. Chile's natural isolation and topographic diversity result in very high levels of species diversity - some 28,450 native species are known - and one of the highest levels of endemism in the Latin America and Caribbean region. Government commitment to biodiversity conservation has resulted in the establishment of an impressive National System of State Wilderness Protected areas including 31 national parks, 15 national monuments, and 48 national reserves which cover more than 14 million hectares. In addition, 300 private protected areas cover another 1.1 million hectares. Despite these efforts, many critical biodiversity areas remain unprotected. One of these is the Valdivian Rainforest Eco-Region, the world's second largest temperate rainforest recognized for its outstanding globally significant biodiversity. The project will set up in the Los Lagos Region (Xth), the first Regional PA System in Chile. This System will support regional development goals and conserve its biodiversity endowment – the Valdivian Eco-region. While focusing primarily on regional-specific barriers, the Regional System will also provide a paradigm for progressive replication elsewhere in Chile, with the aim of advancing in the maturation of a National PA System. The project will adopt an intervention strategy based on two strategic approaches. One will be to create the general enabling environment for the Regional System. The other will be to support on-site demonstrations, which deliver immediate protection to sites of outstanding biodiversity value, while providing models that can be replicated through incentives and regulatory mechanisms developed within the overall framework of the System. The project's long-term goal is that Chile has an effective and representative national system of conservation and sustainable use protected areas, which support national and regional development goals. The project objective is: An effective, multi-stakeholder, multi-use Regional Protected Areas System (RPAS) is modeled in the Valdivian Region. There are five planned outcomes in support of the project's stated objective: (i) Regional

protected area structures are in place, including appropriate and sustainable policy, financing and institutions; (ii) Sustainable and replicable models of NGO stewardship of protected areas are in place; (iii) Sustainable and replicable models of collaborative buffer zone management are in place (IUCN II-IV); (iv) Sustainable and replicable models of private and indigenous managed resource protected areas are in place (IUCN V-VI); and (v) Institutions and individuals involved in the RPAS have the necessary knowledge and skills to function effectively. (UNDP, GEF: \$5 m, Total project: \$20.32 m).

Chile: Building a comprehensive National Protected Area System for Chile: a financial and operational framework. The project will put in place a consolidated framework to improve the financial and operational efficiency and coherency of its current assemblage of PAs, designing an integrated new National Protected Area System with aligned management standards and efficiencies across its constituents PAs to ensure sustainable financing in the short-term and to provide the basis for the expansion of Chile's PA estate in the future. The project will pursue 3 main approaches: (i) increasing revenue generation by lifting legal and regulatory barriers that impede different revenue mechanisms or that act as disincentives for on-site revenue generation; and by testing resource generation mechanisms (amongst others, PA visitation fees schemes and service concessions based on a financing options assessment that indicated a potential increase of at least 50% over current tourism related revenues in the short-term); ii) reducing National Protected Area System cost burdens by unleashing resources from development entities and productive sectors to buffer zones and communities to reduce threats at source, potentially reducing management costs and sharing the financial burden of PA costs; (iii) improving operational effectiveness and thereby cost effectiveness of PA management through, amongst others, the definition of operational standards, resource allocation and reporting systems, management and business planning and capacity building to ensure that investment in PAs is better spent and thus maximizes conservation benefits. (UNDP, GEF: \$5 million, Total project: 26.95 million)

China: Conservation and Sustainable Utilization of Wild Relatives of Crops. Wild relatives of rice, soybean, and wheat are significant for sustainable development in both China and the world. The *China Agricultural Agenda 21* (1999) identified a large number of important *in-situ* conservation sites but, because of capacity and financial constraints, threats still exist at most sites. This project will eliminate barriers to the mainstreaming of conservation of wild relatives within the agricultural sector, thus promoting integration of conservation and production, and ensuring that the global environmental benefits secured thereby are sustainable. The project will involve participation from local stakeholders in eight diverse provinces and autonomous regions to secure conservation of wild relatives of soybean, wheat, and rice, in their natural habitats. This will be achieved through a combination of actions aimed at establishing sustainable sources of financial and other incentives for conservation, modification to the legal framework, capacity building and awareness raising. (UNDP, GEF: \$7.85 m, Total project \$20.692 m)

China: Guangxi Integrated Forestry Development and Biodiversity Conservation. The project will improve the effectiveness of forest management and institutional arrangements in timber production, watershed protection and nature reserves management in Guangxi Province and demonstrate this integrated approach to forest management. This will be achieved by supporting complementary and mutually supportive management improvements in each of the three main forest categories - production, protection (ecological), and conservation. Specifically, the project will (a) expand and strengthen forest resources development; (b) improve the existing provincial

ecological forest protection program; (c) strengthen the management of selected nature reserves established to protect globally important ecosystems and biodiversity and identifying opportunities for enhancing biodiversity outside of protected areas; and (d) support stakeholders in the forestry sector in GZAR through the development of a forestry strategy, guidelines and policies, and applied research needed for sustainable forest resources management. (WB, GEF: \$5.25 m, Total project: \$ 204.58 m)

China: Ningxia Integrated Ecosystem and Agricultural Development Project. The Project area covers 3,655 km² of the oasis of the Yinchuan Plain extending into the piedmont zone and the Helan Mountains to the west of the Yellow River in Ningxia Hui Autonomous Region of China. Approximately one-third of the Project area will be managed to enhance biodiversity linkages between the Helanshan Nature Reserve, the Piedmont area and the Yinchuan plain using the IEM or landscape approach. Almost 11,500 ha of wetlands will be managed to protect biodiversity while enhancing eco-tourism. The Project area supports a variety of wildlife species of national, regional and global conservation significance. Fifteen species are recognized by IUCN as globally threatened, of which nine are permanent residents of Ningxia, e.g. the Chinese Softshell Turtle, six species are migratory birds e.g. the Great Bustard. Institutional capacity will be built and integrated land and water resource management approaches demonstrated through spatial planning, sustainable land management and more efficient water use. The focus for improved dryland ecosystem management is on 24,220 ha of fragile soils, where previously resettled poor communities will be assisted through a transition to sustainable land management practices linked to and made sustainable through modern agribusiness enterprises. (WB, GEF: \$5 m, Total project: \$215.73 m)

China: CBPF Priority Institutional Strengthening and Capacity Development to Implement the China Biodiversity Partnership and Framework for Action. This project will support the implementation of CBPF. It will establish an effective biodiversity conservation planning framework from the national to provincial levels. It will strengthen the State Environment Protection Administration's capacity to coordinate a critical mass of international and national stakeholder action relevant to China's biodiversity conservation. The project will establish mechanisms to facilitate interactions between these stakeholders and the central government policy-makers to develop, test and scale-up innovative approaches. The project will also establish a common framework to monitor CBPF's progress and to assess its achievements (including all projects developed under it) with regard to impacts on- the-ground. Further, this project will ensure the integration of biodiversity conservation issues within the planned national climate change adaptation guidelines and demonstrate how to do this in the sectoral policies/plans in a province as a demonstration. (UNDP, GEF: \$4.54 m, Total project: \$19.64 m).

China: CBPF Shaanxi Qinling Mountains Integrated Ecosystem Development. The Qinling Mountains (QM) is located south of Xian, the capital province of Shaanxi Province (SP). QM is one of the most critical biodiversity hotspots in the PRC containing many globally-endangered species of fauna and flora, including the giant panda and crested ibis. Despite its importance, about 70% of the total area of QM has been highly degraded due to inappropriate farming practices, logging, overuse of natural resources and encroachment, destructive mining and pollution from solid waste and intensive use of agrochemicals over many decades. The Project will improve the environment and the quality of life for the local inhabitants through improved and sustainable biodiversity conservation and increased tourism revenues. The Project will support the following: commercial uses in the ex-situ areas of high volume tourism to support in-

situ activities in the nature reserve; community development for local income-generating activities; realistic models for linking project improvements with other nature reserves in QM; and strengthening capacity of key institutions in project management and communities in project participation (ADB, GEF: \$4.27 m, Total project: \$130.47 m).

China: CBPF Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in the Headwaters of the Huaihe River Basin. The project will demonstrate mainstreaming in the national-level Ecological Function Conservation Areas (EFCA) to be established in the Headwaters of the Huaihe River Basin (HHRB), a biodiversity-rich, 21,109 km² area. The project will demonstrate practical and complementary mechanisms for conserving ecological functions and mainstreaming biodiversity in China by focusing on: (i) land use planning and management, (ii) incentive-based regulation of natural resource-based business sectors, and (iii) integration into poverty alleviation efforts. HHRB is one of the important water supply source areas and, therefore, the project will have a direct demonstration value for replication to the other 16 water supply source sites. HHRB is one of a few remaining areas where substantial forest and wetland ecosystems can still be found. It supports more than 8,800 species (including 2,100 species of higher plants), including 360 regionally endemic species. Of these, 46 species are listed in CITES Annexes and 97 species are listed as endangered in China's Red List. (UNDP, GEF: \$2.7272 m, Total project: \$13.0822 m).

Congo DR: Support to ICCN's Program for the Rehabilitation of the National Parks Network. The global objective of this project is to support the biodiversity sub-program of the National Forest and Biodiversity Sector Program with an aim to raise the political profile of biodiversity conservation in DRC and enhance its linkage to the economic recovery agenda. The GEF project will: 1) support the implementation of an institutional capacity building program at the national level with the national parks institution, ICCN; 2) target rehabilitation and institutional strengthening efforts in two of the prioritized ten national parks and their buffer zones, namely – Garamba and Virunga – to ensure that a significant portion of their biological diversity is protected and sustainably managed; and 3) lay the foundation for creation of new protected areas covering up to 15% of the national territory. (World Bank, GEF: \$7 m, Total project: \$55.88 m).

Costa Rica: Mainstreaming Market-Based Instruments for Environmental Management. GEF support has been instrumental in the development of market-based instruments for environmental management in Costa Rica, resulting in substantial on-the-ground improvements in biodiversity conservation in Costa Rica, as well as valuable lessons learned that have been applied in many other countries. GEF support for this project will help consolidate Costa Rica's PSA Program (Pago por Servicios Ambientales, or Payment for Environmental Services), and focuses particularly on the improvements needed to ensure sustainable long-term conservation of biodiversity in the buffer zones of protected areas and biological corridors that connect them, thus enhancing the sustainability of the national protected areas system and of the Costa Rican portion of the Mesoamerican Biological Corridor. The objective of the project is to enhance the provision of environmental services of national and global significance and to assist in securing their long-term sustainability. The global environmental objective is to enhance the conservation of globally significant biodiversity and ensure its long-term sustainability by mainstreaming market-based instruments in productive landscapes in the buffer zones of protected areas

and the corridors connecting them. This will be accomplished by consolidating the PSA Program, improving its efficiency, and expanding its coverage. The project will also support the development of new, market-based approaches to sustainable finance environmental management. The bulk of the project's work will be devoted to demand-side efforts to develop and implement new mechanisms to generate sustainable financing and to address the particular needs faced in generating long-term financing for biodiversity conservation. This will be complemented by supply-side efforts to improve the program's efficiency together with efforts to increase its contribution to poverty reduction and sustainable rural development.

Costa Rica: Overcoming Barriers to Sustainability of Costa Rica's Protected Area System. The project will support Costa Rica's efforts to strengthen its Protected Areas System administered by the National System of Conservation Areas (SINAC). The aim is a System that effectively conserves a representative sample of Costa Rica's biodiversity, advance national goals and captures global benefits in a range of ecosystems. This will be achieved through five interrelated Outcomes: 1) Costa Rica's legal and policy framework is reformed and enhanced to ensure effective management and long-term financial and ecological sustainability of the PA System; 2) SINAC's institutional PA System framework and capacities are enhanced for eco-regional planning and optimal management effectiveness; 3) SINAC has the financial sustainability to effectively attain its strategic objectives and provide resources for long-term PA System management needs; 4) SINAC tests new and innovative conservation approaches at the Conservation Area and PA levels; and 5) Successful PA System management models are scaled-up and replicated at the systemic level through strategic partnerships with key stakeholders. On-site pilot interventions will enable ground-proofing of the reformed legal and policy frameworks, by developing and testing new tools for enhancing PA management effectiveness - including different PA governance models - while hosting training and awareness-raising activities (UNDP, GEF: \$ 4.8m, Total project: \$20.30).

Cuba: Mainstreaming and Sustaining Biodiversity Conservation in three Productive Sectors of the Sabana-Camagüey Ecosystem. The project will be implemented in the Sabana-Camagüey Ecosystem (SCE), which occupies a strip of approximately 465 km along the central north zone of Cuba, including the northern watersheds of the provinces of Matanzas, Villa Clara, Sancti Spíritus, Ciego de Ávila, and Camagüey, an extensive marine archipelago, the adjacent shallow marine shelf, and the oceanic Exclusive Economic Zone. The project represents the third and final phase of a long-term commitment by GEF to the project area. Phase 1 identified problems and opportunities, completed bio-geophysical, economic and social characterization of the SCE and developed a Strategic Plan. Phase 2 secured the conservation of particularly sensitive or high biodiversity value areas in a network of protected areas that covers 20% of the SCE, and made progress in promoting an ecosystem-based approach within a traditionally centralized and sector-driven development-planning framework. Phase 3 will promote operational changes within the tourism, fisheries, and agriculture sectors to ensure biodiversity conservation across the productive sea and landscape that make up 80% of the archipelago. In addition to interventions that directly change productive sector activities, the project also will strengthen the national, regional and local enabling environments for the financial, institutional, environmental and social sustainability of biodiversity conservation in these sectors. (UNDP, GEF: \$4.11, Total project: \$24.47).

Ecuador: Management of Chimborazo's Natural Resources. The Ecuadorian province with the largest and among the best-conserved expanse of páramos in the country is the Province of Chimborazo. Approximately 30% of the existing páramos in Ecuador are located in Chimborazo, mainly within and around two protected areas (PAs)—Sangay National Park and the Chimborazo National Fauna Reserve. The total area of páramos within the province has been decreasing at a rapid rate due to inappropriate use of natural resources; historical, environmental, and socio-economic pressures contributing to the expansion of the agricultural frontier; unsustainable water use practices (especially for irrigation); poor institutional capacity; and the lack of adaptation strategies to counter the acute effects of global warming at high altitudes. The project would be blended with the IBRD's Chimborazo Productive Investments Project (PIDD) whose objective is to increase production and market access of rural families through investments in irrigation and roads improvement. The strategic linkage between the two projects allows for an integrated approach to reducing the threats facing the páramos while supporting the province's poverty alleviation goals. Specifically, the GEF project would focus on mainstreaming biodiversity considerations into policy and legal frameworks as well as sector strategies (agriculture, forestry, water, and ecotourism) that impact the páramos and surrounding areas. Demonstrative productive landscape projects and replicable Payment for Environmental Services (PES) models would be piloted in selected micro-watersheds where biodiversity is threatened and water supply is critical for downstream users. The PES approach offers the potential of addressing both problems in a sustainable and efficient manner. All activities would be implemented through a participatory process with an emphasis on incorporating traditional indigenous knowledge and techniques into improved practices, involving stakeholders at all levels in the decision-making process. (WB, GEF: \$ 3.9, Total project: \$ 11.4)

Ethiopia: Sustainable Development of the Protected Area System. The project aims at strengthening capacities to manage the Ethiopian Protected Area system in order to improve the sustainability of the protected area system. The GEF project will focus on: 1. Mainstreaming of Protected Areas in the development framework; 2. Implementation of appropriate governance frameworks; 3. Capacity development for Protected Area planning; 4. Implementation of pilot operations to test new protected area management options and partnerships; and 5. Financial sustainability plan will be developed. (UNDP, GEF: \$9 m, Total project: \$32.99 m).

Global: Supporting Country Early Action on Protected Areas. The project goal is to assist eligible countries meet their commitments under the CBD Programme of Work on Protected Areas (PoWPA) adopted by COP-7. The project objective is to enable eligible countries in need of assistance to launch early action in response to the PoWPA that complements, but will not be addressed by, other national programmes and projects, including those supported by the GEF, by other official donors, and by international NGOs. To achieve its objective, the project will provide a fast-disbursing and flexible mechanism to assist GEF eligible countries, with an emphasis on Least Developed Countries (LDC) and Small Island Developing States (SIDS), thus generating numerous country-based projects. Based on a needs and feasibility assessment, thirteen activities under the PoWPA were considered as suitable for support under this project. (UNDP, GEF: \$9.4m, Total project: \$13.43m)

Global: Building the Partnership to Track Progress at the Global Level in Achieving the 2010 Biodiversity Target (Phase 1). This project aims to ensure that the wide range of agencies and organizations tracking progress in achieving the 2010 CBD indicator targets can collaborate more effectively to deliver the suite of global indicators that will be used for tracking and communicating progress. The aim of the full project is to support regular delivery of a full suite of 2010 indicators at the global level that is meaningful to a range of audiences in supporting both policy intervention and communicating degree of success in achieving the 2010 target. The indicators will be delivered through a partnership of the organizations and agencies working on the individual indicators. The indicators will be meaningful at a global level, but clearly linked to related indicators at national and regional levels, to targets and indicators used by other international conventions and programmes, to targets and indicators relevant to other sectors (in particular the Millennium Development Goals), and to assessing the impact of climate change on biodiversity. (UNEP, GEF: \$3.63 m, Total project: \$14.01 m)

Global: Institutionalizing Payments for Ecosystem Services. Around the world, widespread interest is emerging in markets and payment schemes that reward actors who conserve or restore the ecosystem services (PES) provided by terrestrial, freshwater, and marine ecosystems, while providing a viable and sustainable source of livelihood for rural communities. This project seeks to establish institutional capacity for expanding systems of payments for ecosystem services to a scale sufficient to have a meaningful impact on global conservation of biodiversity and ecosystem services and on achieving the Millennium Development Goals. The principal *outcomes* of the project are (i) timely, relevant market information for PES available to all stakeholders globally, through The Katoomba Group's Ecosystem Marketplace; (ii) national champions and stakeholders of PES in Eastern and Southern Africa and Tropical America have improved capacity and access to technical assistance for institutional and policy development for PES; and (iii) operational models and capacity to effectively design establish and implement new types of PES for biodiversity conservation. (UNDP, GEF: \$5.69 m, Total project: \$17.71 m)

Global: Critical Ecosystems Partnership Fund (CEPF) Phase 2. The project would support a second phase of the global CEPF program to expand and replicate successful civil society implementation models more broadly within at least 14 of the 30 eligible hotspots, including at least 9 new ones. It would build on the lessons learned under the first phase of CEPF, as well as recommendations from the independent evaluation carried out in 2005, to further strengthen the program in existing hotspots and to expand activities to marine ecosystems and to new hotspots. By focusing on a small number of critical ecosystems, and expanding into nine new hotspots, the project would maximize its overall impact. The program may also serve as a mechanism to direct other donor investments to the hotspots. (WB, GEF: \$20.00 m, Total project: \$100.00 m)

Global (China, Ecuador, Morocco and Uganda): Conservation and Use of Crop Genetic Diversity to Control Pests and Diseases in Support of Sustainable Agriculture: Phase I. The development objective of this project is to conserve crop genetic diversity in ways that increase food security and improve ecosystem health. The immediate objective of the project is to enhance conservation and use of crop genetic diversity by farmers, farmer communities, and local and national institutions to minimize pest and disease damage on-farm. The six project target crops, rice (*Oryza sativa*), maize (*Zea mays*), barley (*Hordeum vulgare*), common bean (*Phaseolus vulgaris*), faba bean (*Vicia faba*), banana and plantain (*Musa spp.*), are major nutritional staples for large segments of the developing world and their yield stabilities are important factors in food security. The crops represent different breeding systems (cross-

pollinated, partially outcrossing, self-pollinated, clonal), as differences between varieties would be expected to be less prominent in cross-pollinated crops than in self-pollinated ones. Banana and plantain, as a result of their sterility, have followed a clonal crop improvement strategy, with farmers doing most of the selection breeding. In addition, the life cycles of major pest and disease that affect these crops are well studied. The project has three anticipated outcomes: Outcome 1: Rural populations in the project sites benefit from reduced crop vulnerability to pest and disease attacks; Outcome 2: Increased genetic diversity of target crops in respect to pest and disease management; Outcome 3: Increased capacity and leadership abilities of farmers, local communities, and other stakeholders to make diversity rich decisions in respect to pest and disease management. Each of the four countries, China, Ecuador, Morocco and Uganda, which developed this initiative and jointly selected these target crops, contain areas of important crop genetic diversity for the selected crops, including different types of resistance to major pests and pathogens in the countries' local crop cultivars maintained in traditional farming systems. (UNEP, GEF: \$ 3.4 m, Total project: 7.7 m)

Global: (Brazil, Ghana, India, Kenya, Nepal, Pakistan and South Africa) Conservation and Management of Pollinators for Sustainable Agriculture through an Ecosystem Approach. The development objective of the project is to achieve improved food security, nutrition and livelihoods through the enhanced conservation and sustainable use of pollinators. The project's immediate objective is to harness the benefits of pollination services provided by wild biodiversity for human livelihoods and sustainable agriculture, through an ecosystem approach in selected countries. The project seeks to achieve four outcomes: 1) An integrated and accessible knowledge base for management of wild pollination services, for farmers, land managers and policy makers; 2) Enhanced conservation and sustainable use of pollinators for sustainable agriculture. The project will identify demonstrate and document the tools, methodologies, strategies and good agricultural practices that are needed for pollinator conservation and sustainable use, in selected agroecosystems in Brazil, Ghana, Kenya, India, Nepal, Pakistan and South Africa; 3) Increased capacity for conservation and sustainable use of pollinators by farmers and land managers. In partner countries, capacity among farmers, the agricultural research and extension community, and policy-makers to design and implement pollination management plans and policies will be strengthened; and 4) Mainstreaming of pollinator conservation and sustainable use. The project will ensure that the lessons learned are disseminated globally, that public awareness of the role and value of pollination services is enhanced and that measures to conserve and sustainably use pollinators are supported by the policy environment. (UNEP/FAO, GEF: 7.8 m, Total project: \$ 26.46 m)

Global: (Brazil, Ghana, Côte d'Ivoire, Indonesia, Malaysia) Biodiversity and Agricultural Commodities Program (BACP). The expansion of agriculture and the associated use of land, water, and inputs is the leading cause of habitat destruction and a major threat to global biodiversity. Global production of tropical export commodities has dramatically increased in the last decade. Oil palm, cocoa, soybean and sugarcane today cover about 125 million hectares. The proposed Biodiversity and Agricultural Commodities Program (BACP) seeks to reduce these threats in an innovative and large-scale manner by leveraging market forces at all levels of the value chain in order to mainstream the use of so-called Better Management Practices (BMPs) that decrease the impact of production on biodiversity in these four commodities. BACP will strategically target its interventions so as to have the greatest impact in each commodity and will seek replication to other commodities. In doing that, IFC will be applying to commodities its successful market transformation experience gained in other sectors such as energy. The primary

objective of BACP is to preserve global genetic, species and ecosystem diversity within agricultural production landscapes, by transforming markets for targeted agricultural commodities. More specifically, the BACP aims to address market failures which prevent private producers, or reduce their incentives, to transition to production methods that are at the same time commercially viable and beneficial to biodiversity. BACP's selection of target countries for each commodity takes into account production volumes, the impact of this production on biodiversity of global significance, and the potential for lessening this impact. The initial target countries are Malaysia (palm oil), Indonesia (palm oil, cocoa), Ghana and Côte d'Ivoire (cocoa), and Brazil (sugarcane and soy). Each of these countries contains high levels of biological diversity and/or endemism, some of which is in biodiversity hotspots that overlap with areas of commodity production. (World Bank/International Finance Corporation (IFC), GEF: \$ 7, Total project: \$ 18.67)

Global: Multiple (Chile, China, Algeria, Tunisia, Peru, Philippines) Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS). Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS) represent a unique sub-set of agricultural systems, which exemplify customary use of globally significant agricultural biodiversity and merit to be recognised as a heritage of human kind within the national sovereignty jurisdictions. GIAHS may be defined as “remarkable land use systems and landscapes which are rich in globally significant biological diversity evolving from the co-adaptation of a community with its environment and its needs and aspirations for sustainable development.” The project will aim to redress the erosion of GIAHS, through addressing the key barriers related to awareness, policy, institutional capacity, community capacity and markets at global, national and local scales. In order to provide systematic support to the conservation and adaptive management of GIAHS, the project strategy is to make interventions at three distinct levels. First, at the global level, it will facilitate international recognition of the concept of GIAHS wherein globally significant agrobiodiversity is harboured, and it will consolidate and disseminate lessons learned and best practices from project activities at the pilot country level. Second, at the national level in pilot countries, the project will ensure mainstreaming of the GIAHS concept in national sectoral and inter-sectoral plans and policies. Third, at the site-level in pilot countries (Chile: Chiloe Island, Rice-fish system ; China: Lonxiang village , Zhejiang Province; Oases of the Maghreb (Algeria: BéniSguen, Tunisia: Gafsa); Peru: Agriculture of Andes; Philippines: Ifugao Rice Terraces) the project will address conservation and adaptive management at the community level.

Guatemala: Improvement of Management Effectiveness in the Maya Biosphere Reserve (MBR). This project recognizes that the ecological integrity of the MBR as a critical part of the Selva Maya will depend on a substantial improvement of its management effectiveness. To this end, the Project strategy has several distinctive and innovative features including: (i) a regional approach that places the MBR within a broader context of the Department of Peten and addresses the root causes of biodiversity loss and encroachment such as poor coherence in sectoral policies; (ii) a focus on participatory conservation with the aim of communities settled in the MBR becoming, instead of a threatening element, allies of the MBR; (iii) enhanced involvement of municipalities within the MBR in conservation activities; (iv) self-reliance with an emphasis on the horizontal transfer of knowledge and experience among communities and user groups so that they can manage their territories and resources while also reducing conflicts and improving the quality of life of their inhabitants; (v) consolidating and expanding the network of co-

administrator organizations in specific parts of the MBR; (vi) capacity building and the promotion of institutional leadership that make it possible for the administrators of the MBR (SECONAP and others) to handle the different situations that stem from the direct and indirect influence of the communities settled in or around the MBR; (vii) land use management to ensure a balance between the activities for fostering sustainable production and those associated with protection for the zones of high biological importance; and (viii) a regional monitoring and evaluation system linked to the national monitoring system of SIGAP. These features coincide with the strategic vision of the Government of Guatemala for the MBR as presented in the Strategy for Participatory and Inclusive Conservation. (IADB, GEF: \$4.1 million, Total project: \$15 million).

India: Biodiversity Conservation and Rural Livelihoods Improvement. The project will (i) scale-up successful conservation models to the landscape level; (ii) raise awareness of the values of biodiversity goods and services; (iii) promote explicit linkages between conservation and poverty alleviation; (iv) mainstream biodiversity into policy and development programs at regional and national levels; (v) Undertake monitoring, linked to adaptive management, learning and replication; and (vi) Replicate participatory conservation mechanisms to other PAs nationally. The project will be implemented in eight landscape sites in different bio-geographic zones of the country. Each landscape unit contains a mosaic of land uses, but typically would include one or more protected areas. The eight landscape sites are: (i) Agasthiyamalai Landscape of Tamil Nadu, (ii) Agasthiyamalai Landscape of Kerala, (iii) Rann of Kutch/Wild Ass Landscape in Gujarat; (iv) Upper Indus Valley Landscape of the Western Himalayas in Jammu and Kashmir; (v) Dampa Landscape of North-East India in Mizoram; (vi) Askote landscape in Uttarakhand; (vii) Dibrugarh-Dihing landscape of Northern Assam²⁴; and (viii) Satpura Landscape of Central India in Madhya Pradesh. (WB, GEF: \$11.5 m, Total project: \$47.1 m).

Indonesia: Fisheries Revitalization Project (FRP). Indonesia's more than 81,000 kilometer coastline forms a dynamic web of ecosystems and interlinked habitats that support some of the highest levels of biodiversity in the world, including rare and endemic species of global value. This coastline comprises every imaginable tropical coastal habitat, including a significant portion of the world's coral reefs (roughly 8 to 15 percent), wide belts of mangrove forests (over 2 million hectares comprised of at least 47 different species), inter-tidal mudflats that provide food for a large variety of migratory birds (including the globally endangered Milky Stork, Lesser Adjutant and Spot-billed Pelican), and vast seagrass beds (approximately 30,000 square kilometers of seagrasses, housing at least 12 of the 60 known species). The project will reduce poverty in rural coastal and fisheries communities in participating districts, by: (i) increasing coastal and fisheries commodity-based economic growth and diversification (including support for (a) primary production, (b) value-added processing, and (c) export-oriented marketing; and (ii) developing a system for sustainable utilization and collaborative management of coastal fisheries resources and ecosystems. (WB, GEF: \$8 m, Total project: \$95 m)

Indonesia: Citarum Watershed Management and Biodiversity Conservation

Project. The Citarum River Basin (CRB) is the most strategic river basin in Indonesia. The basin covers over 13,000 km² and hosts some 9 million people. Within the CRB are three major dams and three large multipurpose reservoirs which supply about 80% of the Capital, Jakarta's, raw water. CRB has 12 nationally registered protected areas (PAs) that are essentially important

²⁴ Site under discussion

representatives of the West Java montane forest type. The project will conserve the unique and internationally recognized biological diversity found in the Citarum River Basin representing the West Java Montane Forest type. This will be done through (i) establishing protocols and models of good conservation management design and practices, including innovative mechanisms for funding biodiversity conservation, at a designated Indonesian Model National Park and a variety of other PA types, and leverage these practices to other Indonesian PAs, (ii) reducing threats to biodiversity values in PAs and their surrounding landscape in CRB and (iii) demonstrating and up-scaling approaches to community-based conservation management, including environmental and biodiversity stewardship in both PAs and their surrounding landscape in CRB (ADB, GEF: \$3.75 m, Total project: \$73.73 m).

Jordan: Integrated Ecosystem and Natural Resource Management in the Jordan Rift Valley. The Jordan Rift Valley is an integral part of the Great Rift Valley and provides a globally critical land bridge between Africa, Europe, and Asia that supports a large variety of ecologically diverse habitats of international importance and funnels millions of migrating birds between these continents each year. The Valley is of strategic economic importance, linking the five countries of Egypt, Israel, Jordan, the West Bank, and Syria, which share many of its natural resources, including the Jordan River, Dead Sea, and Gulf of Aqaba. The project will apply the principles of integrated ecosystem management to the existing land use master plan of the Jordan Rift Valley and establish a network of well-managed protected areas that meets local ecological, social and economic needs. (WB, GEF: \$6.15 m, Total project: \$12.25 m).

Kazakhstan: Conservation and Sustainable use of Biodiversity in the Kazakhstani Sector of the Altai-Sayan Mountain Ecoregion. This project represents one integral element of a tri-national initiative represented by three complementary projects in Mongolia, Russia and Kazakhstan that are adopting an ecoregional approach to the conservation of biodiversity in a globally significant international trans-boundary setting, the Altai-Sayan ecoregion. The project will secure globally important biodiversity benefits through replicable and sustainable biodiversity conservation and efficient protected areas management in the Kazakhstani sector of the Altai-Sayan ecoregion. The project will demonstrate comprehensive approaches to sustainable and replicable conservation of biodiversity in two existing protected areas as a model for sustainability and management effectiveness of national PA systems in the Kazakhstani sector of the Altai-Sayan ecoregion. (UNDP, GEF: \$2.40 m, Total project: \$18.73 m).

Mexico Consolidation of the Protected Area System (SINAP II) - Third Tranche.

The objective of the project is to promote the conservation and sustainable use of biodiversity in Mexico through the consolidation of the National System of Protected Area (SINAP). The original SINAP II project was approved by the GEF Council and a commitment was made to finance the SINAP II project under an innovative multi-tranchered structure with a total final grant amount of \$31.1 million. Based on the independent evaluation and the WB mid-term evaluation, the project implementation is going on satisfactory and the conservation trust fund is considered as an innovative model globally and regionally. The objective of the project is as follows: 1. Conserve globally important biodiversity in selected areas of SINAP (at least 12 PAs) 2. Promote the economic, social, and environmental sustainability of productive activities in selected PAs. 3. Promote social co-responsibility for conservation 4. Promote the inclusion of biodiversity conservation and sustainable use criteria in development projects and other practices affecting selected PAs. (WB, GEF: \$7.35 m, Total project: \$14.7 m).

Mongolia: SFM Forest Landscapes Development and Conservation. Mongolia's forest ecosystems have been subject to much mismanagement. Forest resources and wildlife trade are rapidly approaching a very serious state due to poorly-controlled legal harvesting and illegal activities, and disruption of important natural disturbance regimes. The project will strengthen the PA system and improve protection of globally-significant biodiversity in Mongolia's northern forests through (a) more effective management, including increased financial sustainability and (b) improved capacity for protected area management including the development of a corridor approach to landscape-level conservation planning. Threatened species (IUCN Red List) expected to benefit from the project include: e.g. Critically Endangered: Siberian Crane, Przewalski's Horse; Endangered: Swan Goose; Vulnerable: Great Bustard, White-naped Crane, Hooded Crane, Musk Deer, and Wolverine. (WB, GEF: \$1.73 m, Total project: \$4.93 m).

Nicaragua: Strengthening and Catalyzing the Sustainability of Nicaragua's Protected Area System. This project builds on on-going conservation initiatives in Nicaragua and will focus on tackling the most critical barriers to management and financing that limit the National Protected Areas System's (SINAP) effectiveness as the cornerstone of in-situ biodiversity conservation. The project will support the conservation of Nicaragua's 53 ecosystems that contribute to the Meso-American Biodiversity Hotspot. The project approach has been designed to: a) Improve the national enabling environment so that the legal, policy and strategic frameworks are in place to allow SINAP to function more effectively. This will include key legal reforms and adoption of an updated master strategy for SINAP detailing its process for decentralization, coverage and management; b) Share the responsibilities of PA management across all relevant stakeholders including Ministries, regional government bodies, municipalities, private landowners and concessionaires and NGO co-managers. The project will support establishing and strengthening multi-stakeholder institutional structures so that they are operational and have capacity to engage stakeholders in PA management. This component will also develop the capacities of stakeholders, primarily landowners within PAs, to work with the PA authorities on biodiversity friendly economic activities; c) Improve SINAP's financial situation through transforming its financing system to generate, retain and account for funds and more effectively invest them at the site level. Reforms will also improve financing possibilities and create incentives (and reduce disincentives) for private producers within PAs to develop production in harmony with biodiversity conservation; d) Institutionalize the learning within the project and Ministry of Natural Resources and Environment for broader uptake, sustainability and replication.

Peru: Strengthening Biodiversity Conservation through the National Protected Areas Program. The goal of the proposed project is to enhance Peru's biodiversity conservation through increasing the area of key ecosystems under protection and strengthening the capacity for strategic analysis and management under a decentralized management framework. This would be accomplished by supporting the establishment and management of regional, local and private PAs near or adjacent to critical PAs from the National System of Protected Areas (SINANPE), allowing for the creation of conservation mosaics and/or corridors. To achieve its goal, the project will: (i) support institutional strengthening at the central, sub-national and local levels to coordinate and effectively manage the Peruvian System of Protected Areas within the decentralized framework; (ii) establish alliances, incentive systems, coordination mechanisms and an integrated strategy that would allow participatory management of PAs by national, sub-national and local authorities with the support and active participation of the private sector, civil society and local communities; (iii) promote and establish mutually beneficial relationships

between sub-national authorities and local communities in PA management; and (iv) promote the sustainability of the Peruvian System of local and sub-national PAs (the SPANP) through the establishment of an endowment fund for financing recurrent costs. This goal would significantly strengthen the fulfillment of the CBD-COP7 Plan of Work for Protected Areas and the achievements of priority actions included in the SINANPE updated National System Plan of Protected Areas. (WB, GEF: \$8.9 m, Total project: \$ 31.8)

Regional (Brazil, Colombia, Costa Rica, Peru) Latin America: Multi-country Capacity-building for Compliance with the Cartagena Protocol on Biosafety. The project's objective is to support implementation of the Cartagena Protocol on Biosafety by improving institutional capacity of agriculture and environmental ministries as well as specific, biosafety-related agencies in the four participating countries, to implement their national biosafety regulations incompliance with the CP. This project is one of two projects, the second project being a GEF Medium Sized Project on Regional Capacity-Building on Public Awareness and Communication Activities for Compliance with the Cartagena Protocol on Biosafety, which has been developed to address the biosafety knowledge and capacity gap. Both of these projects will be executed by the Colombia-based International Center for Tropical Agriculture (CIAT) in collaboration with participating countries. (WB, GEF \$4.00m, total project \$14.26m)

Regional (Benin, Burkina Faso, Mali, Senegal, Togo): West African Regional Biosafety Program. The project seeks to protect regional biodiversity against the potential risks associated with the introduction of LMOs into the environment. This will be achieved through the development of common science-based risk assessment and management methods, in compliance with the CPB and other international standards. The Program will initially benefit the WAEMU region but offers the potential to scale up to the larger Economic Community of West African States (ECOWAS) region. ECOWAS will be involved from the beginning of the program to ensure synergies and consistency across the entire ECOWAS region. (WB, GEF \$5.40m, total project \$20.94m).

Regional (El Salvador, Guatemala and Honduras) Integrated Management of the Montecristo Trinational Protected Area (MTPA). The Montecristo Massif is a mountainous area in the center of the territory known as the Trifinio Region where the borders of El Salvador, Guatemala and Honduras meet precisely at a peak of Punto Trifinio found at 2,418 meters above sea level. Recognizing the biological value of the zone, in November 1987, the governments of El Salvador, Guatemala, and Honduras, through the Trinational Commission of the Trifinio Plan (CTPT) signed a declaration for the protection of the ecosystems in the Trifinio Region. The objective of this Project is to support the initial implementation of the Integrated Management Plan (IMP) of the Montecristo Trinational Protected Area in the Trifinio Region of El Salvador, Guatemala and Honduras, through a trinational institutional framework operating in a participatory, integrated and effective manner as a means to conserve the biodiversity, natural processes and environmental services of local, regional and global importance provided by the MTPA and facilitate its integration into the Mesoamerican Biological Corridor. The Project is aimed at catalyzing the initial activities undertaken to establish the MTPA, at facilitating the development of a trinational framework for the management and administration of the area, and initializing effective on-ground implementation of the MTPA's Integrated Management Plan. (IADB, GEF: \$ 3.5 m, Total project: \$ 9.1 m).

Regional (India, Indonesia, Malaysia & Thailand): Conservation and Sustainable Use of Cultivated and Wild Tropical Fruit Diversity: Promoting Sustainable Livelihoods, Food Security and Ecosystem Services. Tropical Asian countries are the center of origin and diversity of many globally important tropical fruit tree species and their wild relatives. These tropical fruit tree genetic resources include more than 400 species of edible tropical fruits. The project will strengthen sustainable livelihoods through improved management and utilization of tropical fruit genetic diversity. This will be done through improving the conservation and use of tropical fruit genetic diversity in Asia by strengthening the capacity of farmers, local communities and institutions. The project will focus on four commercially important tropical fruit species with high diversity levels in the region, both at intraspecific level as well as at species level: citrus (*Citrus* spp.), mango (*Mangifera indica*), mangosteen (*Garcinia mangostana*), and rambutan (*Nephelium lappaceum*) as well as their wild relatives. (UNEP, GEF: \$3.65 m, Total project: \$10.36 m).

Regional (Pakistan, Sri Lanka, Vietnam & Bangladesh): Development and Application of Decision-support Tools to Conserve and Sustainably use Genetic Diversity in Indigenous Livestock and Wild Relatives. The loss of farm animal genetic resources (FAnGR) diversity is considerable: FAO's Global Databank for FAnGR reports that around 20% of FAnGR breeds are classified as at risk and, during the last six years, 62 breeds became extinct – amounting to the loss of almost one breed per month. And this is only a partial picture: breed inventories are inadequate in many parts of the world; population data are unavailable for 36% of all breeds; and, among many of the most widely used high-output breeds, within-breed genetic diversity is being undermined by the use of a few highly popular reproducers or reproducing lines. To address these challenges of the loss of livestock genetic diversity and the non-conducive policy and institutional environments, this project will develop, apply and make available various, mutually strengthening decision-support tools to identify and manage priority FAnGR and their wild relatives. (UNEP, GEF: \$1.98 m, Total project: \$ 5.76 m).

Russian Federation: SFM- Strengthening Protected Area System of the Komi Republic to Conserve Virgin Forest Biodiversity in the Pechora River Headwaters Region. The taiga ecosystems of the eastern part of the Republic of Komi represent the last examples of extensive virgin forests in Europe, and the largest expanse of relatively unfragmented forests on the continent. This project will conserve the globally significant biodiversity of the Republic of Komi. This will be done through achieving social, financial and institutional sustainability of the protected areas system of the Republic of Komi and by demonstrating effective conservation practice and resource use in two protected areas of the Upper Pechora Basin and their buffer zones. Good practices and lessons learned will be disseminated throughout the Komi Republic and the Russian Federation. (UNDP, GEF: \$4.5 m, Total project: \$20.40 m).

Serbia: Transitional Agriculture Reform. Serbia has significant comparative advantages in agriculture, thanks to an abundance of high quality agricultural land, a strategic trading location, and an educated workforce. Primary agricultural production and agro-processing was estimated to be 15 percent of GDP and 20 percent of exports in 2005. About 0.8 million ha, or 15 percent of the arable land consists of about 1050 large corporate farms and agro-kombinats. Privately owned commercial farms, averaging about 10 ha, account for another 46 percent of agricultural land. The remaining 39 percent comprises over 600,000 small private farms, most under five ha and often consisting of several fragmented parcels of land. The project will enhance the

competitiveness of Serbian agriculture, while conserving the globally important eco-system in the Stara Planina mountainous area. (WB, GEF \$4.5 m, total project \$36.81 m).

Seychelles. Mainstreaming Biodiversity Management into Production Sector Activities. The project aims to develop an integrated ecosystem management approach for the Seychelles with the implementation of different tools in land use planning, coastal zone management and partnerships with the private sector. To ensure long-term effectiveness, the project will also support the improvement in current institutional capacity and will promote broad stakeholder participation in decision-making and management of ecosystems. The existing network of protected areas will be extended to maintain corridors and take into account different natural habitats (e.g. terrestrial ecosystems in the granitic islands). A special management focus will be on Silhouette Island to put in place a long-term conservation framework to be supported with revenues from nature-based tourism. The outer islands will get much needed attention in terms of assessment of biodiversity, as well as the development of viable conservation programmes on Cosmoledo Atoll. (UNDP, GEF: \$36 m, Total Project: \$11.59 m).

Seychelles: Mainstreaming Prevention and Control Measures for Invasive Alien Species (IAS) into Trade, Transport and Travel Across the Production Landscape. The project aims at addressing the threats posed to the Seychelles' biodiversity by the introduction of IAS through the movement of people and merchandise into and within the country. Working on the principle that 'prevention is better than the cure', the project will address three sets of barriers to addressing this threat, namely capacity deficits inherent in the policy and regulatory framework, capacity weaknesses within institutions, and technical capabilities. Measures to halt the inter-island spread of IAS already established on some islands will be instituted together with a monitoring system to assess their efficacy and inform national management responses. Finally, the project will establish a knowledge management facility to ensure that control and eradication schemes for IAS are being undertaken with full access to information on the relative efficacy and the costs of different treatment options. (UNDP, GEF \$2.00m, total project \$6.95m)

Sierra Leone: Wildlife Protection and Biodiversity Conservation Project. The GEF project will focus on the improvement of sustainable protected area management and biodiversity conservation within Sierra Leone contributing to socio-economic development of beneficiary communities. The project is based on a capacity development strategy and the involvement of all stakeholder groups at national and local levels. More specifically, the proposed project will contribute to: (i) improve the integrity of four selected critical protected areas, (ii) enhance biodiversity protection within protected areas and adjacent landscapes, (iii) ensure the conservation of genetic diversity within four and outside protected areas that rural people traditionally use for medicinal and consumptive purposes and (iv) enhance the sustainable use of biological resources. (World Bank, GEF: \$5 m, Total Project: \$16.95 m).

South Africa: National Grasslands Biodiversity Program. The South Africa Grasslands biome is a repository of globally significant biodiversity. Much of the grasslands ecosystem presently lies in production landscapes allocated to livestock production, agriculture, afforestation with exotic tree species, and coal mining. The objective of this project is to involve all the major production sectors in directly contributing to the achievement of biodiversity conservation priorities within the grasslands biome. The main intervention areas are: (i) strengthening the enabling environment for biodiversity conservation in production landscapes and (ii)

mainstreaming grassland biodiversity conservation objectives into the main sectors (agriculture, forestry, urban economy, coal mining). (UNDP, GEF: \$8.3 m, Total Project: \$45.91 m).

Tanzania. SFM Extending the Coastal Forest Protected Area Subsystem. The aim of the project is to strengthen biodiversity management fundamentals within the Protected Area network in Tanzania. This project addresses the Coastal Forests which are arguably the most threatened of all hotspots ecosystems in Tanzania and Zanzibar islands. The governance framework is going to be revised at national and district levels to extend the Protected Area network. Different legal, regulatory, financial and institutional tools are going to be renewed to implement an effective conservation management in protected areas and sustainable approaches with forest-adjacent communities. The project will pilot novel institutional arrangements and partnerships in three priority landscapes (Zanzibar, Kichi-Matumbi Hills, greater Rondo system on the Tanzanian mainland). (UNDP, GEF: \$3.55 m, Total Project: \$9.75 m).

Ukraine: Strengthening Governance and Financial Sustainability of the National Protected Area System. The biodiversity of Ukraine is widely recognized to be globally significant, because 141 Important Bird Areas (IBAs), and 33 Ramsar Sites are recognized in the country. Although the country covers less than 6% of the area of Europe, it contains approximately 35% of Europe's species diversity due to its location at the crossroads of many different ecosystems and bird migration routes. Ukraine has 82 of the 104 European vertebrate species that have been identified as globally threatened (as per the IUCN Red List). The project will ensure conservation of globally significant biodiversity in the Ukrainian Upper Pripyat. It will do so through the strengthening of biodiversity conservation efforts for the Shatsk National Park and the new national park in the Pripyat-Stokhod landscape complex (including restoration of critical areas). It will ensure biodiversity-friendly land-use practices in the agriculture, tourism, forestry and fishing sectors and will improve public awareness and environmental education for biodiversity conservation. (UNDP, GEF: \$1.8 m, Total project: \$6.31 m).

Uruguay: Catalyzing the implementation of Uruguay's National Protected Area System. Uruguay is the second smallest country in South America, yet its location at the convergence of different bio-geographical regions has resulted in a complex mosaic of biological diversity for its size and subtropical nature. The proposed project will support Uruguay to design and implement a National System of Protected Areas that effectively conserves a representative sample of Uruguay's biodiversity, is consistent with the country's socio-economic context, and facilitates the integration of PAs with other relevant territorial, social, economic, and institutional frameworks and systems. This will be achieved through four interrelated outcomes: 1) Legal, policy and institutional frameworks that encourage effective management and sustainable financing for the NPAS are in place and operational; 2) Key stakeholders directly involved in PA management have the appropriate balance of knowledge and skills required for effectively running the NPAS and its constituent PAs; 3) Increased awareness on the values of protected areas and their importance for sustainable development influences policies and practices; 4) Know-how on cost-effective management structures is expanded and reinforced through field demonstrations of different PA governance structures based on decentralized management approaches. On site interventions will enable ground proofing of the new legal and policy frameworks, testing and developing tools for enhancing PA management effectiveness and hosting training and educational activities. As the long term sustainability of the NPAS will depend on the country's ability to secure sufficient financial resources to meet the management costs of the PAs, financial issues have been addressed as cross-cutting components. The project

takes into account land tenure characteristics of Uruguay and recognizes the role that private reserves, multi-use management categories, and collaborative and decentralized management approaches will have in the PA System. (UNDP, GEF: \$ 2.5, Total project: \$ 7.4).

Venezuela: Expanding Partnerships for the National Park System Project. Venezuela boasts among the highest levels of biodiversity in the world, ranking between 4th and 10th according to various taxa. Canaima National Park (CNP), located in Bolívar State in southeastern Venezuela and spanning 3 million hectares, is particularly important, harboring nearly 120 endemic genera, 2 endemic families and 117 endangered species. CNP's massive table-top mountains, known as *tepui*²⁵, were classified by Dinerstein *et. al* (1995) as one of two Globally Outstanding and Relatively Intact ecoregions in Latin America.²⁶ Indeed, CNP was declared a Natural World Heritage Site in 1994 due to its singular scenery, a unique mosaic of ecosystems including high levels of biological diversity, numerous endangered animal species, and a high concentration of globally vulnerable species such as endemic plants and animals restricted to montane and *tepui* formations. The Project would build develop a participatory co-management model for CNP based on four fundamental criteria: (i) threat prevention and mitigation, (ii) sustainable development of local communities by undertaking sustainable production sub-projects, (iii) implementation of sustainable and long-term financial mechanisms to support PA management, namely through an inter-institutional agreement between CVG EDELCA, Venezuela's largest government-owned hydroelectricity company, and the Park's tripartite committee whereby the hydroelectric company transfers the resources to the Park in recognition of the valuable environmental services it provides, and (iv) involvement of all stakeholders, including indigenous peoples (Pemon's indigenous organization (FIEB)) in CNP's Management Plan design and implementation. The Project would pilot such a model in CNP, support this unique partnership, and seek to replicate a PA co-management scheme to other National Parks in Venezuela and other countries. (GEF: \$ 6 m, Total project: \$ 24.53 m.)

²⁵ The *tepui* formations are abrupt, rocky mountains reaching heights of between 800 and 3,015 feet above sea level. Given the region's warm and moist climate, these formations harbor unique ecosystems that are distinct from those of other tropical mountains due to their high number of endemic species. Thus, a *tepui* is a physical and biological unit containing unique species and ecosystems.

²⁶ Along with the Japura Negro moist forests in Amazonia, cited in Dinerstein et.al, *A Conservation Assessment of the Terrestrial Ecoregions of Latin America and the Caribbean* (1995), The World Bank, p. 24.

Summary of Medium Size Projects Approved Between January, 2006-December, 2007

Albania: Butrint National Park: Biodiversity and Global Heritage Conservation. From the global point of view, the Butrint wetland complex together with Karavasta and Nartan lagoons are identified as critical wetlands in the Mediterranean coastline of high biodiversity importance to migrating birds along the Africa-Palearctic flyway. The Butrint wetland complex is an essential flyway stepping stone between the Mediterranean/Adriatic/ Ionic Seas and the Sahara desert and since 2003 is considered a site of international importance under the Ramsar Convention. The project will connect biodiversity conservation and sustainable ecosystem management with conservation of world heritage in the World Heritage site - Butrint aquatic and wetland complex, while also mobilizing donor's support for long-term financing of the Park complex. The project will protect and rehabilitate about 13,000 hectares of coastal and aquatic habitats for endangered flora and fauna, piloting restoration work on degraded landscapes (natural, semi natural and agricultural). (WB, GEF: \$0.95 m, Total project: \$2.16 m).

Bhutan: Integrated Livestock and Crop Conservation Program. This project will help maintain Bhutan's crop and livestock biodiversity of both national and global significance by overcoming barriers to mainstreaming their conservation into agricultural sector policy and practice at the national and sub-national level. The project will: 1) Promote the *in situ* maintenance of globally significant crop and livestock biodiversity in Bhutan through increased on-farm conservation of genetic resources thereby increasing the resilience of its agricultural production systems; 2) Strengthen key institutions in the agricultural sector and mainstream agrobiodiversity conservation into agricultural policy and practice at the national and sub-national level; 3) Increase the sustainability of local livelihoods by linking these to improved agricultural production and marketing. (UNDP, GEF: \$0.89 m, Total project: \$2.89 m).

Bulgaria: Conservation of Globally Important Biodiversity in High Nature Value Semi-natural Grasslands through Support for the Traditional Local Economy. Semi-natural grasslands are some of the most valuable ecosystems in the agricultural landscape and are the result of many centuries of stable agricultural management using the grasslands for grazing animals (pastures) or making hay (meadows) or combinations of both uses. A total of 350,000 hectares of semi-natural grassland habitats in Bulgaria are important from a biodiversity point of view. The project will preserve a number of high nature value (HNV) grassland habitats, which provides habitat for globally important species such as: Corncrake (*Crex crex*), Saker Falcon (*Falco cherrug*), Imperial Eagle (*Aquila heliaca*), and a number of other species that are threatened at the European scale. Farmed grasslands and pastures are the only habitat used by European Souslik (*Spermophilus citellus*, Global IUCN Red List category: Vulnerable) whose colonies define the distribution of Saker Falcon and Imperial Eagle. The total of 11 predominantly grassland habitats in the selected project sites are priority for conservation. (UNDP, GEF \$0.95 m, total project \$2.13m).

Cambodia: Implementation of the National Biosafety Framework of Cambodia. The project will assist the Royal Government of Cambodia to put in place a workable and transparent national biosafety framework, in line with national development priorities, Agenda 21 and the CBD. The project will more specifically: (i) establish and consolidate a fully functional and responsive regulatory regime in line with Cartagena Protocol and national needs and priorities; (ii) establish and consolidate a functional national system for handling requests, carry out risk

assessment decision-making and administrative tasks; (iii) establish and consolidate a functional national system for "follow-up" activities such as monitoring of risk exposure and environmental effects, and strengthening of enforcement mechanisms, institutions and procedures and (iv) establish and consolidate a functional national biosafety system for public awareness, education, participation, and access to information. (UNEP, GEF: \$0.64 m, Total project: \$1.10 m).

Czech Republic: Support for the Implementation of the National Biosafety Framework. This project will assist the country in implementing its NBF in accordance with Agenda 21 and the CPB. Specifically seeks to integrate biosafety issues into sectoral policies and strategies; amend the national regulatory regime in line with the CPB process, including the new COP/MOP decisions, and to better reflect national needs and priorities; improve the national system for handling requests, performing risk assessment, decision making and other administrative tasks; consolidate a functional national system for monitoring and enforcement; and improve and extend a national system of public awareness, access to information, education and participation. (UNEP, GEF: \$0.45m, Total project: \$1.88m).

Egypt: Support the Implementation of the National Biosafety Framework. The goal of the project is that by 2009 Egypt has a workable and transparent national biosafety framework, in line with its national development priorities and international obligations. The project seeks to help the country develop a fully functional and responsive regulatory regime in line with CP and national needs; support a functional national system for handling requests, performing risk assessment, and handling, storing and exchanging information in line with the BCH requirements; develop a functional national system for monitoring of environmental effects and enforcement; and promote public awareness, education, participation and access to information. (UNEP, GEF: \$0.90, Total project: \$2.29)

Estonia: Support the Implementation of the National Biosafety Framework. The purpose of this project is to help Estonia to strengthen the existing institutional and technical structures and infrastructures needed to meet the obligations of the Protocol and have a National Biosafety Framework fully operational by completing drafting the biosafety legislation; strengthening the appropriate institutional structures for risk assessment and decision making; inclusion of LMOs policy into agricultural, environmental and biotechnology policy; training relevant people to handle requests and make decisions, including scientific, technical and legal training; enhancing monitoring and surveillance system; strengthening existing infrastructures for LMO detection and surveillance; and enhancing public awareness and information exchange. (UNEP, GEF: \$0.66m, Total project: \$0.95).

Global: Assessment and Recommendations on Improving Access of Indigenous Peoples to Conservation Funding. This MSP addresses the issue of limited access to international conservation funding experienced by Indigenous Peoples. The project plans to identify the main obstacles to Indigenous Peoples access to these funds, to document these obstacles and to provide strategic and innovative options on alternative practices that would make international conservation funding more available and accessible to Indigenous Peoples. The project will also establish an active network of Indigenous Practitioners to share knowledge on best customary conservation and stewardship programs by Indigenous Practitioners that have been successfully funded. (WB, GEF: \$ 0.25 m, Total project: \$ 0.36 m).

Indonesia: Partnerships for Conservation Management of the Aketajawe-Lolobata National Park, North Maluku Province. The proposed project's central development objective is to

develop and test a collaborative framework to manage protected areas in Indonesia and protect key biodiversity areas and ecosystem services in North Maluku. The new approach would be tested in ALNP in Halmahera Island, North Maluku, and if deemed successful, its pilot interventions would be adopted elsewhere in the country. In particular, the project proposes to: (a) involve local stakeholders, including local government, the private sector and adjacent communities, in the conservation of ALNP through an awareness program, management agreements, and the creation of a multi-stakeholder forum; (b) implement targeted conservation interventions to protect the biodiversity and forests of ALNP and build conservation management skills; and, (c) disseminate lessons learned and guidance on replicating the project's lessons to national parks and concerned stakeholders throughout Indonesia. (WB, GEF: \$1.0 m, Total project: \$2.09 m).

Kenya: Improved Conservation and Governance for Kenya Coastal Forest Protected Area System.

This MSP addresses the sustainable conservation and management of one specific subset of the Protected Area system of Kenya: the coastal forests. The project focuses on institutional support and capacity development for the stakeholders involved in the Coastal Forest Eco-Region, one of the world's most threatened biodiversity global hotspots. The project works at the landscape level, bringing together the varied institutional stakeholders. The project uses the new opportunities offered by the Forest Policy and emerging Forest Act, emphasizing partnership and community involvement. The main outcomes will be: 1. Piloting of conservation processes in the Kwale District Forest Landscape around the Shimba Hills, with some 12 different Protected Areas of several categories; and 2. Dissemination of lessons learned and best practices more broadly in Kenya. (UNDP, GEF: \$0.8m, Total project: \$3.095m).

Lithuania: Support for the Implementation of the National Biosafety Framework. This project will assist the country to implement its National Biosafety Framework and specifically will help integrate the biosafety policy into the nationally agreed long-term strategic governmental program on sustainable development; consolidate an operational regulatory regime in line with the CPB and EU regulations; setup a functional national system to handle notifications and requests, perform risk assessment and monitoring of environmental effects and enforcement; and promote public awareness, access to information and public participation in the decision-making processes. (UNEP, GEF: \$0.68m, Total project: \$1.09m)

Macedonia: Strengthening the Ecological, Institutional and Financial Sustainability of Macedonia's National Protected Areas System. The biodiversity of the Republic of Macedonia (RM) has high levels of taxonomic diversity, relictness and endemism. Some 30 plant communities in Macedonia are considered seriously endangered and threatened with extinction, or considerably reduced in their populations and biological viability, while 252 individual plant species are locally endemic and at least 70 species are threatened. The threats to Macedonia's protected areas are primarily linked to: insecure legal and institutional tenure; limited skills and capacity of the responsible national environmental and local protected area agencies; illegal developments, lack of political and civil support and the inappropriate management and unsustainable use of protected areas to meet individual protected area agencies economic imperatives. This project will conserve the biological diversity of Macedonia by strengthening the planning, establishment and management of Macedonia's national system of protected areas. (UNDP, GEF: \$1.0 m, Total project: \$5.16 m).

Mauritius: Support the Implementation of the National Biosafety Framework. This project will help the country to implement regulations needed to make the GMO Law fully operational. In addition the project will contribute to the development of technical guidelines on handling of requests, transport, labelling of GMOs will be developed; staff will be trained on risk assessment/risk management and on handling, transport and packaging of LMOs and operational manuals will be developed; application forms will be available on the website; Guidelines/Procedures on monitoring prepared; and public awareness and education on biosafety will be promoted on the country. (UNEP, GEF: \$0.42m, Total project: \$0.63m)

Moldova: Support to the Implementation of the National Biosafety Framework. The main purpose of this project is to help Moldova to strengthen the existing institutional and technical structures and infrastructures needed to meet the obligations of the Protocol and have a National Biosafety Framework fully operational. Specifically the project will assist Moldova to (i) implement its legislative framework on the safe use of biotechnology through improvement of the Biosafety law and develop sectorial regulations, guidelines and manuals; (ii) strength institutional structures for risk assessment and decision making; (iii) training decision makers, scientists, and technical staff on legal and technical matters; (iv) reinforce existing infrastructures (laboratories) for monitoring and setting up a mechanism for monitoring and enforcement; (v) strengthening communication, information exchange, public awareness, education and participation in decision making relating to biosafety both at the national level as well as through the BCH. (UNEP, GEF: \$0.54m, Total project: \$0.68m)

Slovak Republic: Support to the Implementation of the National Biosafety Framework. The goal of the project is that by 2010 the Slovak Republic has a workable and transparent national biosafety framework, in line with its national development priorities and international obligations. The project will help the Slovak Republic to integrate biosafety into the National Biosafety and Biotechnology Policy (NBBP) and National Development Strategy; to review and update regulatory regime in line with CP and its national needs and priorities; to create a National Centre for Biological Safety and enhance the system for handling requests, perform risk assessment, decision-making and perform the administrative tasks; to consolidate a functional system for follow-up, namely monitoring of environmental effects and enforcement; and to enhance the functional system for public awareness, education, participation and fully available access to information on Biosafety. (UNEP, GEF: \$0.46m, Total project: \$0.60m)

Tanzania: Support the Implementation of the National Biosafety Framework. The project will help the United Republic of Tanzania to strengthen the existing institutional and technical structures and infrastructures needed to meet the obligations of the Protocol and have a National Biosafety Framework fully operational and will contribute to (i) the development and implementation of biosafety regulations; (ii) the implementation of the country's legislative framework on the safe use of biotechnology through decrees, orders, guidelines and manuals; (iii) the preparation of specific technical guidelines; (iv) the strengthening of appropriate institutional structures for risk assessment, risk management, detection of LMOs and decision making; (v) the development and implementation of policies for biotechnology and biosafety; (vi) the training of regulators, decision makers, scientists, and administrative and technical staff on legal and technical matters relates to GMO application; (vii) the reinforcement of the existing infrastructures (laboratories) to strengthen monitoring and detection of LMOs; (viii) the setting up of a mechanism for monitoring and enforcement; (ix) the strengthening of communication and information exchange relating to biosafety both at the national level as well as through the global BCH; and (x) putting in place systems for strengthening public awareness, education and participation in decision making on LMOs. (UNEP, GEF: \$0.77m, Total project: \$1.39m)

Tunisia: Capacity Building for the Implementation of the National Biosafety Framework. The overall objective of the project is to implement in Tunisia, a workable, responsive and transparent NBF, in line with the national development priorities, the Cartagena Protocol and other international obligations. The project will provide the necessary financial and technical assistance to transform its NBD to a legally binding national regulatory regime through the enactment of Laws and implementing regulations; prepare specific training guides and manuals; train decision makers, scientists, administrative and technical staff on legal, scientific and technical matters; enhance existing institutional facilities and infrastructures to undertake LMO detection and monitoring activities; set up a mechanism for monitoring of enforcement; strengthen channels for communication and information dissemination nationally, as well as through the Biosafety Clearing House (BCH); and promote public awareness and participation (UNEP, GEF: \$0.84m, Total project: \$1.76m)

Vietnam: Implementation of the National Biosafety Framework. The project will assist Vietnam in creating a workable and transparent national biosafety framework by 2010, to fulfill its obligations as a Party to the Cartagena Protocol on biosafety, and to comply with the country's Agenda 21, the government strategy on development of biotechnology (Resolution 18/CP), and the National Action Plan for biosafety (NAPB). Specifically the project will (i) assist Viet Nam to integrate and incorporate safe use of biotechnology into national sectoral action plans and strategies in conformity with the national Agenda 21; (ii) strengthen the legal and regulatory framework on biosafety so that it is consistent with the Cartagena Protocol, workable and responsive to national needs and priorities; (iii) set in place a workable system for handling requests, carrying out risk assessment, and decision making for GMOs; (iv) set in place a workable and effective national system for monitoring and enforcement and (v) establish a workable and effective national system for public awareness, education and participation in decision-making for GMOs. (UNEP, GEF: \$ 1.0 m, Total project: \$1.63 m).

Summary of Enabling Activities Approved Between January, 2006-December, 2007

Georgia: Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity Conservation and Sustainable Use, Participation in Clearing House Mechanism and Preparation of a Second and Third National Reports to CBD The overall goal of this project is to develop Georgia's capacity in meeting its obligations under the CBD. This will be achieved through following objectives: 1) To enable Georgia to assess its capacity development needs in priority areas for the conservation and sustainable use of its biodiversity; 2) To establish the country-driven Clearing House Mechanism and to enhance Georgia's participation in CHM, including biodiversity information systems; and 3) To enable the National Focal Point of CBD to undertake the necessary consultations for completion of the Second National Report and the preparation of the Third National Report. (UNDP, GEF: \$ 0.272 m, Total project cost: \$ 0.282)

Global: “Support to GEF Eligible CBD Parties for carrying out 2010 Biodiversity Targets National Assessments –Phase I”. The project is the first of two phases of a global umbrella Medium Size Project within the Enabling Activities window that is designed to provide funding and technical support to assist eligible countries to assess progress towards the 2010 Target through a national participatory assessment process, using the provisional framework for goals and targets adopted by the CBD COP decision VIII/15. The guidelines for the fourth national report of the CBD will be used in connection with this national assessment. (UNDP/UNEP, GEF; \$ 1.0 m. Total project: 1.75)

**ANNEX 5: SUMMARY OF COUNTRY GRANTS OF THE GEF PROJECT “SUPPORTING COUNTRY ACTION ON THE CBD PROGRAMME OF WORK ON PROTECTED AREAS”
UNDER IMPLEMENTATION²⁷**

Bahamas (PoWPA Activities 3.1.2, 3.2.1, 4.2.1, and 4.1.2): The project is supporting an assessment of protected areas contribution to the national economy; training for government and protected area staff in the application of economic tools; launching vocational training courses for park officers; developing a database and software to measure protected areas’ management effectiveness and designing a system to monitor the country’s progress in the implementation of PoWPA. The project will be embedded within the National Implementation Support Partnership (NISP) and will be implemented in cooperation with TNC.

Dominican Republic (PoWPA Activities 1.1.5, 3.2.1, 3.4.1, and 4.1.2): The project is assisting with formulating a protected area system master plan for the national protected area network; undertaking a comprehensive protected area gap analysis; developing a national capacity building plan and conducting a series of thematic workshops; helping identify innovative financing mechanisms and design a monitoring system to track country’s progress in PoWPA implementation.

Guatemala (PoWPA Activities 2.1.2 ; 3.2.1 and 3.1.6): Under the auspices a NISP and in collaboration with international NGOs, funding will facilitate establishment of locally managed conservation areas; launch a capacity building action plan for the protected area system; test payment-for-ecosystem services mechanism in at least two protected areas and introduce a scorecard to measure the financial sustainability of the whole protected area system.

Honduras (PoWPA Activities 2.1.2; 3.1.2; 3.4.1): Funding will aid the establishment of legal mechanisms to promote private, indigenous and community protected areas and processes for assigning community and private reserves; undertake an economic valuation of natural resources of protected areas and study their contribution to the MDGs, and promote financial mechanisms for the sustainability of the protected areas system. The project will be implemented under the supervision of the country’s NISP Political and Technical Committees, in close collaboration with TNC.

Liberia (PoWPA Activity 1.2.1): The project will review the integration of protected areas into the country’s poverty reduction plans and policies; develop mechanisms for biodiversity-friendly coexistence of the poor residing close to protected areas and identify opportunities for alternative income generation. The project will be implemented by the Government in partnership with UNDP.

Federated States of Micronesia (PoWPA Activities 4.1.2, 4.2.1, 1.1.5, 3.2.1, and 3.4.1): Building on strong technical and financial support from the participating Governments and NGOs, funding will help the four states develop and adopt national standards and criteria for protected area planning and management to achieve the goals of the Micronesia Challenge; assist in the completion of pan-Micronesia comprehensive protected area gap analysis; launch a

²⁷ Full project applications can be downloaded from <http://www.protectedareas.org/approved-grants/>

protected area capacity building plan; develop a financial sustainability plan for the protected area system and launch a fund-raising strategy for the Micronesia's protected areas.

Mongolia (PoWPA Activities 1.1.1, 1.1.5, 3.2.1 and 3.4.1): Implemented in partnership with WWF and TNC, this project will focus on a countrywide protected area representative and ecological gap analysis; a national protected area capacity building programme; testing financing mechanisms for protected areas and aligning the National Programme on Protected Areas with PoWPA.

Panama: The project will focus solely on the protected area gap analysis (PoWPA Activity 1.1.5). The analysis will provide recommendations for prioritized action to protect highly threatened or highly valued areas taking into account regionally and nationally relevant criteria (i.e. ecological representation, integrity and connectivity). The project will complement the ongoing PoWPA activities under a NISP agreement.

Samoa: The project will concentrate on developing scientific knowledge which will help carry out a comprehensive up-to-date ecological gap analysis (Activity 1.1.5) and on capacity development (PoWPA Activity 3.2.1) following the launch of a permanent protected area training curriculum. In parallel, a second-phase proposal will be finalized, as more knowledge and capacity is gained from the Phase 1. Phase 2 will focus on the critical issue of conflicts between customary and government land ownership and conservation objectives, exacerbated by too few (as yet, untapped) rural economic development opportunities. The project will be implemented with support from local scientific community and Conservation International.

Tajikistan (PoWPA Activities 3.1.2, 3.1.5, 3.2.1, and 4.1.2): Funding will focus on the economic valuation of protected area resources; identification and removal of perverse sectoral incentives which are putting pressures on protected areas; launching a curriculum and training courses on protected areas and putting in place an electronic system for monitoring PoWPA implementation.

The Gambia (PoWPA Activities 1.1.4, 2.1.2, 3.1.6, and 4.2.1): Implemented by the Government in partnership with WWF, the project will concentrate on reviewing conservation models in the country and will support the establishment of a countrywide coalition for protected areas; facilitating the development of new country-tailored protected area governance types, including community engagement mechanisms; helping to launch an ecotourism programme and launching tools to track the management effectiveness of protected areas.

Grenada: The application will focus solely on Activity 3.1.2, helping the Government to assess the contribution of protected area resources to economy. The project, implemented in partnership with TNC will raise the *awareness* of the value of protected areas; generate a value for marine and terrestrial PAs to be used for *policy advocacy*; inform the design of the most effective tools for environmental *management*; identify willingness to pay and appropriate *charging* rates for environmental use; identify best methods to *extract finances* from environmental goods and services; and help to compare *costs and benefits* of different uses of the environment.

ANNEX 6: GEF SUPPORT TO TAXONOMY

Table 1 – GEF Enabling activities with Taxonomic Component

UNDP

- Antigua and Barbuda - Assessment of Capacity Building Needs & Country Specific Priorities (2002-2003)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Antigua%20and%20Barbuda%20-Assmt%20of%20Capacity%20Building%20Needs%20-20Add%20on/Antigua%20Barbuda%20BD%20EA%20Add-on%20Nov%2022.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Armenia - Assessment of Priority Capacity Building Needs for Biodiversity and Establishment of CHM Structures. (2000-2001)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Armenia-%20Assessment%20of%20Priority%20Capacity%20Building%20Needs/BSAP%20II%20Armenia.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Azerbaijan Republic - Biodiversity Strategy, Action Plan and National Report (2000-2001) http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Azerbaijan-Biodiversity%20Strategy%20and%20Action%20Plan/EA_Azerbaijan1.doc
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Barbados - Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities in the Conservation of Biodiversity and Participation in the National Clearing House Mechanism (2005-06)
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Belize - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2002-2003) <http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Belize-Assessment%20of%20Capacity%20Building%20Needs-add%20on/Revised%20Brief%2003-06.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Benin - Capacity Needs Assessment for the Implementation of the Benin's National Biodiversity Strategy and Action Plan, 2nd National Report, and Clearing House Mechanism. (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Benin%20Capacity%20Needs%20Assessment...Biodiversity%20Add%20on/Bein-final-6.rtf>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Bhutan - Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities in Biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Bhutan%20-%20Additional%20Financing%20-%20Assessment%20of%20Capacity%20Building%20Needs/Bhutan%20-Add%20On%20-%20brief%20-11-06-01.doc>
 (Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Botswana - National Biodiversity Strategy and Action Plan (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/RAMON/Databases/Enabling%20Activities/1stQ%202001/Botswana%20Bio/BOT%20BSAP%20brief-5.doc>
 (Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Bulgaria - Needs assessment and CHM establishment in Bulgaria (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Climate%20Change/Bulgaria-Needs%20Assessment%20and%20CHM%20Establishment/Bulgaria%20BD%20EA%20add%20on%20CHM%20brief.doc>
 (Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Burundi - Capacity Needs Assessment for the Implementation of the National Biodiversity Strategy and Action Plan and CHM Support (2002-2003)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Burundi%20-%20Capacity%20Needs%20Assessment%20for%20Implementation%20of%20BSAP%20and%20CHM%20Support/Burundi%20BD%20EA%20add%20on%20CHM%20brief.doc>
 (Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Central African Republic – Capacity-Building Needs Assessment for the Implementation of the Central African Republic’s National Biodiversity Strategy and Action Plan (2001-2001)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Central%20African%20Republic%20-Needs%20Assessment%20of%20Natl%20Biodiversity/CAR%20BD%20EA%20add%20-on%20proposal.doc>
 (Capacity strengthening in taxonomy)
- Chad - Identification of Capacity-Building needs for the Implementation of the national BSAP (2003-2004, Add on project in 2004)
[http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Chad%20-%20Identification%20of%20Capacity-building%20-%20Implementation%20of%20BSAP/Chad%20BSAP%20add-on%20June%2030%20\(OP%20revision\).doc](http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Chad%20-%20Identification%20of%20Capacity-building%20-%20Implementation%20of%20BSAP/Chad%20BSAP%20add-on%20June%2030%20(OP%20revision).doc)
 (Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Comoros - Capacity Needs Assessment for the implementation of the National Biodiversity Strategy and support to the Clearing House Mechanism (2004-2005)

<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Comoros - Capacity Needs Assessment Natl BD Strategy Clearing House/Comoros EA Biodiversity Add on 29th Jan-031004.doc>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Congo - Assessment of Capacity Needs for the Implementation of the Congo's National Biodiversity Strategy and Strengthening of Clearing House Mechanism (add on) – (2002-2003)

<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1569>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- El Salvador - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity in El Salvador (2001-2002)

<http://www.gefonline.org/kathryn/BIO%20Team/Project%20Proposals/FP's%20%20MSP's%20&%20EA's/EL%20SALVADOR%20-%20add%20on-Assessment%20of%20Cap%20Building-revised-05-02-01.doc>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Guinea – Identification of Capacity-Building Needs for Biodiversity Strategy Implementation and Strengthening of the CHM (2002-2003)

<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Guinea - Identification of Capacity-Building Needs for BD Strategy/Guinea Add On 28June02.doc>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Guinea-Bissau - Capacity-building needs assessment for the implementation of the National Biodiversity Strategy of Guinea-Bissau and Strengthening of Clearing House Mechanism (2001-2002)

<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Guinea-Bissau%20-Capacity%20Building%20Needs%20-Additional%20Financing/GBS%20final%20add-on%20II.doc>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Iran – Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2001-2002)

<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Iran%20-%20Additional%20Financing-%20Assessment%20of%20Capacity%20Building/Iran-%20add%20on%20brief%20-%2010-10-01.doc>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Jordan – Assessment of Capacity Building Needs and Country/Authority Specific Priorities in Biodiversity (2001-2002)

<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1434>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Lebanon - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1306>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Micronesia - Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities in Biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Micronesia%20-%20Assessment%20of%20Capacity-building%20Needs%20and%20Country%20Specific%20Priorities/Micronesia%20BD%20EA%20add%20on%20brief%2028Mar02.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Nicaragua - Assessment of Capacity-building Needs (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1380>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Niger - Capacity Needs Assessment for the Implementation of the Niger's National Biodiversity Strategy and Action Plan and CHM Support (2002-2003)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Niger%20-%20Capacity%20Needs%20Asst%20--National%20Biodiversity%20Strategy%20--%20Add%20on/Niger%20BD%20EA%20Capacity%20Needs%20Asst%20proposal.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Oman - Assessing Capacity-building Needs and Country-specific Priorities in Biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1313>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Peru - Assessment of Capacity Building Needs for Implementation of the Convention on Biological Diversity (2000-2001)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=995>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Philippines - Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity Conservation and Management in the Philippines. (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1440>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Serbia and Montenegro - Biodiversity Strategy, Action Plan and National Report (2004-2005)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=2477>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Sudan - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity management and conservation in Sudan- (2000-2000)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1070>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Swaziland - Assessment of Capacity Building Needs, Completion of the CHM Process and Preparation of the 2nd National Report to the CBD COP (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1292>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Syria - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=987>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Tajikistan - Additional financing for capacity assessment in biodiversity priority areas (2004-2006)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=2528>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Uzbekistan – Assessment of Priority National Capacity Development Needs for Implementation of the BSAP and Establishment of CHM Structures (2005-06)
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Yemen - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity - (2000-2001) <http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=909>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Zimbabwe - Assessing Capacity Building Needs for Biodiversity Management and Development, and Consultations Leading to Preparation of Second National Report to CBD (add on)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1418>

(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Global - Biodiversity Planning Support Programme (1998-2000)
http://www.gefweb.org/wprogram/July98/undp/bsp_req.doc
(Capacity building in view of writing NBSAPs, guidelines on taxonom

World Bank

- Eritrea - Assessment of Capacity Building needs, for Biodiversity, Participation in Clearing house mechanism and Preparation of a second national report. (2002-2003)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=1506>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Macedonia – Enabling Activity and Assessment of Capacity Building Needs Proposal in Biodiversity (2000-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=918>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Moldova - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2000-2001)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=908>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Mongolia - Assessment of Capacity Building Needs and Country-Specific Priorities in Biodiversity (2000-2001)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=866>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Ukraine - Assessment of capacity building needs and country specific priorities in biodiversity (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=980>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

UNEP

- Bahamas – Assessment of Capacity Building needs to Conserve Biological Diversity, Participation in National Clearing House Mechanism, and Preparation of a Second National Report to CBD. (2001-2002)
(taxonomy working group, which will organize workshop and contribute to National Report, training, assessment, networking, information network, collection, fill gaps in database)

- Barbados – National Biodiversity Strategy, Action Plan and First National Report to the CBD (1997- 1999)
- Belarus – Assessment of Capacity Building needs for biodiversity, participation in CHM, and Preparation of a Second National Report. (2001-2002).
(assessment and monitoring)
- China – Capacity Building of Clearing House Mechanism and Preparation of a Second National Report to the COP (2002-2003)
(databases, training, information system)
- Cote d'Ivoire – Assessment of Capacity-building needs for Biodiversity, Participation in CHM, and Preparation of a Second national Report (2001-2002)
(Initial Assessment and monitoring programs including taxonomy)
- Cuba- Assessment of Capacity-Building Needs for Biodiversity, Participation in CHM and Preparation of Second National Report (2001-2002)
- Czech Republic – Assessment of Capacity-building Needs: Access to Genetic Resources and Benefit-sharing, Conservation and Sustainable Use of Biodiversity Important for Agriculture, Forestry and Research
(Identify through a national and regional consultation process the capacity and need for the creation of a technical and scientific entity that can carry out the taxonomic investigations and other matters on biological diversity resources.)
- Estonia – Assessment of Capacity-Building Needs for Biodiversity and Participation in Clearing House Mechanism (2000-2001)
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Gambia – Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity, Participation in CHM and Preparation of Second National Report (2001-2002)
[http://www.gefonline.org/RAMON/Databases/Enabling Activities/1stQ 2001/Gambia Bio/Gambia add on 20.12.00.rtf](http://www.gefonline.org/RAMON/Databases/Enabling%20Activities/1stQ%202001/Gambia%20Bio/Gambia%20add%20on%2020.12.00.rtf)
- Honduras – Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities for the Implementation of the Action Plan for the National Strategy on Biodiversity (Add on)
(Initial assessment/monitoring including taxonomy)
- Korea DPR – Updating of National Biodiversity Strategic Action Plan, Preparation of 2nd national Reports, and Establishment of a National CHM (2005-06)
(Assessing national taxonomic needs)
- Mauritania – Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity, Participation in CHM and Preparation of Second National Report (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=990>(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)

- Namibia – Assessment of Capacity Building Needs to Conserve Biological Diversity - Add on (2005-06)
(Complete Taxonomic Capacity Assessment for Namibia and submit to GTI)
- Panama- Assessment of Capacity-Building Needs for Biodiversity, Participation in CHM and Preparation of Second National Report (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=988>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Poland - Biodiversity Enabling Activities: Assessment of Capacity Building Needs for Biodiversity Conservation and Sustainable Use (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/ProjectDocs/Biodiversity/Poland - Add-on -Assessment of Capacity Building Needs/Poland -Add-on-Assessment of Capacity Building - project brief -9-12-01.doc>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- St. Lucia – Assessment of Capacity-building Needs for Biodiversity, Participation in CHM and Preparation of Second National Report (2001-2002)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=991>
(Assessment of capacity building needs for initial assessment and monitoring programs, including taxonomy)
- Vanuatu – Assessment of Capacity-Building Needs for Biodiversity and Participation in Clearing-House Mechanism (2000-2001)
<http://www.gefonline.org/projectDetails.cfm?projID=860>
(build scientific capacity, implying the inclusion of taxonomic)

ANNEX 6- TABLE 2 PROJECT DETAILS

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
1	Belarus	Biodiversity Protection	WB	1	0.25	1.25	0.225	1991	Completed	Seeds, pollen, and plant parts collection and storage, determination of genetic diversity	In-situ and ex-situ conservation in Berezinsky and Pripyatsky Reserves: activities include seed and plant parts collection and storage; in-situ conservation of native populations including scots pines and other species; determination of genetic diversity of selected individual plants and animals.
2	Columbia	Conservation of Biodiversity in the Choco Region	UNDP	6	3	9	no relevant information available	1991	Completed	Taxonomic identification and quantitative analysis of sampling, phenology studies	no information available
3	Poland	Forest Biodiversity Protection	WB	4.5	1.7	6.2	3.56	1991	Completed	Gene bank, assessment and seed collection	Ex-situ conservation of genetic materials in the Sudety forests, including investment in programs to preserve endangered forest ecosystems through a forest genebank and related archival nursery equipments.
4	Costa Rica	Conservation of Biodiversity and Sustainable Development in La Amistad and La osa Conservation Areas	UNDP	8	0	8	no relevant information available	1991	Completed	Inventories and paratoxonomos	Research on the biodiversity of Osa and Amistad Conservation areas, including inventories and paratoxonomos
5	Malawi	Lake Malawi/Nyasa Biodiversity Conservation	WB	5	0.44	5.44	2.46	1991	Project Completed	taxonomy study on cichlid	The research component includes: biodiversity surveys to inventory fish species and their distribution; studies on the taxonomy, ecology and distribution of the cichlid species; a limnology and water quality monitoring program
6	Dominican Republic	Biodiversity Conservation and Management in the Coastal Zone of the Dominican Republic	UNDP	3	0	3	no relevant information available	1992	Completed	Taxonomic database	Distribution, systematic and the conservation status of plant and animal species in the coastal zone to contribute for sustainable coastal zone management, and long term monitoring. Databases will be organized by taxonomic groups and ecosystems.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
7	Indonesia	Biodiversity Collections	WB and UNDP	8.76	4.2	12.96	12.96	1992	Project Completed	collections, research, information systems management	Strengthen the institutional capacity to support systematic biological collections, a basic reference tool for biodiversity inventory and monitoring. Project objectives include: restore and develop the collections and associated functions of the Botany and Zoology Divisions; design and establish a computerized database of specimen-based data for collections management, collection plans and development, and external use; and to strengthen the capacity to coordinate and foster collaborative biological research activities and client services.
8	Turkey	In-Situ Conservation of Genetic Biodiversity	WB	5.1	0.6	5.7	5.7	1992	Project Completed	survey and inventory, development and training of human resources.,	This project will identify and establish in-situ conservation areas for the protection of genetic resources and wild relatives of important crops and forest tree species that originated in Turkey, providing for sustainable in-situ conservation of genetic resources in cereals, horticultural crops, medicinal plants, forest trees, and pasture grasses and legumes through an integrated ecosystem approach. Project components include site surveys and inventories, gene management zones (GMZ), data management, a national plan for in-situ conservation, and institutional strengthening.
9	Uruguay	Conservation of Biodiversity in the Eastern Wetlands	UNDP	3	0	3	no relevant information available	1992	Project Completed	inventory and database	Increased knowledge and conservation of Eastern Wetland fauna and Flora. Activities include: inventory of species and electronic database; identification and study on migratory birds; identification of endemic, dominant, and scientifically interested species; study of phenology, physiology, biomass, and production of the plant biocenosis of the area.
10	Ethiopia	A Dynamic Farmer-Based Approach to the Conservation of African Plant Genetic Resources	UNDP	2.46	0	2.46	no relevant information available	1992	Project Completed	inventory, storage, and database on crop species	Under the objective to strengthen the institutional capacity for planning and implementing in-situ conservation, activities include enhancing capacity to collect, characterize, document and store crop specimens and crop germplasm materials for, in situ conservation activities, enhance research capacity, and establish databases.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
1 1	Cameroon	Biodiversity Conservation and Management	WB	6.09	6.43	12.52	0.91	1993	Project Completed	zoological and botanical surveys and inventories	Improve the biological knowledge base of the project sites for effective conservation planning and management.
1 2	Regional (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia, Swaziland, South Africa, Zambia, Zimbabwe)	SABONET: Inventory, Evaluation and Monitoring of Botanical Diversity in Southern Africa: A Regional Capacity and Institution Building Network	UNDP	4.72	4.68	9.41	9.41	1996	Project Completed	database, information management network, assessment and survey,	The primary goal of the project is to develop a strong core of professional botanists, taxonomists and plant diversity specialists within the ten countries of southern Africa, competent to inventory, monitor and evaluate the botanical diversity of the region in the face of specific development challenges, and to respond to the technical and scientific needs of the Convention on Biological Diversity.
1 3	Argentina	Biodiversity Conservation Project	WB	10.39	37.5	47.89	0.7	1997	CEO Endorsed	inventory, monitoring, develop information system	Develop a Biodiversity Conservation Project Information System and fully incorporate it in the National Environmental Information System. The project will conduct basic inventory and monitoring activities
1 4	Costa Rica	Biodiversity Resources Development Project	WB	7.28	13	20.38	5.6	1997	Project Completed	training, inventory, laboratory	1) Biodiversity inventory: the actual collection of specimens of Hymenoptera, Coleoptera, vertebrate parasites, and fungi; cataloguing and information management activities; and 2) a development of a laboratory at the National Biodiversity Institute.
1 5	Regional (Cameroon, Central African Republic, Congo, Guinea, Gabon, and Zaire)	Regional Environment and Information Management Project (REIMP)	WB	4.37	11.31	15.69	15.69	1997	Project Completed	information network for data sharing, capacity building to use data	The main goal of the project is to improve the planning and management of natural resources in the Congo Basin, with a specific focus on biodiversity conservation, by providing the various stakeholders with appropriate information on the environment in response to the information needs they have identified and will identify

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
16	Sri Lanka	Conservation and Sustainable Use of Medicinal Plants	WB	4.91	20.4	25.31	25.31	1997	Project Completed	inventory, taxonomic data collection and analysis	Project will design and implement a medicinal plants conservation program. For five botanical reserves where medicinal plants are collected from the wild, it will support activities including baseline research, monitoring, and conservation planning. Ex-situ cultivation and conservation of medicinal plants will be supported too, through research on and promotion of ex-situ cultivation, and through enhancing ex-situ collections. Lastly, legal and policy reforms in support of medicinal plant conservation, a national information network, and training and awareness campaigns will be financed.
17	Morocco	Protected Areas Management	WB	10.35	3.4	13.75	3.5	1998	CEO Endorsed	database and monitoring system	The component on strengthening national implementation capacity include activities to establish the taxonomy of individual species, using molecular biology, on order to characterize the genetic diversity of these species, and as the building block for developing detailed programs for in-situ genetic resource conservation.
18	Peru	In-Situ Conservation of Native Cultivars and Their Wild Relatives	UNDP	5.22	1.2	6.42	4	1998	Completed	collection, inventories, and database development on genetic resources, development of gene centers	Components related to taxonomy are: 1) Traditional knowledge, techniques, and organizations required for the maintenance of agrobiodiversity are strengthened; 2) Awareness of the ecological, cultural, and nutritive value of wild relatives and native crops is enhanced at the local and national levels and mainstreamed into the programmes of educational and research institutions; 3) Policies, norms and mechanisms to motivate farmers to conserve agrobiodiversity are established; and 4) An information and monitoring system is established as a management tool for coordinating and planning agrobiodiversity conservation activities.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
19	Regional (Algeria, Morocco, Tunisia)	Participatory Management of Plant Genetic Resources in Oases of the Maghreb	UNDP	3.07	3.5	6.57	2.2	1998	Project Completed	developing methodologies for locating genetic diversity in cultivated and wild species, guidelines and training for appropriate collecting and sampling	The project will remove barriers to genetic erosion of date palm in the Maghreb region; namely (1) the replacement threat from national programmes, on in-situ genetic resources, that are multiplying and distributing only a few varieties of trees and (2); market forces that are encouraging a preference by farmers to grow only a few high value varieties of date palm to the exclusion of a wide range of other varieties. Together with the number of baseline programmes described, the project will form an integrated ecosystem approach to the management of the oases sites.
20	Ethiopia	Conservation and Sustainable Use of Medicinal Plants	WB	1.91	4.9	6.81	2	1999	CEO Endorsed	Gene bank, study, and database	The project activity includes establishment of medicinal plant field Gene Bank and development of intellectual property rights policy and guidelines. Moreover, the project supports establishment of species database based on various research and studies.
21	Peru	Indigenous Management of Protected Areas in the Amazon	WB	10.35	14	24.35	3	1999	CEO Endorsed	Inventory and database	Project monitoring and evaluation component includes biodiversity information to be organized taxonomically.
22	Columbia	Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in High Andes Region	WB	15.35	15	30.35	8.7	2000	CEO Endorsed	training, inventory, develop, information system	Strengthen regional capacities through training efforts in taxonomy, for a unified biodiversity inventory collection. Development of a decentralized Biodiversity Information System for the Andean Region of Columbia.
23	Egypt	Conservation and Sustainable Use of Medicinal Plants in Arid and Semi-Arid Ecosystems	UNDP	4.29	4.77	9.05	1.18	2000	CEO Endorsed	survey, inventory of wild medicinal plants,	Identify critically endangered medicinal plant species through: 1) update and complete existing survey data; 2) build local capacity to monitor and evaluate the enclosures, including genetic diversity analysis; 3) register and deposit genetic samples of target species in National Gene Bank; and other measures.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
24	Kenya	Lake Baringo Community-based Integrated Land and Water Management Project	UNEP	0.75	0.2	0.95	0.045	2000	CEO Approval	Gene bank development	The component on Improved Sustainable Use of the lakes includes gene bank development through the preservation of important biological species of the Baringo region and the assessment. This activity will build on the experiences of the Kenya Marine and Fisheries Research Institute (KMFRI), Baringo Research Centre in formulating activities in collaboration with the community aimed at exploiting the lake resources sustainably.
25	Ecuador	Albarradas in Coastal Ecuador: Rescuing Ancient Knowledge on Sustainable Use of Biodiversity	WB	0.75	2.35	3.1	0.365	2000	CEO Approval	taxonomic study on species collected	Botanical and Paleo-ethnobotanical determination of wild relatives of cultivars, and their dependence upon local ecosystems and the Albarrada technology. Activities include: 1) identification of wild relatives of cultivars from the ecosystems where ancient Albarradas occur; 2) Botanical collection of modern specimens for comparative analysis; 3) Rapid ecological assessment to identify the environmental conditions of each area; 4) Taxonomic studies of the species collected, geographical areas and priority taxonomic groups and Identification of the biological diversity characteristic of the region's ecology, and seed collection of endangered endemic species.
26	Regional (Ethiopia, Kenya, and Mali)	Conservation of Gramineae and Associated Arthropods for Sustainable Agricultural Development in Africa	UNEP	0.972	1.56	2.532	2.3	2001	CEO Approval	Taxonomic training, research, database,	Capacity and capability of national agricultural research and extension systems and non-governmental organizations in monitoring, protecting, and promoting biodiversity of Gramineae and associated insects strengthened. Activities include: conduct short-term training courses to enhance taxonomic expertise of national scientists in collection, identification and use of Gramineae and insects in environmental monitoring and sustainable agriculture systems. Other components on sampling and database development are also closely related to taxonomy.
27	Vietnam	In-situ Conservation of Native Landraces and their Wild Relatives in Vietnam	UNDP	0.925	2.99	3.915	0.762	2001	CEO Approval	Document taxonomy of species, inventory, research	Targeted research, information, management and analysis in support of Gene Management zone establishment and operationalization. Activities include document the taxonomy and polymorphism, environment, ecosystem, and exploitation of target species and their relatives.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
28	Peru	Inka Terra: An Innovative Partnership for Self-Financing Biodiversity Conservation & Community Development	WB/IFC	0.75	11.36	12.11	0.55	2003	CEO Approval	inventory, database, classification	Under the forest management component, the project will enhance the biodiversity Inventory: The inventory on fauna and flora will be expanded over the course of this project so that comprehensive information will exist for many of the key species found within the reserve, including their ecology and potential sustainable uses. The information gathered through this exercise will be classified and made readily available in a database. This program component will be developed in collaboration with the Missouri Botanical Garden (MOBOT).
29	Regional (Latin America and Caribbean)	Building the InterAmerican Biodiversity Information Network (IABIN)	WB	6.65	30.29	36.94	36.94	2004	CEO Endorsed	exchange of taxonomic data, capacity building	The component to enhance interoperability and access to data includes activity to develop regional consensus on standards for communication, taxonomic information, metadata, controlled vocabularies, and record structures to ensure region-wide compatibility to promote greater coordination, better management and decision-making of biological information
30	Tanzania	The Development and Management of the Selous-Niassa Wildlife Corridor	UNDP	1	1.06	2.06	0.458	2004	CEO Approval	database, inventory.	Creation of reliable ecological and socio-economic databases for the corridor to serve as decision-making tools for communities and local authorities. Biological studies will be completed during years one and two. Socio-economic studies will identify primary economic practices and natural resources needs of the communities. Biological studies will include further refinement of the species inventories in the corridor, identification of threatened species, and needs assessments for the endemic species including, species endemic to the corridor, their specific range and habitat needs.
31	Argentina	In-Situ Conservation of Andean Crops and their Wild Relatives in the Humahuaca Valley, the Southernmost Extension of the Central Andes	UNDP	0.96	0.9	1.86	0.255	2005	CEO Endorsed	Survey, database,	Communities, indigenous farmers and local authorities have increased information on native crop varieties and wild relatives and on traditional knowledge and practices relevant to their cultivation, processing and improvement. Surveys will also include wild relatives of the target crops, and a database will be established that includes taxonomy, past and present distribution, and knowledge related to wild relatives of target crops present in the Humahuaca Valley.

#	Country	Title of Project	GEF Agency	GEF Finance (\$ million)	Co-finance	Total Finance	Approximate Total Budget	Date of Work Program Approval	Status	Taxonomic activities	Expected results of the Taxonomic component
3 2	Regional (Ethiopia, Uganda, Zambia, Ghana)	Removing Barriers to Invasive Plant Management in Africa	UNEP	5.72	6.17	11.89	1.44	2005	CEO Endors ed	Capacity building	Capacity built for multisectoral prevention and management of invasive alien species. Taxonomists will be trained on risk analysis and prevention.
3 3	Brazil	National Biodiversity Mainstreaming and Institutional Consolidation Project	WB	22	75	97	30	2006	Counci l approv al	information sharing, database	The component on institutional strengthening and generation of biodiversity information for policymaking includes the establishment of the Brazilian Virtual Institute for Biodiversity, which could include information sharing on taxonomic related information.
	TOTAL			175.597	282.2	457.867	180.22				

ANNEX 6

Table 3 – Small Grants Programme

Gaza Strip – Assessing and restoring the Wild Plant Species in the Coastal Sand Dunes in the Gaza Strip (1999-2001)
(capacity building, trained students in taxonomy, research)

Papua New Guinea – Biological Inventory of the Kuper Range/Lake Trist Conservation Area (1994-1995)

Turkey – Inventory of Endemic Plant Species in the GAP Region (South-East Anatolia) in Turkey (1998-2000)

ANNEX 7. MULTI FOCAL AREA PROJECTS

Country	Project Title	Biodiversity Allocation
Regional (Costa Rica, Panama)	Sustainable Environmental Management for Sixaola River Basin	0.80
Brazil	Caatinga Conservation and Sustainable Management Project	6.00
Philippines	National Program Support for Environment and Natural Resources Management Project (NPS-ENRMP)	2.00
Regional (Albania, Algeria, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Egypt, Lebanon, Libya, Macedonia, Morocco, Serbia, Syria, Tunisia, Turkey)	World Bank-GEF Investment Fund for the Mediterranean Sea Large Marine Ecosystem Partnership, Tranche 1, 1st Allocation	5.00
Global	SGP Small Grants Program, 4th Operational Phase, RAF Allocation 2	3.13
Global	SGP Small Grants Program, 4th Operational Phase, RAF Allocations 1	9.66
India	SLEM/CPP-Sustainable Rural Livelihood Security through Innovations in Land and Ecosystem Management	3.00
India	SLEM/CPP-Sustainable Land Management in Shifting Cultivation Areas of Nagaland for Ecological and Livelihood Security	1.80
Iran	SFM Rehabilitation of Forest Landscapes and Degraded Land with Particular Attention to Saline Soils and Areas Prone to Wind Erosion	1.11
Global	Carbon Benefits Project (CBP): Modeling, Measurement and Monitoring	1.67
Indonesia	SFM Strengthening Community Based Forest and Watershed Management (SCBFWM)	3.50
Regional (Indonesia, Malaysia, Philippines, Thailand, Vietnam, Singapore, Brunei)	SFM Rehabilitation and Sustainable Use of Peatland Forests in South-East Asia	2.51
Paraguay	SFM Improving the Conservation of Biodiversity in Atlantic Forest of Eastern Paraguay	1.00
Slovak Republic	Integration of Ecosystem Management Principles and Practices into Land and Water Management of Slovakia's Eastern Lowlands	0.97
		42.15

**ANNEX 8: LIST OF GEF DOCUMENTS AVAILABLE AT THE
NINTH SESSION OF THE CONFERENCE OF PARTIES**

Documents for general information

- Financing the Stewardship of Global Biodiversity
- GEF: Indigenous Communities and Biodiversity Conservation
- Mainstreaming Biodiversity in Production Landscapes and Sectors
- GEF Global Support for Biodiversity Conservation: Fact Sheets
- GEF Support to Wilderness Area

Reports of the GEF Evaluation Office

- Biodiversity Program Study
- The GEF M&E Policy
- Country Portfolio Evaluations of the Philippines, Samoa and Costa Rica
- Signposts (2-page summaries of evaluations)